

Université de Montréal

**La co-construction  
des espaces public et privé  
dans le discours politique actuel**

par

Marie-Anne Lapierre

Département de communication

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en Sciences de la communication

Novembre 2005

© Marie-Anne Lapierre, 2005



9

90

054

2006

v. 508

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La co-construction des espaces public et privé dans le discours politique actuel

présenté par :  
Marie-Anne Lapierre

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

François Cooren, président-rapporteur  
Chantal Benoît-Barné, directrice de recherche  
Daniel Robichaud, membre du jury

## Résumé

S'inscrivant au sein du courant de la rhétorique constitutive, le présent mémoire s'intéresse au phénomène de l'interpénétration des espaces public et privé dans le discours politique actuel. Afin de cerner de quelle manière cette dynamique se constitue, en dehors de ce qui peut être perçu extérieurement par les observateurs de la sphère politique, nous analysons les entrevues accordées au *Point* par les quatre principaux chefs en lice aux élections fédérales canadiennes de 2004. À travers ces données, nous identifions les procédés rhétoriques concrets par lesquels intervieweur et interviewé négocient la situation dans laquelle ils évoluent et par lesquels ils fixent la frontière du privé et du public. Nous portons une attention particulière aux énoncés qui participent d'une négociation, aussi contractuelle et « polie » soit-elle, de la tension inhérente à l'agir politique, entre l'individu et le collectif. De notre analyse se dégage une constante : les acteurs en présence ont tendance à négocier, par le recours à des procédés discursifs justificateurs, le registre de leur prise de parole et, plus particulièrement, les rôles qui sont incarnés par le politicien interviewé. En effet, la question n'est pas tant *De quoi parle-t-on ?*, *Parle-t-on de sujets tributaires de la vie privée des politiciens ?*, que *Qui parle ?*, *Qui parle à travers celui qui s'exprime ?*. Nous décrivons en ce sens des constantes dans les stratégies discursives déployées par l'intervieweur pour contraindre le politicien à s'exprimer en son nom et finalement, constatons la diversité des dynamiques de négociation due à la créativité rhétorique et à l'hétérogénéité des procédés discursifs des quatre chefs interviewés.

**Mots-clés :** Politique, discours, espace public, espace privé, intimité.

## Abstract

Anchored in a constitutive view of rhetoric, this thesis explores a key phenomenon in contemporary democracies: the interpenetration of public and private spheres manifest in current political discourses. In order to understand how this dynamic is constituted, we analyze the interviews given to *Le Point* by the four leaders of the main political parties during the Canadian federal elections of 2004. Our objective is to identify the key rhetorical practices by which the interviewer and the interviewed politician negotiate the situation and, and so doing, fix the limits between the private and public spheres. We pay a particular attention to those utterances that partake in the negotiation of a tension, inherent to political action, between the individual and the collective. Our analysis suggests that the actors tend to negotiate, by the use of justificatory discourses, the roles that must be embodied by the interviewed politician. Indeed, the question is not *What do they talk about ?*, *Are they talking about topics related to the private sphere ?*, but *Who is talking ?*, *Who is talking through them ?*. After describing several discursive strategies by which the interviewer is able to constraint the politician to speak for himself and about himself, we conclude on the rhetorical ingenuity manifested by the interviewed politician to respond to the journalist and reframe the situation.

**Keywords :** Politics, discourse, public sphere, private sphere, intimacy.

## Table des matières

<b>Résumé.....</b>	<b>iii</b>
<b>Abstract .....</b>	<b>iv</b>
<b>Liste des sigles et abréviations.....</b>	<b>vii</b>
<b>Liste des figures .....</b>	<b>vii</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>viii</b>
<b>Premier chapitre. L’emprise de l’intimité : un phénomène à la main longue.....</b>	<b>1</b>
1.1 L’emprise de l’intimité entre les mains des politiciens.....	3
1.2 Causes et conséquences probables .....	5
1.3 Deux niveaux, trois logiques; mathématiques d’un discours.....	7
1.3.1 Identification .....	8
1.3.2 « Proximation » .....	11
1.3.3 Transparence .....	13
1.4 Pour en finir avec le « par défaut » .....	15
<b>Deuxième chapitre. Co-construction des espaces par la négociation .....</b>	<b>18</b>
2.1 Construction .....	18
2.1.1 Historique.....	18
2.1.2 L’essentialisation .....	19
2.1.3 Le constructivisme .....	20
2.1.4 Réflexions .....	21
2.2 Co-construction par la négociation .....	23
2.3 Co-construction par la négociation d’espaces corrélatifs.....	26
2.4 Visées .....	30
<b>Troisième chapitre. Démarche inductive fondée sur la production de sens de l’acte discursif .....</b>	<b>32</b>
<b>Quatrième chapitre. Analyse.....</b>	<b>42</b>
4.1 Mise en contexte des entrevues.....	42
4.1.1 Entrevue avec Jack Layton – 3 juin 2004 .....	44
4.1.2 Entrevue avec Stephen Harper – 10 juin 2004.....	46
4.1.3 Entrevue avec Gilles Duceppe – 17 juin 2004.....	47
4.1.4 Entrevue avec Paul Martin – 23 juin 2004.....	49
4.2 Le déploiement de rôles au cœur des quatre entrevues.....	51
4.2.1 Le cas Harper .....	52
4.2.1.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Harper .....	60
4.2.2 Le cas Layton .....	62
4.2.2.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Layton .....	73
4.2.3 Le cas Duceppe .....	76

4.2.3.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Duceppe .....	85
4.2.4 Le cas Martin .....	88
4.2.4.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Martin .....	99
<b>Conclusions générales .....</b>	<b>102</b>
5.1 Les divorcés .....	107
5.2 Le vieux couple .....	109
5.3 Les nouveaux mariés.....	111
5.4 Le couple faussement heureux .....	113
<b>Références bibliographiques.....</b>	<b>118</b>
<b>Annexe 1. Entrevue avec Jack Layton – 3 juin 2004.....</b>	<b>I</b>
<b>Annexe 2. Entrevue avec Stephen Harper – 10 juin 2004 .....</b>	<b>X</b>
<b>Annexe 3. Entrevue avec Gilles Duceppe – 17 juin 2004 .....</b>	<b>XVIII</b>
<b>Annexe 4. Entrevue avec Paul Martin – 23 juin 2004.....</b>	<b>XXVIII</b>
<b>Annexe 5 : Tableau récapitulatif des procédés discursifs.....</b>	<b>XXXVIII</b>



## Liste des sigles et abréviations

ABTL : Anything-But-The-Liberals

BQ : Bloc Québécois

CLSC : Centre local de services communautaires

CSN : Confédération des syndicats nationaux

FLQ : Front de libération du Québec

LRSP : La réplique se poursuit

NPD : Nouveau Parti démocratique

PCC : Parti conservateur du Canada

PLC : Parti libéral du Canada

PQ : Parti québécois

SRC : Société Radio-Canada

TVA : Réseau TVA, chaîne de télévision privée au Québec

TQS : Télévision Quatre Saisons, chaîne de télévision privée au Québec

## Liste des figures

Figure 1 : Intermédiation du rôle .....	103
---	-----

## Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier les professeurs du Département de communication de l'Université de Montréal, car ils m'ont ouverte à des réalités, notamment communicationnelles et médiatiques, qui m'ont interpellées au point que je veuille les approfondir, toujours, davantage. Sans ce corps professoral exceptionnel, jamais je n'aurais acquis les habiletés méthodologiques et analytiques qui m'ont permis de mener à terme ce mémoire. Plus précisément, je pense à ceux et celles qui m'ont fait bénéficier de commentaires personnalisés ou qui, par leurs lettres de recommandation, m'ont aidé à obtenir la bourse Henri-Audet/FES.

J'ai aussi une pensée toute spéciale pour les membres du LOG (groupe de recherche Langage, Organisation et Gouvernance), professeurs et étudiants, qui par leurs commentaires pertinents dans le cadre de nos rencontres du vendredi, ont grandement enrichi mes réflexions et analyses.

Je souhaite également témoigner de toute ma gratitude à mes parents, des êtres formidables qui m'ont fourni les outils nécessaires pour me lancer dans cette belle folie qu'est la rédaction d'un mémoire. Merci de m'avoir inspirée, arrimée, encouragée. Je remercie dans la même veine ma famille, mon amoureux et mes amis qui tous autant qu'ils sont m'ont soutenue et motivée.

Enfin, même si mes remerciements ne pourront jamais traduire à quel point elle a été généreuse de son temps, précieuse de ses enseignements, bref indispensable à la réussite de ce mémoire, je remercie infiniment ma directrice de recherche, Chantal Benoît-Barné. Si nous nous révélons la somme des gens que l'on rencontre, je suis fière d'être maintenant un peu comme elle.

## Premier chapitre. L'emprise de l'intimité : un phénomène à la main longue

*Les tyrannies de l'intimité.* Un titre évocateur de Richard Sennett (1979) qui caractérise une société moderne en mal d'enjeux politiques économiques et sociaux bruts et qui franchit incessamment le cadre des rapports strictement publics. Une société moderne qui privilégie, en bref, les affaires de cœur et de sentiments, le « striptease social »<sup>1</sup>, au détriment des affaires publiques et de raison. Pour Sennett, cet état de fait est tributaire d'une psychologisation du social qui s'opère à l'intérieur même des sphères de la société; ce que l'auteur nomme l'intimité exerce une emprise sur la signification et les modes de compréhension des individus et « tyrannise » ainsi tout l'espace public. L'individu se retrouve alors dans un système de pensée et d'action au sein duquel on ne connaît véritablement l'autre qu'à travers son « intimité », voire à travers le rapport de celle-ci avec la nôtre. En ce sens, et de manière circonscrite, Sennett écrit : « dans une société intimiste et privatisante, tous les phénomènes sociaux – quelle que soit leur structure impersonnelle – se transforment en problèmes de personnalité » (p. 169). Et l'opinion de Sennett n'est pas excentrique; plusieurs auteurs déplorent ce recul de l'affaire publique dans la société actuelle. Jürgen Habermas, cité par ailleurs par Jesús Martín-Barbero (1993), soutient que l'hédonisme et ce qu'il appelle « the new sense of intimacy » sont aujourd'hui les nouvelles arènes des conflits qui opposent les individus (p. 60). André Vitalis (2002), pour sa part,

---

<sup>1</sup> GIRARD, Mario. « *Attentat à la pudeur* », *La Presse*, Montréal, jeudi 5 mai 2005, section *Actuel* p. 2.

affirme tout de go que « le plus intime a désormais vocation à devenir le plus public » (p. 1). De plus, il semblerait qu'il s'agisse d'un phénomène pratiquement irrémédiable, vu son implantation dans les mentalités (Sennett, 1979; Hart, 1994).

Ce qu'il advient de nommer « l'intimité » pour les besoins de la réflexion, un concept à la fois abstrait, évolutif et hautement subjectif, est difficilement définissable de l'extérieur. Pour Dominique Mehl (1996), chaque individu trace les pourtours de ce qu'il considère être l'intimité et c'est pourquoi les tentatives de définition mènent très souvent à l'échec. Cela dit, Benoît Melançon (1995) s'est aventuré à définir l'intime comme « [...] ce qui appartient à l'individu en propre comme son secret, ce dont il a, lui seul, une connaissance intuitive » (p. 13-14). Et cette définition se rapproche de celle qu'a soumise l'auteure québécoise Pascale Navarro à Mario Girard, dans un récent article de *La Presse* sur la pudeur, et qui stipule que « c'est ce que l'on veut absolument garder pour soi ». Évidemment, cette idée d'une définition, explicite ou implicite, ne tient la route que dans la mesure où l'on croit qu'il existe en effet des lieux de réflexion et d'action délimités. En ce sens, quoique relativement en contradiction avec ce qui a été mentionné plus tôt, Dominique Mehl cadre « l'intimité » en opposition avec ce qui n'est pas intime, donc public, et soutient que la tension entre les espaces<sup>2</sup> a résulté en un éclatement définitif :

---

<sup>2</sup> D'ores et déjà, il me faut spécifier que le terme « espaces » sera utilisé pour rendre compte de lieux qui ne sont pas physiques. Les espaces public et privé sont plutôt perçus, dans le cadre de ce mémoire, comme des entités abstraites de référence, perpétuellement construites par les réflexions et actions des individus, et qui se déploient ainsi par des normes et prescriptions sociales.

« espace public et espace privé se seraient entre-dévorés. [...] Ils se seraient mutuellement détruits » (p. 158). Enfin, qu'elle soit circonscrite ou non, définissable de l'extérieur ou non, il n'en reste pas moins que l'emprise de l'intimité apparaît comme un concept central, comme une notion totale autour de laquelle gravitent à la fois l'organisation de la société actuelle et sa compréhension.

## **1.1 L'emprise de l'intimité entre les mains des politiciens**

Étant infiltré dans les manières de faire et de penser de la société, le phénomène se voit, par le fait même et de manière semblerait-il exacerbée, investi au niveau de la politique. En effet, plusieurs auteurs constatent que les politiciens dévoilent, mobilisent et intègrent à leur discours des propos qui n'adhéreraient guère, par nature, au contexte public. Ce faisant, ils contribueraient à légitimer un nouvel ordre des choses qui a pour impératif la « confession permanente » (Courtine, 1994). Tout se dit, tout doit être dit et tout est effectivement dit, sinon ce qui réside au sein du for intérieur (Mehl, 1996; Vitalis, 2002). En effet, les politiciens se lancent dans un dévoilement qui s'apparente à un « strip-tease psychologique » (Sennett, 1979) et qui contribue à forger et à faire accepter un « nouvel ethos politique » (Coulomb-Gully, 2002), c'est-à-dire une nouvelle manière, pour un politicien, de mettre à profit sa personnalité et d'établir le contact avec les citoyens. Ayant pour appellation dans la tradition anglo-saxonne le « life-style politics » (Courtine, 1990), il s'agit d'une « [...] exhibition de l'intimité domestique et psychologique où la politique se banalise dans les petites choses quotidiennes, s'énonce dans les propos ordinaires, se

dissémine dans les traits intimes de la physionomie » (p. 155), et qui se concrétise à travers un ton propice aux confidences, soit celui de la « conversation ». Si, comme l'écrit Sennett (1979), les révélations d'un politicien peuvent s'étendre de « [...] ses goûts personnels, aux toilettes de son épouse, à l'amour qu'il éprouve pour les chiens... » (p. 208), il en va de même pour l'acceptation de ce type de procédés. On accuse les politiciens de faire de leur vie privée « l'objet de calculs et de transactions » (Vitalis, 2002), et aussi, on observe qu'ils ont l'obligation, pour ne pas mentir par omission, de dévoiler ce qui a trait à « l'argent dépensé », au « train de vie » et aux dimensions de leur vie privée qui sont en lien direct avec leur activité publique (Ockrent, 1994).

Et si ces nouveaux impératifs inspirent la sphère politique dans son ensemble, tout porte à croire qu'en période de campagne électorale, le phénomène gagnerait en importance, du moins en visibilité. En effet, puisque la communication électorale se présente comme une communication davantage intense par sa courte durée et sa grande portée médiatique (Nadeau et Bastien, 2003), il apparaît vraisemblable que « l'intimité » dans le discours politique soit exacerbée dans ce contexte particulier de communication. Par surcroît, la présence accrue des conseillers et stratèges politiques pendant cette période cruciale, lesquels professionnels contribueraient fortement à élaborer, par des réponses calquées sur des besoins savamment calculés, des discours propices à susciter l'adhésion des électeurs (Nadeau et Bastien), n'est pas sans ajouter à cette hypothèse de plus grande concentration du phénomène en période électorale.

## 1.2 Causes et conséquences probables

Plusieurs auteurs se sont penchés sur les causes de l'emprise de l'intimité dans le discours politique et sur les différences géographiques qui semblent s'opérer. En ce sens, le phénomène se manifesterait différemment d'un pays à l'autre; les États-Unis sont souvent perçus comme un terreau propice aux révélations, que plusieurs auteurs disent intimes, des politiciens, alors qu'au contraire, la France est vue comme un pays au sein duquel les dirigeants politiques se montrent plus discrets (Courtine, 1994; Mehl, 1996). Par exemple, aux États-Unis, il n'est pas rare qu'une épouse de politicien se retrouve au cœur d'une campagne électorale en marge de celle de son époux et prononce des discours (MacPherson, 1975), ce qui est rarissime en Europe ou même au Canada. De plus, il semblerait que les pays anglo-saxons (États-Unis, Angleterre) soient particulièrement sous l'emprise de l'intimité, alors que les pays latins (France, Espagne) seraient davantage enclins au respect de cette vie « non publique » (Epstein, 1994). Cet écart entre les pays s'expliquerait en outre par la religion, car tout laisse croire que le puritanisme protestant des Anglo-Saxons, contrairement au relatif laxisme des catholiques, aurait contribué à rendre courante cette obligation de « confession permanente » (Courtine).

Cela dit, les impératifs de la religion ne constituent qu'une cause possible de l'exacerbation du phénomène dans le discours politique. Plusieurs pointent aussi du doigt la désacralisation de la sphère politique (notamment Ockrent, 1994; Courtine, 1994), mais surtout, sa médiatisation. Pour Cotteret (1997), les « plus apparents » triomphent, et cette

nouvelle condition explique, du moins en partie, les concessions que sont prêts à faire les politiciens afin d'être vus et entendus par le plus grand nombre. Bien que certains considèrent que l'influence des médias reste mineure dans ce que l'on peut nommer la dérive intimiste (Wolton, 1990), et que d'autres la croit modérée (Courtine, 1994; Sennett, 1979; Ghiglione et Bromberg, 1998), il demeure qu'un nombre appréciable d'auteurs la juge importante (entre autres Lits, 2003; Chauvreau, 2001; Breton et Proulx, 1994; Cotteret, 1997; Madelin, 1987; Mehl, 1996; Ockrent, 1988; Hart, 1994; Satineau, 1989). Comme l'indique Neveu (2001), les médias seraient en grande partie responsables de la surenchère « privée » : « Les mises en scène qui les [les politiciens] exhibent à contre-emploi ou sur des registres intimistes sont [...] le prix à payer pour susciter l'attention... » (p. 80). Ainsi, malgré le fait que tous ne s'entendent pas sur la responsabilité réelle des médias, la très grande majorité des auteurs partagent une opinion commune quant à l'adaptation majeure qu'a subie le discours pour répondre aux critères du média, notamment télévisuel. Aussi en ce sens, il est question de concision du discours (Wolton), de flashs (Cotteret), de formules chocs (Ockrent), et ainsi de suite. Finalement, certains responsabilisent les citoyens (notamment Courtine; Jeanneney, 1994), qu'ils considèrent grands consommateurs, voire même avides d'histoires qui sortent du cadre public. Pour Courtine, la solution au phénomène réside d'ailleurs à ce niveau : « [...] il y a après tout une manière pour le public américain de la voir refluer [plus précisément la vague d'affaires sexuelles scandaleuses], s'il le souhaite : cesser d'en jouir, tout simplement » (p. 67).



L'ensemble des auteurs mentionnés jusqu'à présent, sauf quelques exceptions, sous-entendent ou affirment que l'emprise de l'intimité, parce qu'elle détourne des enjeux sociaux importants, constituerait une nuisance à la démocratie et à l'habileté des citoyens à faire un choix éclairé. Dans cette veine, pour Coulomb-Gully (2002), les arguments fondés sur l'individu-politicien et son histoire ont succédé à l'idéologie. Cela dit, selon Ockrent (1988), la personnalisation et la vulgarisation du discours engendrerait au contraire une démocratisation de la sphère politique et, par ricochet, une humanisation de la sphère publique. Cet avis est aussi partiellement partagé par Lettieri (2002) et Mercier (2002) pour qui l'humanisation, par contre, provoque respectivement une non-réhabilitation de la politique et une dépolitisation des citoyens. Finalement, un article de Roland Cayrol (2002) soulève l'argument imagé selon lequel ce genre de « détecteur de mensonges » serait profitable à la démocratie tant et aussi longtemps qu'il ne devient pas une « loupe grossissante qui se plaît à mieux discerner nos vices que nos vertus... » (p. 22).

### **1.3 Deux niveaux, trois logiques; mathématiques d'un discours**

Malgré l'intérêt que présentent les causes et conséquences du phénomène, il demeure que la compréhension d'une rhétorique dite « intime » se situe en premier lieu au sein du discours. En effet, comment comprendre l'emprise de l'intimité si ce n'est au cœur de sa constitution, de sa construction, c'est-à-dire à l'intérieur du discours politique même, au centre de l'action. Indéniablement, le discours politique moderne inspire de nouveaux impératifs. Suite à une exploration étendue des ouvrages destinés à comprendre le lien entre la

rhétorique et l'emprise de l'intimité en politique, il apparaît d'emblée que le discours politique moderne est caractérisé par et exige l'emploi de procédés concrets qui ont pour but de maximiser la relation avec l'auditoire. Il semble d'ailleurs que ces procédés soient investis de manière plutôt homogène par les politiciens (Le Grignou et Neveu, 1993). Chose certaine, trois grandes formes de liaison stratégique permettant à l'emprise de l'intimité de se justifier à travers le discours et de s'infiltrer dans les manières de faire se distingueraient. Ces trois logiques à tangente « intimiste » investies par le discours politique actuel, tel que décrit par les observateurs, sont les suivantes : les logiques d'identification, de « proximation » et de transparence. Évidemment, ces dernières s'imbriquent les unes aux autres pour former une stratégie globale, mais il demeure qu'elles contribuent chacune et de manière singulière à rendre possible et efficace ce recours à « l'intimité » dans le discours politique.

### **1.3.1 Identification**

Dans un premier temps, des logiques d'identification, soit des procédés visant à provoquer chez le citoyen ciblé une reconnaissance de sa propre personnalité et de ses intérêts, sont investies (Escarpit, 1981; Ghiglione et Bromberg, 1998; Le Grignou et Neveu, 1993; Cotteret, 1997). En effet, le politicien tente d'imiter le citoyen lambda et d'ainsi provoquer l'identification de ce dernier à sa personnalité. Il se concentre sur lui-même pour « parler » au citoyen et restreint ainsi la distance identitaire entre le citoyen et lui. Hart (1994) parle en ce sens d'une orchestration de l'amitié (donc d'une fausse amitié) et Cotteret, d'une

vaine tentative de relation symétrique. Chose certaine, tout est mis en branle pour que le citoyen se retrouve et s'apprécie à travers l'homme qui lui parle, la personnalité du dirigeant politique jouant dans ce manège un rôle d'avant-plan.

La logique d'identification est observée de façon différente quoique complémentaire par les auteurs qui s'y sont intéressés. Cotteret (1997), portant un regard « statistique » sur le discours politique, insiste sur le fait que la « personnalisation souriante » provoque un abus du pronom « je ». Rodolphe Ghiglione et Marcel Bromberg (1998), Dominique Mehl (1996) et Sylvie Pierre-Brossolette (1994), pour leur part moins mathématiques, se concentrent plutôt sur la place sensible de la personnalité des rhéteurs dans le débat. En effet, pour Ghiglione et Bromberg, il serait plus précisément question d'affrontements constants entre les personnalités des politiciens, cette observation étant à l'opposé de l'opinion de Mehl pour qui, puisque chacun est un expert incontestable de sa propre vie, le débat n'existe plus. Finalement, Laurent Fabius, ancien premier ministre français cité dans un article de Pierre-Brossolette, croit que le débat a franchi le stade de la personnalisation pour s'articuler dorénavant autour de préoccupations résolument superficielles : « [...] le débat ne se focalise même plus sur les personnalités, mais sur les personnes, quand ce n'est pas sur le simple physique ! » (p. 20). Quoiqu'il en soit, la personnalité des politiciens se reflète à travers et vise à susciter des émotions chez le citoyen, cet impératif ayant été scrupuleusement étudié par les auteurs (notamment Cotteret; Mehl; Courtine, 1990, 1994).

De plus, la personnalisation du discours politique apparaît comme une tangente importante du phénomène, un aspect dont la nature, encore plus que la fonction, provoque des oppositions entre les auteurs. En effet, d'un côté, on prétend que la personnalité n'est pas façonnable sans que l'authenticité de l'orateur n'en soit affectée (Wolton, 1990; Hart, 1994; Meyrowitz, 1994; Cayrol, 2002; Gratiot, 2002), et de l'autre, on affirme que des stratégies potentiellement efficaces peuvent être élaborées pour construire autour du politicien une personnalité autre que la sienne (Cotteret, 1997; Coulomb-Gully, 2002; Le Grignou et Neveu, 1993). Ainsi, alors que certains croient que le personnage public doit être un calque du personnage privé pour passer le test des jugements d'intentions (Hart), d'autres croient plutôt à une construction de toutes pièces d'une identité « stratégique » (Le Grignou et Neveu), voire à une personnalité à ce point composée et dénaturée qu'elle peut ne se manifester qu'à travers le « paraître » (Cotteret) ou encore l'« incarnation » (Coulomb-Gully). C'est d'ailleurs cette manière d'envisager la « personnalité » politique qui fait dire à Breton (1997) que le politicien « [...] est précédé d'une sorte de double de lui-même, son "image" » (p. 63) et qu'à travers celle-ci, séducteur, le politicien « [...] ressemble à tout ce qu'il approche » (p. 88). Selon cette optique de la construction stratégique de la personnalité du politicien et de l'identification possiblement engendrée, les valeurs mobilisées par les politiciens sont homogènes, caricaturales, bref, dépourvues d'une personnalisation naturelle et authentique. Compte tenu des observations de Le Grignou et Neveu, il apparaît que, tout en se disant investis de valeurs culturelles et spirituelles, la majorité des élus procèderait à une mise en scène de leurs racines (attachement au coin de

pays d'origine, enseignement des ancêtres) et à une représentation stylisée de la vie domestique (famille heureuse et foyer où il fait bon vivre). Somme toute, la logique d'identification, en permettant au politicien de se montrer le semblable du citoyen, constitue, il va sans dire, un outil essentiel à la « bonne » communication politique.

### 1.3.2 « Proximité »

Dans un deuxième temps, des « logiques de proximité » (Lits, 2003) sont mises en pratique afin que le discours politique soit, virtuellement du moins, le plus près possible des citoyens, le plus accessible possible. En effet, la « proximité » vise non plus l'imitation ou le calquage identitaire, notamment par les valeurs et la personnalité, comme dans le cas de l'identification, mais le rapprochement par la prise de parole et l'intelligibilité des propos. Évidemment, certaines pratiques sont à cheval entre les deux types de logiques, et il faut, en ce sens, voir cette classification non pas comme un tri limitatif, mais uniquement analytique. Comme le souligne John Shotter (1993b), « [...] one way to be more human [après la guerre du Vietnam], more authentic, was to relate to each other in more *personal* terms... » (p. 191). Pour ce faire, les politiciens ont notamment pour tâche de vulgariser leurs propos, de passer d'un discours spécialisé et complexe à un discours « ordinaire » (Hart, 1994), bref, de rendre leur rhétorique intelligible et abordable et d'ainsi restreindre la distance discursive entre eux et les citoyens. Nombreux sont les auteurs qui ont dépeint cette démarche d'adaptation à l'auditoire; Ghiglione (1989) soutient que « si les hommes politiques parlent “simple”, c'est bien eu égard à une certaine estimation des compétences

lexicale-syntaxiques du “Français moyen” » (p. 55), Ockrent (1988) la voit comme un pas vers une démocratisation du politique, ce que seconde Courtine (1994) en enchâssant la vulgarisation dans un « idiome démocratique ». Aussi, Lits (2003) vante les avantages du « parler vrai », une manière de faire qui serait notamment prescrit par la proximité du médium télévisuel (Meyrowitz, 1994).

Par ailleurs, et plus précis quant aux méthodes rhétoriques employées, Le Grignou et Neveu (1993) voient dans cette démarche, qui emprunte au « langage de la morale, de la psychologie, des métaphores familiales, à des images importées de l'économie ou du sport » (p. 967), un acte non pas démocratique, mais stratégique. Et c'est là un avis que semble partager Cotteret (1997) pour qui le maigre 20 % de termes spécialisés utilisés dans les discours politiques paraît être, sinon insultant pour le citoyen, du moins nettement insuffisant. Et c'est aussi là un positionnement que radicalise Philippe Breton (1997) en prétendant que ce rapprochement par la forme est manipulateur. En ce sens, l'auteur met en garde notamment contre la clarté du propos, laquelle serait selon lui une démagogie déguisée en pédagogie (p. 9). De plus, il spécifie : « La clarté séduit. Elle donne l'illusion, justement, de s'être adaptée au public, qui n'a pas d'efforts à faire pour accepter ce qu'on lui propose » (p. 91). Et afin de rendre opérationnelle cette vulgarisation, rien ne vaudrait des procédés rhétoriques qui autorisent et légitiment l'emprise de l'intimité, tels que le témoignage, l'expérience (Mehl, 1996), l'illustration, l'impression (Cotteret) ou même la révélation (Ockrent, 1994). Bref, le discours politique, en tant qu'action discursive

déployée par un politicien dans un temps et un lieu donnés, vise une rencontre effective entre politiciens et citoyens, une jonction entre personnalités, une coordination au niveau du langage. Et cette relation instaurée par le politicien implique une autre logique, cette fois nettement prescrite par le citoyen : le refus du mensonge et de la demi-vérité.

### **1.3.3 Transparence**

En troisième et dernier lieu, les politiciens doivent en effet se conformer aux logiques de transparence, du moins à une apparence de transparence, c'est-à-dire à une accessibilité des citoyens, sans restriction stratégique, aux informations les concernant. Indubitablement, cette exigence du livre ouvert joue un rôle crucial en politique (Cotteret, 1997); d'ailleurs, pour Vitalis (2002), « [...] ce grand déballage de l'intimité obéit à de nouvelles normes sociales basées sur l'obligation de communiquer, de tout dire et de se rendre autonome » (p. 5). Aussi, comme l'indique Érik Neveu (2001), les politiciens qui se positionnent involontairement comme détenteurs de secrets sont boudés par la population : « [...] de nombreux épisodes sont venus montrer tant la difficulté de préservation du secret (l'affaire Lewinsky, la cassette "Méry" en 2000...) que la réprobation accrue suscitée par ces tentatives dans une société où l'ostension de la transparence tend à devenir une valeur morale... » (p. 59). Afin d'accéder à cette reconnaissance de transparence par les citoyens, les politiciens misent sur l'authenticité. Pour ce faire, ils se voient contraints à dire la vérité, toute la vérité, quant à leurs actions, et à faire preuve d'une sincérité sentie dans leur subjectivité. Évidemment, la vérité et la sincérité, qui mènent à une authenticité et par

ricochet, à une apparence de transparence, ne sont pas garantes de la portée positive d'un discours, mais elles n'en demeurent pas moins des conditions préalables à sa prise en considération par le citoyen. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, d'après une gradation des fautes commises par les politiciens, le mensonge se glisserait au premier rang (Lesieur, 1994), cette prépondérance appuyant le propos de Courtine (1994) pour qui « [...] les mœurs des élus tendent à devenir de plus en plus souvent le terrain où se pose la question de la vérité et du mensonge en politique » (p. 54). Les citoyens élisent donc de plus en plus leurs dirigeants en se basant sur leur vertu (Nadeau et Bastien, 2003, Courtine).

De plus, tel que l'affirme Myra MacPherson (1975), qui a interviewé plusieurs élus, membres de leur famille, amis, employés et collègues, dans le dessein de prouver que cette transparence n'est pas que professionnelle ou par exemple orchestrée par le parti, les politiciens prétendent allégrement qu'il n'existe aucune différence entre leur vie privée et publique. Ils demandent même à leur famille de se prêter elle aussi aux regards des citoyens. Comme elle l'écrit : « In order to present a new post-Watergate "morality" image, some politicians will probably more than ever "use" the family to corroborate that image » (p. 11). Encore davantage, citant un conseiller politique avec lequel elle s'est entretenue, l'auteure avance : « "Politicians have set themselves up as gods" » (p. 79-80). Tout compte fait, ce que plusieurs auteurs appellent l'intimité sous-tendrait une façon de faire spécifique et s'exprimeraient à travers une rhétorique qui, aujourd'hui, tendrait dans la mesure du possible vers le plus semblable, le plus accessible et le plus transparent.



## 1.4 Pour en finir avec le « par défaut »

Les recherches qui ont été menées jusqu'à maintenant sur l'emprise de l'intimité dans le discours, une fois rassemblées, ont démontré des constantes fort intéressantes; le discours politique s'opèrerait à travers des logiques d'identification, de « proximation » et de transparence. Par contre, des lacunes fondamentales émergent du corpus étudié. Dans un premier temps, bien que certains auteurs parlent de difficulté de définition, voire de fluctuation à travers les époques, les auteurs soulèvent des révélations intimes faites par les politiciens ou mises en lumière par les médias et proposent, ce faisant, une définition essentialiste de l'intimité. En effet, lorsque Pierre-Brossolette (1994) cite le cas de la famille « parallèle » de François Mitterrand, lorsque Courtine (1994) mobilise les « [...] enfants illégitimes de Benjamin Franklin, Richard Johnson, Grover Cleveland... » (p. 54), ou encore lorsque Chauveau (2001) s'intéresse aux confessions de Georges W. Bush sur son feu problème d'alcoolisme, les auteurs mobilisent ces événements pour étayer la thèse selon laquelle l'espace public est miné par les révélations intimes ou privées des politiciens. Et ces mêmes auteurs, en décidant extérieurement de ce qui serait « intime » ou non comme contenu, voire même comme forme, quoique cela soit moins saillant à ce niveau, négligent une notion centrale : l'idée que la nature de l'énoncé varie dépendamment du rhéteur, des circonstances, des effets, bref de la situation rhétorique. En ce sens, il importe, et c'est ce que le présent travail se propose de faire, de se démarquer des auteurs qui définissent l'emprise de l'intimité comme un concept tracé au préalable en cernant plutôt la notion telle qu'elle est définie et incarnée par les acteurs au sein même de l'action discursive. Donc, au

risque de me répéter, il est capital de se dégager du cul-de-sac de la définition extérieure pour plutôt se tourner vers une définition implicite, représentée et circonscrite par les acteurs de la situation, et, par le fait même, vers une notion qu'on ne cherche pas nécessairement et selon des critères stricts et accommodants.

Par ailleurs, et c'est là la seconde lacune qui ressort du corpus d'auteurs étudiés, l'emprise de l'intimité est perçue comme un phénomène qui n'existe et ne gagne en importance qu'à travers le politicien qui y est assujéti. En ce sens, non seulement les auteurs négligent d'aborder le phénomène en tant que construction créée à travers le discours, mais ils font fi de l'approcher en tant que co-construction impliquant à la fois les politiciens et les citoyens, ces derniers confiant la tâche de leur représentation (continue) aux médias (notamment Bitzer, 1987; Ghiglione, 1989). Certes, les trois logiques témoignent de la valeur et de la maximisation de la relation établie entre gouvernants et gouvernés, mais il demeure que la revue de littérature dépeint l'interlocuteur, l'autre, comme un élément passif au sein de la relation, comme une donnée à réaction simple dans l'équation de la communication politique. Or, l'autre participe à la construction de l'emprise de l'intimité, l'autre fixe le sens et les limites de ce phénomène qui façonne le discours. Il n'est pas que victime ou consommateur; il est co-constructeur. Évidemment, certains auteurs, sceptiques, doutent de la portée et de l'influence réelles de cette deuxième voix dans l'élaboration sociale des réalités; notamment Ghiglione qui prétend qu'il s'agit d'un leurre : « la parole comme arme politique a besoin de la démocratie, de cette illusion de liberté où les hommes

peuvent se penser co-constructeurs de leur réalité » (p. 27). À noter tout de même cette brève mais éloquente affirmation du même auteur : « [...] ce que tout le monde dit est une vérité ou le sera » (p. 36).

Finalement, la revue de littérature présente une majorité d'auteurs qui se contentent de décrire le phénomène comme une intrusion unilatérale du personnel à l'intérieur de la sphère politique et d'expliquer comment s'opère et se répand cette emprise. Ce faisant, ces derniers négligent de rendre compte de ce qui constitue (par l'action) l'espace public et du rapport de ce dernier avec l'espace privé. En ce sens, et il s'agit là d'une troisième lacune, il apparaît plutôt illusoire et vain de cerner l'emprise de l'intimité tout en négligeant de positionner le phénomène dans le débat plus large de la frontière, mouvante et ténue, entre les espaces public et privé. Certes, articuler le phénomène en ayant recours aux espaces public et privé n'est pas innovateur. Cela dit, comme le souligne Daniel C. Brouwer (2004), ancrant son analyse autour du concept de convenance (« propriety »), exigée dans chacun des espaces, « [...] distinctions between public and private are some of the most significant axes along which enactment and thematization of propriety pivot » (p. 193). Ainsi, compte tenu de la revue de littérature actuelle et des lacunes identifiées, une question générale de recherche, qui se peaufinera par ailleurs suite au cadre théorique, se dessine d'emblée : ***De quelle manière les espaces public et privé sont-ils co-construits à travers le discours politique actuel ?***

## Deuxième chapitre. Co-construction des espaces par la négociation

Question que ce cadre théorique soit davantage ciblé, il importe à ce moment-ci d'apporter quelques précisions quant au corpus de données analysées. En ce sens, quatre entrevues mettant en vedette le journaliste de la télévision d'État Bernard Derome et les chefs des quatre partis politiques majeurs du Canada (voir annexes 1, 2, 3 et 4) seront scrutées plus tard dans ce présent mémoire. Pour ce faire, et afin de pallier aux trois lacunes relevées précédemment, l'approche constructiviste ainsi qu'un désaveu envers l'approche essentialiste s'imposent.

### 2.1 Construction

#### 2.1.1 Historique

Déjà en 1927, John Dewey prônait cette démarche nécessaire de définition par la construction et tentait de prévenir ses semblables quant aux biais de l'essentialisation, cet « élan métaphysique attribué à la nature ». Mais la rupture entre les deux approches, s'il en est une puisqu'il apparaît que l'essentialisation « sévit » toujours parmi la communauté scientifique, se concrétise en 1967 alors que Jean Piaget publie l'œuvre annonciatrice *Logique et connaissance scientifique*. Ainsi, tel que le souligne le chercheur français Jean-Louis Le Moigne (2001), dans une rédaction en deux tomes qui propose un tour d'horizon

particulièrement complet sur l'approche constructiviste, « le constructivisme épistémologique est devenu à partir de 1970, de fait sinon de droit, un grand paradigme scientifique respectable » (p. 17). Tout en reconnaissant la contribution de penseurs antérieurs à cette période charnière (notamment le pragmatiste américain John Dewey sur lequel nous reviendrons ultérieurement), Le Moigne (2001) dresse le portrait des précurseurs sans oublier notamment Gregory Bateson et son « héritier », Paul Watzlawick, lequel publie en 1981 le recueil *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme*. Par la suite, malgré que ce que l'on nomme autant objectivisme, positivisme que essentialisation reprenne du galon dans certaines circonstances et que les remises en question quant à la pertinence de l'une ou l'autre des approches se perpétuent à travers les années, il demeure que plusieurs chercheurs revendiquent un accès processuel et non naturel aux données. Mais laissons en marge, l'instant d'une explication, le parcours historique et anecdotique des deux épistémologies pour cerner ce qui, selon les spécialistes de la question, les distingue l'une de l'autre.

### **2.1.2 L'essentialisation**

L'essentialisation, qui prétend que « la “réalité connaissable” peut-être perçue, ou définie, comme étant constituée d'objets dotés d'une *essence* propre, indépendante donc du discours par lequel ils sont décrits et connus » (Le Moigne, 2001, p. 132), suppose, donc, que les entités mobilisées, notamment dans le discours, ont une identité propre, définie et inflexible. À travers, entre autres, une catégorisation préalable à toute mobilisation, il est

possible de prétendre à une connaissance objective des objets et des individus. Ceux-ci, qui possèdent en ce sens des attributs préalables à toute prise en compte par le discours, sont donc dépendants de la nature, constitués par une essence qui leur est propre, et non dépendants de la manière par laquelle les individus en action les conçoivent. Tel que le synthétise Diana Fuss (1989), auteure féministe qui questionne le fossé entre les deux ontologies : « Essentialism is most commonly understood as a belief in the real, true essence of things, the invariable and fixed properties which define the “whatness” of a given entity » (p. xi). C'est donc en dichotomie avec cette façon « en soi » d'envisager le réel que se bâtit le constructivisme, ce « par soi ».

### 2.1.3 Le constructivisme

Le constructivisme se présente comme une approche plus complexe (Fisher, 1991) qui « [...] vise à *inventer, construire, concevoir et créer* une connaissance projective, une représentation des phénomènes : créer du sens, concevoir de l'intelligible, en référence à un projet » (Le Moigne, 2001, p. 140). Ainsi, la réalité, c'est-à-dire les réalités, puisque le constructivisme s'inscrit sous le signe de la pluralité, se situent à l'intérieur des regards et actions posés à l'égard d'un phénomène (cadres), et non au sein de ce que l'on juge extérieurement comme constituantes de ce même phénomène. D'une manière plus « micro » et peut-être plus illustrée, l'individu est considéré « [...] as an active agent in constructing his life » (Fisher, p. 8); en fait, il s'agit là, comme l'écrit Philippe Breton (1997), d'une condition inhérente à l'être humain, et donc sur laquelle ce dernier n'a point

de contrôle : « L'homme met du sens partout. Il ne peut pas se défaire de la continuelle production de sens qui caractérise sa parole... » (p. 38). Ou de manière plus imagée, du moins plus synthétique, « l'homme communicant n'est pas le miroir réfléchissant d'une réalité, mais le constructeur incessant de ses réalités » (Ghiglione, 1989, p. 82). Ainsi, les entités mobilisées, notamment par les rhéteurs, existent parce qu'elles sont formées, constituées, par les discours. Et ce précepte du constructivisme est particulièrement manifeste dans la pensée de John Shotter (1993b) : « [...] we might intellectually accept that discourses, as practices, systematically form the objects of which they speak... » (p. 51). De plus, bien que nous y reviendrons de manière extensive plus tard, Shotter précise que les constructions sociales sont intégrées dans un processus de recyclage : « [...] not only do we constitute (make) and reconstitute (remake) our own social worlds, but we are also ourselves made and remade by them in the process » (p. 13). Finalement, et c'est là un point majeur, les constructivistes postulent que les échanges entre les différents individus ou corps sociaux modulent l'essence : « [...] the constructionist maintains that the natural is *produced* by the social » (Fuss, 1989, p. 3).

#### **2.1.4 Réflexions**

Clore le portrait, aussi bref a-t-il été, du constructivisme avec une citation de Diana Fuss n'est pas sans intérêt, puisque cette dernière a questionné ouvertement la pertinence, notamment eu égard à la problématique des genres, d'affronter essentialisation et constructivisme. Il est ici nécessaire de mentionner que je soulève les critiques apportées au constructivisme « radical » dans le but de témoigner de l'importance d'interroger les

préceptes sans nuance et dans la même veine, les arguments contraires. Et il va sans dire que le débat, peu importe à quelle échelle il est mené, est sain, voire constructif. En ce sens, pour Le Moigne (2001), « L'intérêt des controverses contemporaines entre les constructivismes et les positivismes [...] est de susciter une réflexion approfondie sur la légitimité de ces "conventions sociales" que sont, à chaque époque, les fondements des sciences » (p. 105). Et Fuss (1989) suscite en effet une réflexion en affirmant que le constructivisme dépendrait étroitement de l'essentialisation, voire ne serait finalement qu'une forme sophistiquée de l'essentialisation qu'il décrie pourtant. À son avis, il serait illusoire de croire que « [...] nature and fixity go together (naturally) just as sociality and change go together (naturally) » (p. 6), ce qui soulève aussi la question de l'essentialisation nécessaire mais incriminable, par les constructivistes, de l'approche essentialiste. Cela dit, tout en invitant les chercheurs à débattre de l'essentialisation, à le questionner « as an explicit topic of debate », et non pas à le rejeter du revers de la main, Fuss convient des dangers de l'essentialisation « brut » et admet que le constructivisme est « one of the strongest theoretical positions » (p. 109).

Sept ans plus tard, toujours à l'initiative d'une auteure féministe, le débat au sein des études sur la rhétorique et les espaces publics se poursuit. En effet, Cindy Griffin (1996), dans un papier qui vise à alerter les chercheurs sur les dangers de l'essentialisation au niveau de l'espace public, accuse plusieurs chercheurs masculins associés à la rhétorique et aux études sur les espaces publics, entre autres Habermas, Bitzer, Goodnight, Hauser, Blair,



Jasinski et McGee, de contribuer à une vision réductionniste de la femme par rapport à la parole publique. Notamment en essentialisant l'espace public comme un lieu de débat qui privilégie « mostly famous, deceased, white males » et qui se pose comme un espace extérieur à toute forme d'interventions à caractère privé associées à la gent féminine, ces auteurs participeraient à l'oppression des femmes dans l'espace public. Chose certaine, Fuss (1989) et maintenant Griffin (1996) introduisent une marche à suivre; il est en effet impératif de tenter de se dégager des *a priori* et des préjugés que produit et légitime l'essentialisation des espaces public et privé. Certes, une certaine essentialisation subsistera *de facto*. Mais reconnaître cette déficience mineure et œuvrer à s'en dissocier le plus possible permettra sans aucun doute de se rapprocher du phénomène à l'étude. Et pour ce faire, il est impératif de garder en tête cette affirmation de Fisher (1991) : « Constructivism proposes that we are substantially authors of our own destinies, but this is always in relation to others as a mutually constructed process » (p. 14).

## 2.2 Co-construction par la négociation

En ce sens, et il s'agit ici d'une réponse à la deuxième lacune identifiée, soit la seule prise en compte du discours du politicien, la construction de la réalité sociale se présente comme une co-construction. En effet, il est question de co-construction, puisque toute construction par l'acte discursif implique activement, et de manière minimale, à la fois un rhéteur et un « autre », soit l'entité à laquelle le rhéteur s'adresse. Et cette relation, afin qu'il y ait terrain d'entente et donc construction commune, s'inscrit sous le mode de la négociation, c'est-à-

dire, comme le précisent Fisher (1991) et Shotter (1993b), que chaque interlocuteur présente à l'autre des « opportunités » et des « contraintes » pour en arriver à un « consensus » à propos des réalités, ou vérités, et finalement « [...] act in relation to those realities and truths » (Fisher, p. 22) ou encore tout simplement « [...] 'invite' or 'inhibit' people's next possible actions » (Shotter, p. 47). Cela dit, ce même processus est expliqué de manière distincte par les différents auteurs; Cole (1995) parle de négociation par des « stratégies rhétoriques »; Ghiglione (1989) de « mondes possibles » présentés, le temps de la discussion, comme le « monde réel », d'« espaces discursifs [ceux des deux parties, trouvant] leur origine l'une dans l'autre, donnant lieu de ce fait à un processus effectif de co-construction référentielle » (p. 132), ou encore de « validation », « quasi-validation » ou « non-validation » des propos de l'autre; finalement, Le Moigne (2001), inspiré par le fameux « You can't beat something with nothing » de H. A. Simon, entrevoit la négociation non pas comme une suite de simples révocations, voire résistances, mais bien comme une suite de propositions à différents niveaux en dichotomie avec les propositions ultérieures de l'autre partie. Par ailleurs, dans le cas qui nous concerne, il convient de parler d'une négociation polie et subtile. Certes, il n'est pas question d'une négociation officielle et saillante (comme cela peut être le cas en période de controverse) avec deux camps qui proposent des positions marquées et affirmées. Il s'agirait plutôt d'un type de négociation s'apparentant à celle qui opère invariablement dans tout acte, même quotidien, de parole. Une forme de négociation qui comprend beaucoup de nuances « oui, mais », ce qui d'ailleurs « [...] permet à l'homme politique de "justifier" sa re-définition du référent tout

en respectant les règles et les principes qui gèrent ce type de contrat » (Ghiglione citant F. Jacques, 1986<sup>3</sup>). Aussi une négociation qui s'adapte, donc, à la situation de communication particulière analysée. Cela dit, peu importe les précisions et attributs particuliers, il s'agit tout de même d'une négociation en bonne et due forme, laquelle permet une co-construction efficiente entre le politicien et l'« autre ».

Cet « autre », tel que mentionné précédemment, se retrouve de manière globale (nous faisons ici exception des événements ponctuels comme les élections ou les consultations populaires) en la personne du journaliste, de l'analyste politique. En effet, dans la politique actuelle, la relation de négociation qui a préséance, ou du moins qui est la plus manifeste, demeure celle qui unit politiciens et journalistes. Cette relation, que l'on peut qualifier de « par procuration » étant donné la représentativité qui opère *de facto* au sein de chaque partie (le politicien et le journaliste représentent, quoique sous différentes modalités, le citoyen), co-construit. Déjà que par exemple le téléspectateur « [...] va co-construire le sens et non le recevoir tel quel » (Ghiglione, 1989), il n'est pas spéculatif de prétendre que ce rôle serait d'autant plus affirmé de la part de professionnels représentant ce même téléspectateur et cela, bien que certains auteurs contemporains voient toujours le journaliste comme un médiateur qui procède à une « amplification » (Breton, 1997). Particulièrement lorsqu'il est question d'entrevues face-à-face, du moins le processus est visible dans ce cas

---

<sup>3</sup> JACQUES, F. (1986). « La réciprocité interpersonnelle », *Connexions*, 47, p. 109-136.

précis de mise en scène médiatique, il apparaît que les actes discursifs des deux parties en présence s'emboîtent et se désarticulent sous le mode de la négociation.

Pour plusieurs, le concept de « négociation » n'est visible qu'en présence de résistance explicitée. Mais est-ce que les entités, quelles qu'elles soient, personnes, choses abstraites ou espaces communs, attendent réellement les périodes de controverse pour se construire et prendre un sens pour tout un chacun ? Est-ce que la co-construction sociale des réalités se déploie uniquement de manière sporadique, en situation d'urgence, et non pas sur une base continue de remises en question implicites ? Le présent mémoire prend le pari de répondre par la négative à ces deux questions. D'ailleurs, plusieurs auteurs, pour la plupart constructivistes, ont fait la démonstration de la force de la négociation en situation de discussion « normale ». Entre autres, Shotter (1993b) a fait remarquer que la « [...] conversation is the ultimate sphere in which all such judging and evaluating takes place... This is what gives it its priority – and, incidently, its power to change otherwise unconsciously reproduced realities » (p. 162).

## **2.3 Co-construction par la négociation d'espaces corrélatifs**

Par ailleurs, et en réponse à la troisième lacune qui concerne l'absence, par les auteurs, d'un positionnement affirmé du phénomène dans le débat plus large de la frontière entre les espaces, il est important de préciser que la question de la distinction entre le public et le privé, dans le cas présent, ne concerne pas une opposition entre deux entités définies par

essence, mais bien une tension processuelle à l'intérieur d'un espace global. Ainsi, Griffin (1996), citant elle-même Carole Pateman (1987), écrit qu'il est impératif d'arrimer toute analyse discursive constructiviste à une « [...] conception of humans that is "grounded in the interrelationship of the individual to collective life, or personal to political life, instead of their separation and opposition" (Pateman, 1987, p. 121) » (p. 22). D'ailleurs, elle n'est pas seule à concevoir les espaces comme des « lieux » par défaut en connexion; « [...] These two realms – the private and the public – are related to one another, and people can 'move' from the intimate interpersonal realm into the realm of public affairs in a (careless) instant », affirme Shotter (1993b, p. 183-184). Il semble donc primordial d'envisager le phénomène de l'emprise de l'intimité dans un premier temps à l'intérieur des espaces public et privé, mais aussi et surtout sous l'angle de la tension interne au sein d'un espace global. Ce faisant, le phénomène n'apparaît plus comme une intrusion d'un espace préalablement délimité au sein d'un autre espace, mais bien comme une négociation qui tend à construire par consensus et dissensions une frontière perméable, notamment entre l'individuel et le collectif. De plus, élargir la question de l'emprise de l'intimité à la question plus globale des déplacements contextuels et co-construits entre les espaces public et privé<sup>4</sup> permet, en plus de situer le phénomène dans sa totalité, d'éviter de répondre par la simplicité et la pareille à un discours politique qui lui-même procéderait « [...] à des créations d'univers simples et dichotomisés afin de construire une réalité plus lisible »

---

<sup>4</sup> Afin d'alléger ce texte, les expressions « espace public » et « espace privé » seront employées bien qu'il soit d'ores et déjà convenu qu'il s'agisse des deux polarités d'un espace global en tension.

(Ghiglione, 1989, p. 69). Finalement, cette manière d'approcher le phénomène donne l'occasion d'illustrer l'éventail de positions, de constructions possibles, à l'intérieur de l'axe délimité en ses extrémités par les espaces public et privé.

Évidemment, le concept de « spectre » se retrouve au cœur de toute entité abstraite; que ce soit le réel et l'abstrait, le bien et le mal, la politesse et l'impolitesse ou même l'identité et la non-identité (« [...] identity always contains the specter of non-identity within it... » (Fuss, 1989, p. 103)). D'ailleurs, comme le spécifie Fisher (1991) : « Bipolar constructs are our organization of regularities of experience and their contrasts. The underlying principle of this concept is that we cannot know anything without the possibility of knowing its contrast » (p. 33). Et c'est aussi cette approche en termes de spectre, trop souvent négligée en recherche lorsqu'il est question d'interpréter des perceptions, qui permet aux co-constructions d'être à la fois implantées sur un axe dichotomisé et nuancées. Donc, dans la même veine, les espaces public et privé sont considérés comme les limites d'un spectre par rapport auquel les interlocuteurs se positionnent, co-construisent un espace global, lui-même constitué, il va sans dire, d'une myriade d'espaces singuliers comme par exemple la famille, le couple, le caucus du parti, etc. Mais est-ce que toutes ces co-constructions, notamment quant aux espaces public et privé, qui s'opèrent dans différents contextes et qui sont opérées par différents interlocuteurs, se réunissent dans un consensus totalisant et forment ce qu'il advient de nommer le « fond commun de perception des espaces » ?

Selon Shotter (1993b), un consensus de ce type, peu importe l'enjeu implicitement ou explicitement débattu, est improbable : « [...] what we have in common with each other in our society's traditions is not a set of agreements about meanings, beliefs or values, but a set of intrinsically two-sided 'topics'... » (p. 14). Ainsi, le spectre de positions, voire la conscience commune qu'il existe, serait la seule assise, la seule base discursive réunissant tous et chacun. Et c'est aussi cette idée que la co-construction ne s'appuie que sur son propre processus que semble évoquer Le Moigne (2001), affirmant que les modèles ne doivent pas être considérés comme des *a priori* et que la qualité d'un raisonnement « [...] se fonde sur sa propre cohérence et donc sur sa reproductibilité... » (p. 235). À l'opposé, certains auteurs, même constructivistes, font mention d'un fond de références communes encadrant socialement et de manière extrinsèque la co-construction; Fisher (1991), notamment, parle de négociation « within defined parameters » (p. 25).

Somme toute, trois lacunes principales ont été observées au sein du corpus d'auteurs étudiés; une essentialisation, une unicité de voix dans le discours ainsi qu'un unilatéralisme et un isolement du phénomène. Afin de remédier à ces déficiences, le présent mémoire se propose de mettre plutôt de l'avant les concepts théoriques (mais aussi pratiques dans le sens où ils ont influencé la sélection des outils méthodologiques) de construction, de co-construction et d'approche spectrale. Il est par ailleurs important de mentionner que cette démarche n'est pas suspendue dans le vide; elle s'inscrit dans la lignée de recherches menées par des auteurs constructivistes, tel que Ghiglione (1989), pour qui il est primordial

d'interroger « [...] les structures des jeux de construction des univers référentiels et les modalités de leur prise en charge par leurs constructeurs, c'est-à-dire dans ce cas les hommes politiques "médiatisés" » (p. 105). Ainsi, selon ce nouvel angle théorique, le phénomène à l'étude change de visage; d'une emprise de l'intimité qui « sévit » par le discours politique, nous passons à une co-construction des espaces public et privé à travers l'entrevue politique.

## 2.4 Visées

C'est donc avec en tête cette approche que je me propose d'étudier une forme de discours publique et jugée sérieuse (non pas seulement les propos émis dans un contexte dit intimiste, par exemple le talk-show, comme plusieurs auteurs l'ont fait auparavant) à laquelle se sont frottés les quatre principaux chefs en lice dans le cadre des élections fédérales canadiennes de 2004. En effet, je compte décortiquer et analyser les discours tenus lors des entrevues accordées par les quatre chefs à l'émission *Le Point*, présentée sur les ondes de Radio-Canada. Le choix des chefs des partis s'explique à la fois par la présence accrue de ces derniers dans les médias ainsi que par la personnalisation, par les chefs, des idéologies des partis explicitée par plusieurs auteurs et relevée précédemment. De plus, comme le soutient Ghiglione (1989), le « leader » est « [...] l'élément nodal du groupe, le noyau de l'activité et des processus du groupe [...] l'instrument privilégié de la syntalité du groupe [...] l'instrument primordial de la conformité groupale... » (p. 108). Ou alors, citant Moscovici (*L'âge des foules*, 1981), Ghiglione affirme le pouvoir de



rassemblement et implicitement de construction du chef de parti : « [...] il [le meneur] est la masse faite individu. Il lui donne son nom, son image et sa volonté active »

(p. 108). Quant au choix du contexte électoral, il se justifie, on se souviendra, par son caractère intense (courte durée et portée médiatique supérieure). Finalement, le choix des entrevues accordées à l'émission *Le Point* de Radio-Canada s'explique par l'homogénéité de la forme (même temps attribué et même intervieweur pour les quatre discours), par la crédibilité et la réputation de l'émission *Le Point* et de la télévision d'État en général et, enfin, par la structure « contractuelle » de discussion et « la présence *in loco* des deux partenaires des échanges » (Ghiglione, 1989) qu'offre la forme de l'entrevue. À travers une exploration des quatre discours proposés par les chefs, je tenterai de répondre à la question spécifique de recherche suivante :

*Lors des élections fédérales canadiennes de 2004, plus précisément lors des entrevues accordées à l'émission Le Point de Radio-Canada, de quelle manière les quatre chefs en lice et le journaliste Bernard Derome ont co-construit, par une négociation contractuelle, les espaces public et privé ?*

### **Troisième chapitre. Démarche inductive fondée sur la production de sens de l'acte discursif**

« To see politics as a “set of effects” [...] would prevent us from reifying politics and mystifying its “behind-the-scene” operations » (p. 106), soumet Diana Fuss (1989). La méthodologie, adoptée dans ce présent mémoire pour identifier les procédés rhétoriques par lesquels Bernard Derome et les quatre chefs en lice négocient et fixent la frontière du privé et du public, s'inscrit dans cette optique. En effet, il sera question d'analyser le discours de chacun et d'identifier ce qui se dégage de leurs interactions, soit les effets que chacun produit sur l'autre, les effets qui émergent de la jonction discursive entre les deux interlocuteurs. Notre démarche s'inspire librement de l'enseignement de John Shotter, notamment dans son ouvrage *Conversational Realities: Constructing Life Through Language* (1993), lequel propose une démarche constructiviste plaçant le discours au cœur de la production de sens, à la base du façonnement des réalités. Mais avant de synthétiser la méthodologie mise de l'avant par l'auteur, portons notre attention, pour un bref moment puisque la pensée de Shotter teinte la plupart des étapes du processus, à l'aspect strictement pratique de cette analyse.

Tout d'abord, les quatre entrevues ont été choisies et retranscrites selon une technique à mi-chemin entre la transcription « normalisée » et celle issue de la tradition de

l'ethnométhodologie<sup>5</sup>. Indéniablement, cette procédure minutieuse a amorcé une appropriation des données, laquelle compétence s'est par la suite développée grâce à une démarche intense de lecture et de relecture, jusqu'à une connaissance affûtée des enjeux discursifs, mais surtout, des procédés discursifs employés par chacun des interlocuteurs. Des procédés servant, par exemple, à contraindre l'un à répondre aux questions posées ou, à l'opposé, à se soustraire de l'ascendant de l'autre. Consécutivement à cette approche, il nous est apparu que certains moments se distinguaient de l'ensemble des entrevues. En effet, des moments-clés se profilent, notamment par l'intensité des négociations, aussi contractuelles et « polies » soient-elles, que ceux-ci proposent; ces moments présentent en ce sens un jeu plus accru d'avancées et de retraits, d'ouvertures et de fermetures, de sens implicites et explicites, etc. De plus, et c'est ici qu'intervient déjà Shotter (1993a), ces moments privilégiés sont caractérisés par une césure, une concavité au sein de laquelle du sens doit être constitué afin qu'un retour à la normale se concrétise :

« Crucial in such events are those points in a conversation when a 'gap' must be bridged : when either a change in speaking subject occurs, or when, to put it another way, what one person says or does must be accounted for, made sense of, or responded to in some way, by an other (or by the person themselves) » (p. 33).

---

<sup>5</sup> En effet, nous avons emprunté des outils à la transcription ethnométhodologique afin de refléter la qualité de la langue parlée, les intentions de couper la parole, les tics, hésitations, bredouillages, etc. Par contre, nous avons volontairement laissé de côté les temps précis de silence, les progressions ou chutes au niveau du ton, les emphases etc., puisque ces précisions pointues, vu l'analyse rhétorique effectuée, n'apparaissaient guère nécessaires.

Une fois ces situations charnières soulignées<sup>6</sup>, nous avons procédé à une analyse encore plus pointue, plus spécifique, des négociations en cours. Nous avons cherché à identifier ces procédés rhétoriques concrets par lesquels intervieweur et interviewé négocient la situation dans laquelle ils évoluent. Il nous est alors apparu que Derome et ses invités déployaient des efforts prononcés pour définir les termes de leur prise de parole. En particulier, la question des rôles, qui doivent et peuvent être endossés dans le cadre d'une entrevue accordée par un homme politique qui agit à titre de chef d'un parti, semblait revêtir une importance majeure. Qui s'exprime alors que cet homme politique prend la parole ? Quel rôle est investi; celui de l'individu, celui du chef, les deux à la fois, aucun d'entre eux, un autre rôle ?

Lorsque nous mobilisons le concept de « rôles », nous le faisons notamment en référence à la réflexion de Richard Sennett sur le sujet<sup>7</sup>. Dans *Les tyrannies de l'intimité* (1979), ouvrage dont la contribution a fortement inspiré ce mémoire, et l'a d'ailleurs introduit, Sennett définit le « rôle » comme « [...] une conduite adaptée à certaines situations, et non à d'autres » (p. 35) qui fait appel à « [...] un type de croyance particulier », la « croyance » impliquant aux yeux de Sennett « les sentiments et les dispositions d'esprit qui sont liés aux

---

<sup>6</sup> Nous faisons ici état d'un processus qui peut paraître linéaire, mais il est important de souligner que de fréquents allers-retours entre moments-clés et procédés identifiés ont été effectués.

<sup>7</sup> Ce faisant, nous sommes conscients que nous laissons de côté la contribution pourtant majeure de Erving Goffman, d'ailleurs consacré par Sennett (1979) comme le « plus grand analyste de rôles contemporain ». Mais puisque notre analyse s'intéresse vivement aux déséquilibres créés par la négociation des protagonistes au sein de la situation conversationnelle, au contexte (politique et de société) qui motive et contraint la conversation, nous avons jugé préférable de nous concentrer sur la contribution de Richard Sennett, lequel souligne d'ailleurs que dans la pensée de Goffman, « [...] il existe des scènes, mais pas d'intrigues » (p. 38).

actions et les influencent concrètement » (p. 36). Ainsi, le rôle n'est pas qu'une catégorie ou une étiquette; il s'agit d'un comportement qui engendre, dans une situation donnée, un certain type d'actions et, nous ajouterons dans l'esprit de Shotter (1993a, 1993b), est lui-même influencé par ces actions. De ce fait, selon Sennett, l'agir public repose sur la création et la mise en application de rôles qui permettent de gérer les interactions avec des étrangers. La distinction entre les espaces public et privé, entre ce qui relève du collectif et de l'individuel, s'articule donc autour des rôles déployés, cette perspective alimentant, il va sans dire, notre analyse à venir. Et si les rôles sont incarnés dans le cadre des espaces public et privé, il en va de même lorsque ces mêmes rôles sont négociés. En effet, et dans l'idée d'enrichir la définition de Sennett, le rôle agit à titre de véhicule, d'agent de négociation; situé conceptuellement à mi-chemin entre la situation concrète de conversation et la zone abstraite, le *topoi*, formant les espaces public et privé, le rôle se pose comme un outil relativement tangible de transaction discursive.

Et donc de fil en aiguille, de systématisation en systématisation, il a été possible, grâce au concept de « rôles », de dégager, pour chaque cas d'entrevue, des procédés rhétoriques par lesquels les acteurs négocient les espaces public et privé. Mais comme il a été souligné plus tôt, cette démarche a été réalisée en s'appuyant sur la méthodologie mise en valeur par le communicologue constructiviste John Shotter (1993a). Effectivement, les réflexions de Shotter, en ce qui a trait il va sans dire au processus conversationnel, ont guidé de manière

épidermique mais soutenue<sup>8</sup> le présent travail. Nous proposons d'ailleurs à ce moment-ci de rendre compte des observations de Shotter qui, de par leur pertinence propre, mais aussi et surtout, de par leur enrichissement en lien tenu avec notre problématique et notre question spécifique de recherche, ont assurément alimenté notre analyse.

Tout d'abord, et de façon générale, Shotter (1993a) met de l'avant ce qu'il nomme une « conversational version of social constructivism », c'est-à-dire que l'activité conversationnelle constitue *la* matrice par laquelle les réalités sont construites. Mais plus fascinant encore par rapport au concept de « rôles » qui nous intéresse, l'auteur prétend que la conversation construit à la fois qui nous sommes et comment nous comprenons l'autre avec qui l'on interagit. Nous développerons d'ailleurs subséquemment l'importance des « identités », voire « rôles » en ce qui nous concerne, chez Shotter.

Mais pour l'heure, il est primordial de souligner que l'approche privilégiée par l'auteur est pratique, concrète; il recommande d'ailleurs dans les dernières lignes de son ouvrage (1993a) de « [...] display in our empirical investigations the dilemmatic character of the dialogues [...] to study the different ways in which different people, at different times, in different contexts, resolve the dilemmas they face *in practice*... » (p. 183). Et pour ce faire,

---

<sup>8</sup> Ces deux qualificatifs peuvent, d'emblée, sembler contradictoires, mais leur juxtaposition vise justement à témoigner du rôle indistinct, « ambiant », d'une méthodologie, constructiviste à plus forte raison, au sein d'une démarche inductive.

il suggère de partir des « utterances »<sup>9</sup>, des unités de dialogue déployées par chacun des interlocuteurs, plutôt que des théories situées en amont du phénomène. Ces unités de dialogue, que l'on nommera « répliques » au cours de l'analyse, s'ancrent dans le contexte plus large de, tel que consacré par Shotter, « a rhetorical-responsive version of social constructionism »<sup>10</sup>.

De plus, il est question de rhétorique en ce sens où « acceptable responses must be negotiated within a context of argumentation » (p. 52). Et cette dualité nécessaire entre défense et offensive, justification et initiative, se manifeste, chez Shotter, dans le concept central de « joint action ». Ce concept, que l'on pourrait traduire par « action conjointe » des interlocuteurs, constitue en fait la jonction entre les « actions » (« what I as individual 'do' ») et les « events » (« what merely 'happen' to, in, or around me, outside of my agency as an individual to control ») (1993a, p. 38). Ainsi, la « joint action » est une plate-forme mutuelle, un confluent où se croisent à la fois les intérêts et volontés propres à chacun et les contraintes imposées par l'autre et par la situation en général. De plus, ce point de rencontre peut difficilement être anticipé, puisque la « joint action » « [...] gives rise to *unintended consequences*, that is outcomes which are not intended either by *you* or by *me*, but which in fact are *our* outcomes » (1993b, p. 47). Donc, le dialogue s'inscrit dans des structures

---

<sup>9</sup> « As an intrinsic unit of dialogue, an utterance is always produced *in response to* previous utterances, and bounded by a change in speaking subjects... » (1993a, p. 180).

<sup>10</sup> Certains modèles, procédés de réponse sont soumis par l'auteur : « affirmation, disagreement, puzzlement, elaboration, application... » (p. 180).

données (« rhetorical-responsive », « joint action »), mais plus pertinemment encore, constitue lui-même dans un processus cyclique des structures.

En effet, Shotter (1993a) est convaincu que les interlocuteurs créent par leurs échanges « [...] a changing sea of *moral* enablements and constraints, of privileges and entitlements, and obligations and sanctions – in short, an ethos » (p. 39). Ainsi, par leur négociation contractuelle, les interlocuteurs en viennent à délimiter ce qui est acceptable ou non et cela, que ce soit à l'intérieur de leur conversation, à l'intérieur des enjeux qu'ils soulèvent ou encore, comme dans le cas qui nous concerne, à l'intérieur des espaces public et privé. Sur ce point, Shotter déclare d'ailleurs : « [...] people mutually judge and correct both each other and themselves as to the 'fittingness' of their actions to what they take their reality to be » (p. 40).

Ce faisant, comme le précise Shotter (1993a), s'établissent entre les interlocuteurs des « 'organized settings' », c'est-à-dire des paramètres (permissions, mais surtout contraintes (p. 79)) qui dirigent les actions à venir, ces limites s'instaurant principalement, pour revenir au « 'gap' » précédemment développé, en situation de requête de sens. De là, d'ailleurs, l'intérêt de se concentrer sur les impositions de Derome et les bifurcations des chefs politiques dont les tenants et aboutissants seront exposés sous peu. Cela dit, en situation de « bridging of that 'gap' », comme le dit Shotter, se construisent aussi les identités (réelles et/ou souhaitées) des interlocuteurs en présence. En effet, et cela se rapporte directement au



concept de « rôles » mis de l'avant dans notre analyse, les interlocuteurs démontreraient, dans leur discours, une prise de conscience de qui ils sont, de leur « 'place' » dans la relation, dans la conversation, de leur lien avec l'autre interlocuteur, même de leurs droits et responsabilités par rapport à ce statut contextualisé (traduction libre, p. 94). De plus, et l'intérêt est croissant, Shotter souligne que les interlocuteurs « [...] construct opportunities accordingly in the course of their talk to be challenged in terms of their awareness of their 'placement', and know how to respond if others take up those opportunities » (p. 94).

Ainsi, et davantage si l'on renchérit en mettant de l'avant le concept de « account », c'est-à-dire des spécificités qui renseignent intuitivement, dans un contexte donné, l'individu auquel elles sont adressées et peuvent en ce sens informer les interlocuteurs sur « [...] what kind of person they *should be* » (1993a, p. 113), Shotter considère que la conversation construit et impose des rôles. Et que ce processus est intrinsèquement lié à une négociation entre les interlocuteurs. De plus, ce ne sont pas seulement les bagages (responsabilités, devoirs, limites) inhérents aux rôles déployés qui sont négociés, mais l'appellation même de ces rôles. D'ailleurs, curieusement, puisque la politique n'est pas la préoccupation première de Shotter<sup>11</sup>, les termes proposés en exemple par l'auteur pour illustrer la négociation de la terminologie sont en lien direct avec notre problématique, avec les rôles imposés et incarnés par nos deux protagonistes :

---

<sup>11</sup> En effet, bien qu'il soit reconnu pour s'intéresser surtout à la société civile, dans l'ouvrage *Conversational Realities* (1993), Shotter étudie les sphères de la psychologie, de la gestion, et de manière générale, la conversation quotidienne.

« [...] in our arguments about the nature of 'democracy', 'society', 'the person', 'the individual', 'the citizen', and many other essentially political concepts, we cannot assume that we all already know perfectly well what the 'it' is that is represented by the concepts we are arguing about [...] we make them 'make sense' in the course of our arguments about them » (p. 153-154).

À ce sujet, nous nous permettons d'ouvrir une parenthèse pour souligner que Ghiglione (1989), auteur précédemment abordé, se penche aussi, et en lien plus étroit avec la situation contractuelle qui est la nôtre, sur la relation qu'entretient un interlocuteur avec les termes employés par l'autre partie : il y a « [...] co-construction référentielle dans la mesure où la référence est posée par le journaliste dans le but de faire en sorte que l'homme politique l'approprie (au niveau langagier) et se positionne à son égard, la transformant ainsi en inter-référence d'abord, en co-référence ensuite » (p. 138). Et pour conclure avec les rôles, les identités, il est pertinent de reprendre ici une citation de Shotter (1993a) qui démontre l'importance et les répercussions de celles-ci dans un dialogue donné : « [...] if they [les interlocuteurs] want to sustain their identities [...] they must sustain – that is, morally respect – both the identities of those around them, and the social relations which sustain those identities » (p. 164). Nous verrons d'ailleurs sous peu que ce maintien des identités ne se fait pas sans heurt et qu'il résulte en une chaude lutte, en une négociation polie mais serrée, entre intervieweur et interviewé. Somme toute, la méthodologie qui guidera notre analyse sera fortement inspirée de ce qui est proposé par Shotter et cela, pour deux raisons : les réflexions de l'auteur, lesquelles démontrent la portée de l'activité conversationnelle et les incidences de la dynamique qui la constitue (et est constituée par elle), seront prises en

compte, mais paradoxalement quoique dans la même veine, seront aussi pris en considération la non-catégorisation, l'induction, bref l'ouverture d'esprit invariablement recommandée par Shotter.

## Quatrième chapitre. Analyse

### 4.1 Mise en contexte des entrevues

Les quatre entrevues qui feront l'objet de l'analyse qui viendra sous peu ont été accordées par les chefs (Martin, Harper, Duceppe, Layton) des quatre partis majeurs présents au Parlement d'Ottawa (PLC, PCC, BQ, NPD) à l'émission *Le Point* de la société Radio-Canada (SRC). En 1955, la SRC, télévision d'État du Canada créée à peine quelques années plus tôt, diffusait pour la première fois de son histoire l'ouverture du Parlement<sup>12</sup>. Depuis lors, il fait partie du mandat de ce média, financé par les contribuables canadiens, de couvrir avec rigueur et, dans la mesure du possible, nonobstant les cotes d'écoute ce qui a trait à la politique du pays. Les autres stations de télévision généralistes au Québec, lesquelles appartiennent à des intérêts privés (principalement TVA et TQS), s'intéressent aussi aux différents paliers de gouvernements. Cela dit, elles couvrent les événements politiques non pas dans le cadre d'une obligation de représentation et d'information du citoyen comme dans le cas précis de la SRC, mais davantage eu égard à la charge de conséquences et d'émotions au sein de la population que présentent des événements politiques ponctuels.

---

<sup>12</sup> <http://www.cbc.radio-canada.ca/historique/1950s.shtml>

*Le Point*, segment de 30 minutes complémentaire au *Téléjournal* (nouvelles) qui est diffusé tous les soirs du lundi au vendredi sauf exception, s'inscrit dans ce souci radio-canadien de présenter un contenu, notamment politique, sérieux et soutenu. Le principal chef d'antenne de ce qu'il advient de nommer *Le Téléjournal/Le Point*, Bernard Derome, occupe une fonction similaire depuis près de 35 ans<sup>13</sup> et se positionne en ce sens comme une figure dominante de la couverture journalistique au Québec. Ainsi, bien qu'il soit davantage associé au rôle de lecteur de nouvelles, le choix de Derome à titre d'intervieweur dans le cadre de ces quatre entrevues démontre l'importance de celles-ci, à la fois pour le diffuseur et, vraisemblablement selon l'interprétation de ce dernier, pour les citoyens électeurs. Les entrevues se sont échelonnées, en parallèle avec la campagne électorale, du 3 au 23 juin, à raison d'une entrevue par semaine. Les trois premières d'entre elles (celles de Jack Layton, Stephen Harper et Gilles Duceppe dans l'ordre) se sont tenues les jeudis 3, 10, et 17 juin 2004, alors que l'entrevue avec Paul Martin s'est déroulée le mercredi 23 juin 2004, en raison du congé de la Fête nationale des Québécois, le 24 juin. Il est par ailleurs important de mentionner que l'ordre des entrevues a été déterminé par une pige au hasard.

Finalement, bien qu'il n'ait pas été explicité par la SRC à ma connaissance, tout laisse croire que le fait que les chefs des autres partis en présence au Canada (Parti Action canadienne, Parti communiste du Canada, Parti de L'Héritage Chrétien, Parti Libertarien du Canada, Parti Marijuana, Parti marxiste-léniniste du Canada, Parti Progressiste Canadien et

---

<sup>13</sup> BENOIT, Stéphanie. Biographie de Bernard Derome sur site Internet de l'Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/416.html>

sympathique, socialiste et bien intentionné, mais dont les chances de gouverner, du moins dans l'immédiat, sont minces. Son français est passable, ses principes et idées politiques sont reconnus comme visant une plus grande justice sociale et un environnement plus sain, mais le programme de son parti, notamment d'un point de vue économique, provoque un certain scepticisme<sup>15</sup>.

Au moment de cette entrevue (annexe 1), qui a été réalisée le matin même de sa diffusion, soit le jeudi 3 juin, à Winnipeg, les quatre chefs et partis font face à des enjeux fort différents. Du côté de Harper et du PCC, on tente toujours de se sortir des tempêtes qu'ont provoquées les sorties publiques du député Scott Reid concernant une possible modification à la Loi sur le bilinguisme officiel et du député Rob Merrifield concernant l'application d'une loi qui obligerait les femmes qui veulent se faire avorter à demander l'avis d'une troisième personne. Cela dit, on évoque de plus en plus la possibilité que le PCC formerait un gouvernement minoritaire. Du côté du Parti libéral, il est surtout question de chicanes internes et de sondages défavorables. Finalement, au niveau du Bloc Québécois, malgré les déclarations du candidat Bernard Cleary (lequel propose que l'armée règle la crise à Kanesatake) et du député sortant Yvan Loubier (lequel avoue que l'élection du PCC favoriserait la souveraineté), on vogue sur une vague de popularité comme le démontrent des sondages positifs.

---

<sup>15</sup> À ce sujet, dans le cadre d'un sondage Ekos-*La Presse-Toronto Star* publié le samedi 29 mai 2004, 30 % des Canadiens se sont dit d'accord avec l'affirmation « J'ai la sérieuse conviction que s'il était élu premier ministre, Jack Layton conduirait le pays à la faillite ».

Parti Vert du Canada) aient été écartés de ce processus d'entrevues s'expliquerait par leur absence de sièges à la Chambre des communes et l'intérêt mitigé des électeurs à leur endroit dans les sondages. D'ailleurs, seuls les mêmes quatre chefs sont invités aux débats télévisés francophone et anglophone, lesquels ont respectivement lieu les 14 et 15 juin 2004.

Finalement, pour en revenir au contexte politique spécifique qui a suscité l'attention de la SRC envers les quatre chefs, c'est-à-dire le contexte de la campagne électorale, il est important de mentionner que les élections ont été convoquées par le premier ministre sortant, Paul Martin, alors à la recherche d'un premier mandat officiel de la population à titre de premier ministre. Ainsi ont donc été déclenchées, le dimanche 23 mai 2004, les 38<sup>èmes</sup> élections générales au Canada, portant le jour du vote au lundi 28 juin 2004, car une campagne électorale, au fédéral, dure minimalement 36 jours.

#### **4.1.1 Entrevue avec Jack Layton – 3 juin 2004**

Jack Layton, Montréalais d'origine et Torontois d'adoption, est conseiller municipal à la Ville de Toronto pendant près d'une vingtaine d'années avant d'être nommé à la tête du NPD en 2003<sup>14</sup>. Au Québec, il est de manière générale perçu comme un politicien

---

<sup>14</sup> Toutes les références biographiques au sujet des chefs de partis sont tirées du dossier « *Élections fédérales 2004* » du site Internet de Radio-Canada. L'adresse exacte pour les consulter est le [http://www.radio-canada.ca/url.asp?nouvelles/elections/federales\\_2004/index.shtml](http://www.radio-canada.ca/url.asp?nouvelles/elections/federales_2004/index.shtml).

Quant au principal intéressé, Jack Layton, il fait essentiellement face, au moment de l'entrevue, à des sondages prévisibles, en ce sens où le NPD fluctue rarement dans les sondages préélectoraux (près de 20 % des intentions de vote), ainsi qu'à ses propres affirmations : 1) il accepterait la séparation du Québec dans l'éventualité d'un « oui » à un futur référendum; 2) Paul Martin aurait « tué » des sans-abri; 3) les conservateurs, en s'alliant avec le Bloc, concluraient un pacte avec le diable. Aussi, la promesse électorale du NPD visant à imposer davantage les citoyens les plus riches fait couler beaucoup d'encre. Fait à mentionner, tous ces sujets, sans exception, seront mis de l'avant au cours de l'entrevue.

#### **4.1.2 Entrevue avec Stephen Harper – 10 juin 2004**

Stephen Harper, Ontarien qui a fait ses études et a établi résidence en Alberta, possède une formation d'économiste. Avant d'être nommé chef du PCC en mars 2004, il a été député sous la bannière du Reform Party pendant un mandat et, plus tard, nommé chef de l'Alliance canadienne. Au Québec, Harper, qui bénéficie pourtant de l'effet de nouveauté, bien qu'il parle un français passable et se montre intéressé aux enjeux typiquement québécois, suscite une certaine méfiance, puisqu'il est associé à la droite politique et à un Ouest canadien perçu comme réfractaire aux particularités du Québec<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> À ce sujet, dans le cadre d'un sondage CROP-*La Presse-Toronto Star* publié le mercredi 23 juin 2004, 38 % des Québécois ont répondu par l'affirmative à la question : « Craignez-vous l'élection d'un gouvernement conservateur dirigé par Stephen Harper ? ». Plus globalement, dans le cadre d'un sondage Ekos-*La Presse-Toronto Star* publié le samedi 29 mai 2004, 36 % des Canadiens se sont dit d'accord avec l'affirmation « J'ai de sérieux doutes sur le réel programme politique de Stephen Harper ».



Au moment de cette entrevue (annexe 2), qui a été réalisée le matin même de sa diffusion, soit le jeudi 10 juin, à Brampton, près de Toronto, les sondages, notamment dans la province déterminante de l'Ontario, sont favorables aux Conservateurs. Du côté du PLC, il est encore question des crises internes qui secouent le parti. Finalement, dans les rangs du BQ et du NPD, tout semble au beau fixe et, vraisemblablement, on tente dans ce contexte de ne pas faire de vagues inutilement.

Lorsque Stephen Harper se présente à cette entrevue, il bénéficie, pour citer Bernard Derome dans son introduction de cette même entrevue, d'une « aisance » due à une « percée spectaculaire récente ». L'Ontario lui semble acquise; on parle même du sentiment « ABTL » (Anything-But-The-Liberals) qui ferait de lui le prochain premier ministre du Canada. Au cours de l'entrevue, il sera notamment question de ses positions personnelles concernant des enjeux sociaux soulevés pendant la campagne (avortement, peine de mort, mariage de même sexe), mais aussi de politiques internes (Loi sur les langues officielles, pouvoirs des provinces) et externes (guerre en Irak).

#### **4.1.3 Entrevue avec Gilles Duceppe – 17 juin 2004**

Gilles Duceppe, Montréalais d'origine qui a autrefois occupé le rôle de conseiller syndical à la CSN, a déjà deux mandats à son actif comme député du Bloc Québécois lorsqu'il devient le chef du parti en 1997. Il est d'ailleurs à mentionner que Duceppe est le seul, parmi les quatre chefs, à avoir déjà mené une campagne électorale à titre de chef du parti qu'il

représente. Au Québec, et les résultats de l'élection le prouveront, Duceppe est généralement perçu (cela inclut à la fois les souverainistes convaincus et le citoyen davantage neutre au niveau constitutionnel) comme un politicien qui protège les intérêts des Québécois à Ottawa. Chose certaine, pendant cette campagne, Duceppe est fréquemment présenté par les médias québécois comme un politicien confiant et accompli qui récolte les fruits de son travail.

Au moment de cette entrevue (annexe 3), qui a été réalisée l'après-midi même de sa diffusion, soit le jeudi 17 juin, à Montréal, les débats télévisés en français et en anglais viennent tout juste de se produire. Dans les médias, on parle généralement de débats musclés desquels on ne peut pas dégager de véritables perdants ou gagnants. Cela dit, à environ deux semaines de l'élection, on parle toujours d'avance des Conservateurs sur les Libéraux au Canada (même « d'effet Harper ») et de raz-de-marée bloquiste au Québec.

Quelques jours avant qu'il n'accorde cette entrevue à Bernard Derome, en réponse à la sortie publique du syndicaliste Gérald Larose à l'effet qu'un vote pour le Bloc équivaldrait à un vote pour la souveraineté, Gilles Duceppe insiste sur le fait qu'il n'en est rien. Aussi, il est important de mentionner qu'au moment de cette entrevue, grâce à une performance jugée excellente lors des débats, notamment celui livré dans sa langue seconde, l'anglais, Duceppe jouit d'une confiance inébranlable. Les sondages sont à un tel point favorables au Bloc que l'on tente de récolter des votes et comtés normalement acquis au PLC. Au cours

de l'entrevue, Derome questionnera Duceppe sur le bon déroulement de sa campagne jusqu'à présent, sur la responsabilité de Paul Martin dans le scandale des commandites, sur les effets d'un vote pour le BQ dans le processus de séparation du Québec, sur les questions morales telles que l'avortement ou le mariage entre conjoints de même sexe, sur la santé et sur maint autres sujets.

#### **4.1.4 Entrevue avec Paul Martin – 23 juin 2004**

Paul Martin, Ontarien d'origine et Québécois d'adoption, possède une formation d'avocat mais est davantage reconnu comme homme d'affaires, ayant été à la tête de l'entreprise Canada Steamship Lines. Député pour le PLC depuis 1988, il sera ministre des Finances de 1993 à 2002 et deviendra chef de ce même parti en 2003. Au Québec, de manière générale, Martin est perçu comme un politicien à l'identité confuse (Québécois ou Ontarien ?, francophone ou anglophone ?) et au statut social trop élevé pour être en mesure de réellement représenter les intérêts du peuple. Aussi, dans le sillage du scandale des commandites, nombre de Québécois émettent des réserves quant à l'immunité de Paul Martin dans ce dossier<sup>17</sup>. Cela dit, étant donné le bilan financier du Canada alors qu'il était ministre des Finances, rares sont ceux qui remettent en question ses qualités de gestionnaire. Pendant cette campagne, les médias, notamment québécois, ont beaucoup

---

<sup>17</sup> Le samedi 22 mai 2004, à la une de *La Presse*, on pouvait lire : « 85 % des Québécois ne croient pas Martin, révèle un sondage CROP-*La Presse* ».

insisté sur les qualités de leader et d'orateur qui auraient fait défaut, surtout en début de campagne, à Paul Martin.

Au moment de cette entrevue (annexe 4), qui a été réalisée le jour même de sa diffusion, soit le mercredi 23 juin, il reste à peine 5 jours à la campagne électorale. Le sondage le plus récent au niveau pancanadien (Ipsos-Reid (22 juin), publié dans *La Presse* du 23 juin 2004) fait état des chiffres suivants : 16 % pour le NPD, 28 % pour le PCC et 34 % pour le PLC. Au niveau du Québec, le sondage CROP-*La Presse-Toronto Star* ayant aussi paru le 23 juin propose quant à lui cette grande disparité entre les intentions de vote : 6 % pour le NPD, 13 % pour le PCC, 26 % pour le PLC et 50 % pour le BQ.

Quant au principal intéressé, Paul Martin, il est, au moment de cette entrevue et au niveau du pays, dans une posture favorable quasi inespérée chez les Libéraux à peine quelques jours auparavant. En plus de profiter des erreurs de stratégie de son principal adversaire, Martin bénéficie d'appuis inattendus comme celui de l'Américain Michael Moore. Bref, malgré que le fait que le BQ obtienne sans contredit la faveur au Québec et qu'un gouvernement minoritaire se dessine à l'horizon, c'est un Paul Martin visiblement soulagé par les derniers sondages pancanadiens qui se présente le 23 juin devant Bernard Derome. Au cours de cette rencontre, il sera notamment question de la privatisation et du financement du système de santé, des besoins des provinces, de l'impopularité du PLC au Québec, du bouclier antimissile et du scandale des commandites.

## 4.2 Le déploiement<sup>18</sup> de rôles au cœur des quatre entrevues

La co-construction des espaces public et privé, par la négociation à laquelle s'adonnent intervieweur et interviewé, n'émerge pas miraculeusement des quatre entrevues. En effet, celle-ci s'appuie sur un véhicule discursif dominant, un intermédiaire constitutif, le « rôle ». Nous suggérons à ce moment-ci de voir de quelle manière cette tendance centrale, précédemment développée au niveau théorique, se décline en pratique. Multiples sont les rôles que peut imposer un intervieweur à son interlocuteur; on peut penser au rôle de l'individu, du politicien, du chef de parti, du premier ministre sortant (ou aspirant), du démocrate, de l'observateur, etc. Et tout aussi multiples sont les situations où le politicien invité tente d'incarner un autre rôle, parmi les possibilités qui s'offrent à lui, que celui qui lui est strictement attribué par l'intervieweur. Ainsi, alors que l'intervieweur, principalement, ouvre des portes, impose des rôles, l'interviewé, exposé, use poliment de stratégies pour se décharger du rôle imposé. Et pour ce faire, ce dernier, comme nous le verrons plus précisément sous peu, cherche les brèches, les confusions possibles, et les exploite en sa faveur. Bref, il n'y a pas que deux hommes et deux conceptions de la réalité qui s'affrontent dans cette entrevue; plusieurs rôles y sont étroitement engagés et négociés. Nous suggérons d'ailleurs à ce moment-ci d'analyser comment cette tension, en lien tenu avec les espaces public et privé puisque les différents rôles baignent en leur sein, se développe dans l'entrevue accordée par Stephen Harper.

---

<sup>18</sup> Le terme « déploiement » est ici utilisé en tant que processus visant à « montrer, manifester dans toute son intensité ». Référence : *Le Petit Larousse illustré 1995*, p. 326.

### 4.2.1 Le cas Harper

Nombreuses sont les adresses proposant clairement, à l'interviewé, une prise de parole impliquant un rôle précis. Par exemple, à la réplique 87<sup>19</sup>, Derome interpelle sans détour l'individu-Harper en demandant : « Vous êtes très calme. Lundi, au débat, allez-vous vous fâcher ? Vous fâchez-vous des fois ? ». Par cette série de questions, Derome contraint l'interviewé à s'exprimer au nom de son individualité en exploitant quatre filons : il répète le pronom personnel « vous » à cinq reprises sur un total de 16 mots, ce qui, contextualisé, semble servir à impliquer pleinement la personne de Harper. Il émet une opinion présentée comme un fait concernant le tempérament de Harper (« Vous êtes très calme »), incitant ce faisant l'interviewé à s'exprimer lui-même sur la question. Et finalement, il met de l'avant un sentiment (se fâcher) et intègre cette référence à une requête d'introspection. En effet, Derome demande clairement à Harper de poser un regard critique sur lui-même (« Vous fâchez-vous des fois ? ») et de parler au nom de ce sujet capable de s'auto-évaluer. La réponse de Harper est mitigée. Ce dernier, à la réplique 88, concède à s'exprimer sur le sujet mais, au lieu d'incarner pleinement le rôle qui lui est attribué par Derome, évoque plutôt un sujet extérieur (sa femme) capable d'évaluer et de s'exprimer sur son tempérament :

« Euh oui euh. Ma femme peut peut vous dire que je deviens fâché tout l'temps, mais c'n'est pas nécessaire pour ma femme de donner des entrevues. Mais moi je je suis une je suis une homme de devoirs, de responsabilités, et au

---

<sup>19</sup> Le verbatim de cette entrevue se retrouve à l'annexe 2.

public c'est nécessaire de concentrer sur les intérêts soup...supérieurs de la population et pas mes sentiments personnels ».

En effet, il entre dans la danse en confiant que sa femme, et non lui, peut confirmer qu'il lui arrive de se fâcher. De plus, il se ressaisit rapidement en spécifiant que ce n'est toutefois pas le rôle de sa femme. Ni le sien d'ailleurs puisqu'il ajoute, et c'est sur cette déclaration que se conclura l'essentiel de l'entrevue, que dans l'intérêt de la population, il n'a pas à endosser son rôle d'individu mais plutôt son rôle de politicien. Ainsi, Harper refuse de se conformer au registre instigué par Derome et de surcroît, justifie son refus par l'évocation d'une frontière entre les espaces public et privé, c'est-à-dire d'une différence entre ce qu'il *est* « au public » et ce qu'il *est* en compagnie de sa femme. Mais plus intéressant encore, la mobilisation de sa femme, procédé qui, d'emblée, pourrait paraître s'inscrire dans le registre « intime » et témoigner d'une incarnation de l'individu-Harper, semble plutôt opérer à titre de soupape, de paravent restreignant l'introspection de l'individu-Harper *par* l'individu-Harper. Ainsi, Harper ne mobiliserait pas sa femme pour s'ouvrir, mais bien pour se dérober.

À la réplique 51, suite à des échanges à propos de la position d'un gouvernement conservateur face au mariage entre conjoints de même sexe, Derome pose la question : « ...Quelle est votre définition du mariage, vous ?... ». Ici, Derome, vraisemblablement pour mettre un terme au mutisme de l'individu-Harper, à la retraite derrière le chef-Harper, propose une question claire. En effet, grâce à l'utilisation du « double-vous » (qui contraste

avec des questions précédentes plus ouvertes) ainsi qu'à une requête de révélation de convictions morales, voire religieuses (« définition du mariage »), aucune ambiguïté ne subsiste à ce moment de l'entrevue quant au fait que ce dernier tente de mettre de l'avant la position personnelle de Harper sur le sujet, demande à ce dernier de répondre en son nom propre. Face à cette requête, Harper, avec nuance puisqu'il commence tout de même par confier « C'est leur droit. Pour moi c'est la définition traditionnelle que je voudrais préserver », fait dévier les registre et rôle imposés par cette question en se positionnant comme chef-Harper et futur premier ministre-Harper : « Mais comme j'ai dit, pour notre vote libre, même pour notre cabinet, j'ai l'intention de de laisser faire les votes par tous les membres du cabinet de notre caucus ». Ainsi, Harper fait en sorte que Derome ne reste pas complètement sur son appétit; il précise sa position (« Pour moi c'est... ») en indiquant qu'il préférerait que le terme « mariage » demeure associé exclusivement aux unions de couples hétérosexuels. Cela dit, il n'élabore guère plus amplement sur sa définition du mariage, préférant élargir le devoir de définition à l'ensemble des députés et ce faisant, incarner le rôle du chef-Harper. Nous avons donc ici affaire à un procédé discursif permettant une déviation délicate d'un registre vers un autre : Harper passe du « je » au « nous », ce glissement permettant à Harper de répondre partiellement aux exigences de la question posée par Derome tout en la recadrant selon ses propres aspirations.

Dès le tout début de cette entrevue, ce qui est en soi significatif si l'on considère que le moment initial d'une entrevue est susceptible de donner le ton à la suite des échanges,



Derome fait savoir à Harper qu'il a l'intention de poser des questions qui permettront de mieux « connaître » ce nouveau venu au PCC<sup>20</sup>. Évidemment, le registre du « connaître », en lien étroit avec les convictions de l'individu-Harper, semble laisser peu de place à ce que l'on nomme communément les « lignes du Parti ». Dès la réplique 11, alors que Derome demande à Harper : « Vous, personnellement, vous êtes pro-choix, toujours ? », il est évident que les courbettes et les politesses initiales de Derome sont terminées. En fait, tout laisse croire que Derome aurait permis à Harper, dans un premier temps, de se définir par rapport à son parti (par exemple, Derome utilise les formules « comme chef du Nouveau Parti conservateur », « réformiste », « alliantiste », « progressiste » ou encore simplement « conservateur ») pour par la suite le forcer à se définir sans pouvoir avoir recours à cette pellicule de protection, voire de distanciation, qu'est le rôle de porte-parole d'un parti politique. Donc, à la réplique 11, la requête de Derome est manifeste; en plus d'utiliser ici encore le procédé du « double-vous » et celui de l'appel à une prise de position quant aux convictions morales (rapport à l'avortement), l'intervieweur se montre extrêmement direct en nommant précisément le registre dans lequel s'inscrit sa question (« vous, personnellement »). Il crée ainsi une attente quant à la manière par laquelle Harper doit intervenir. Face à une question aussi directe que celle posée par Derome à la réplique 11, Harper se retrouve confronté à sa propre singularité d'opinion et répond en ce sens : « Moi

---

<sup>20</sup> Toutefois, les premières questions de Derome (répliques 3, 5, 7 et 9), bien qu'elles démontrent cet empressement de Derome à « connaître », ne seront pas analysées dans le cadre de ce mémoire. En effet, puisqu'elles mobilisent la personnalité de Harper, mais en lien tenu avec les positions sur l'échiquier politique des partis dans lesquels il a évolué, ces questions sont trop ambiguës pour être suffisamment évocatrices, compte tenu de l'argument ici formulé.

je ne me décris pas comme pro-choix, pro-vie. Comme la grande majorité, je suis dans le mi-chemin là et je je... ». Ce faisant, ce dernier adopte une nouvelle stratégie de déviation; il semble incarner le rôle imposé par Derome, soit celui de l'individu-Harper, tout en niant la pertinence de se définir selon les polarités classiques à la question de l'avortement, soit les catégories « pro-choix » et « pro-vie ». Ainsi, il ne remet pas en question le registre exigé par Derome, ce qui pourrait apparaître comme de la brusquerie dans le cadre d'une entrevue télévisée, mais, pour justifier (et négocier) son refus de s'étendre sur ses convictions personnelles, remet plutôt en question les catégories imposées par ce dernier. De plus, Harper s'éloigne de toute singularité compromettante et de toute opinion qui ne serait pas rassembleuse en s'associant à une majorité silencieuse et tempérée. Ainsi, après avoir camouflé son individualité derrière ce qu'il pose lui-même comme un non-lieu (« Moi je ne me décris pas comme pro-choix, pro-vie... »), il opère une seconde déviation en se faisant le porte-parole d'une majorité, hypothétique il va sans dire, de citoyens (« Comme la grande majorité, je suis dans le mi-chemin... »). Dans les deux cas, il refuse de se conformer à la requête de Derome, préférant l'aspect de représentation, globalisateur, du rôle de politicien à la singularité d'une opinion qui lui serait propre.

Par contre, Derome ne se laisse vraisemblablement pas bernier par cette stratégie de déviation par laquelle le politicien remplace l'homme. Il coupe en ce sens ce dernier et dit, à la réplique suivante (réplique 13) : « ... Vous n'voulez pas vous mouiller, c'est ça qu'vous voulez dire ? ». De cette façon, Derome rappelle Harper à l'ordre et réimpose le registre de

l'introspection. Plus précisément, il lui demande de poser un regard critique sur ce qui vient de se dérouler. D'ailleurs, la demande est ici formulée de manière plus corsée, plus susceptible de faire perdre la face, si l'on considère que Derome, fort d'une nouvelle emphase sur le pronom personnel « vous », accuse Harper de ne pas avoir voulu « se mouiller » avant de lui demander, pour la forme (voire pour contrer le malaise), si l'interprétation qu'il fait de son comportement est conforme à la réalité. À cette question, Harper, à la réplique 14, ne répond absolument rien. Cela dit, il est important de spécifier que l'interviewé semble davantage ne pas saisir les derniers propos de Derome, peut-être à cause de leur connotation toute francophone, que refuser de répondre à sa question.

Ressentant apparemment l'embarras qu'il a créé, Derome, à la réplique 15, justifie son acharnement à contraindre son interlocuteur à prendre la parole en tant qu'individu-Harper: « J'comprends très mal que quelqu'un qui veuille devenir premier ministre ne puisse pas se prononcer là-dessus ». Ce faisant, Derome émet une opinion personnelle. Et il ajoute, toujours avec l'objectif d'obliger Harper à se dévoiler : « Les gens veulent savoir, les gens veulent vous connaître. À qui on a affaire si on l'élit comme premier ministre ? ». Il est au demeurant intéressant de noter que Derome reprend l'idée, instiguée par Harper, de mobiliser la population pour servir ses fins. Des fins qui ne laissent par ailleurs pas de doute; l'intervieweur essaie une fois de plus de contraindre l'interviewé à s'exprimer d'une manière personnelle, c'est-à-dire au nom de son individualité et de sa subjectivité. Toutefois, en terminant sa question avec « À qui on a affaire si on l'élit comme premier

ministre ? », Derome entrouvre une porte, soit celle de permettre à Harper de répondre en tant que premier ministre. Et évidemment, ce dernier, à la réplique suivante, ne laissera pas passer cette chance :

« Je n'ai pas l'intention d'avoir des lois sur l'avortement. C'est clair, c'est pas nécessaire d'avoir une grande discussion de l'avortement. Si ma position est que nous n'aurons pas des lois sur l'avortement, je veux discuter des vrais des vrais enjeux de ce cette campagne... ».

Ainsi, bien qu'il apparaissait sans équivoque que la question de Derome portait sur les convictions personnelles de Harper en ce qui a trait à l'avortement, celui-ci a su tirer profit de la brèche présente dans la question de Derome et incarner en ce sens non pas le rôle de l'individu-Harper mais bien celui du chef-Harper, futur premier ministre-Harper. De plus, il est intéressant de noter que Harper remet une fois de plus en cause la pertinence de la question de Derome, la disant éloignée des « vrais enjeux de cette campagne ».

Finalement, à la réplique 21, avant de changer de sujet, Derome fait mine de synthétiser le propos de son interlocuteur : « Donc vous êtes finalement pro-choix. C't'un peu ça ? ». Ici encore, l'intervieweur émet une opinion qu'il présente comme un fait, toujours dans le but d'inciter son destinataire à en faire autant, et propose à Harper une position « morale » par rapport à laquelle ce dernier doit se dire tenant ou opposant, et justifier sa disposition. À la réplique 22, Harper refuse poliment d'être assujetti aux catégories et définition de l'intervieweur : « Moi je n'me je n'me je n'me décris pas comme comme... je n'aime pas l'avortement comme la grande majorité je pense, mais l'avortement est une réalité ». Dans

cette dernière réplique, sont présents des procédés de négociation déjà discernés antérieurement, c'est-à-dire le refus de se décrire en tenant compte des catégories classiques proposées par Derome (remise en cause de la pertinence de la question), l'association à une majorité silencieuse et le statut de réalité de l'avortement<sup>21</sup>. Donc, Harper, apparemment déstabilisé par l'insistance et la liberté d'interprétation de Derome, se répète. Cela dit, une partie de cette réplique présente un élément nouveau : « je n'aime pas l'avortement... ». Ici encore, Harper se réfugie derrière l'ambiguïté, puisque la formulation syntaxique qu'il utilise ne précise pas s'il n'aime pas le geste même de l'avortement (geste que, invariablement, personne « n'aime » d'amour) ou le fait que les femmes aient actuellement le droit de se faire avorter. Enfin, « aimer » étant une action qui implique un sujet apte à évaluer ses sentiments (par exemple, un parti politique ne correspondrait pas à ce critère), il semble que Harper s'exprime effectivement en son nom avant de se faire le porte-parole de tout ceux, nombreux, qui n'aiment pas l'avortement. Ainsi, comme à la réplique 12, il semble passer librement du « je » au « nous », c'est-à-dire que, paradoxalement, il s'exprime singulièrement au nom d'une majorité qu'il affirme représenter. Ainsi que nous le verrons par la suite, ce mouvement d'oscillation entre le « je parle en mon nom » et le « je parle au nom d'un groupe » semble au cœur de la négociation du public et du privé.

---

<sup>21</sup> Il faut ici spécifier que Harper, à la réplique 20, réplique qui n'a pas été présentée en exemple vu son ambiguïté trop élevée, répondait déjà en se référant au statut pour le moins générique de « réalité » du phénomène.

#### 4.2.1.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Harper

Ainsi, les deux interlocuteurs en présence négocient ferme les rôles qui sont déployés au cours de leur discussion. Dans le cas présent, peut-être parce que Harper est réputé pour être, sans faire un mauvais jeu de mots, conservateur quant au rôle qu'il préfère endosser pour rendre son discours, Derome tente vivement d'imposer à son interlocuteur le rôle de l'individu-Harper. Pour ce faire, l'intervieweur a recours à certains procédés, certaines stratégies; ainsi, nous avons noté que celui-ci mobilise un sentiment propre à l'individu (« vous fâcher »), appelle précisément à un rôle particulier (« personnellement »), met en scène la voix de la population (« Les gens veulent savoir, les gens veulent vous connaître »). Mais de façon plus accrue, Derome utilise un pronom personnel « vous » contextualisé (quatre cas), soumet une opinion personnelle à lui-même (« J'comprends très mal que quelqu'un qui veuille devenir premier ministre [la réplique se poursuit<sup>22</sup>] »), voire une opinion personnelle à lui-même qu'il présente pourtant comme un fait (« Vous êtes très calme », « Vous n'voulez pas vous mouiller [LRSP] », « Donc vous êtes finalement pro-choix »), à une requête d'introspection (« Vous fâchez-vous des fois ? », « ... Vous n'voulez pas vous mouiller, c'est ça qu'vous voulez dire ? »), et finalement, fait appel à une prise de position quant aux convictions morales (position par rapport au mariage et à l'avortement).

---

<sup>22</sup> Dorénavant, l'abréviation LRSP sera utilisée pour faire savoir que « la réplique se poursuit ».

Si l'on fait exception de la réplique 14 qui est muette, Harper répond invariablement aux questions, quant aux rôles attribués, selon trois critères : politesse, concession et déviation. Chaque fois, sans brusquerie, le politicien négocie avec son interlocuteur en faisant mine d'offrir à ce dernier ce qu'il désire (individu-Harper dans les exemples cités) tout en s'offrant, en contrepartie, la chance d'incarner le rôle qu'il souhaite lui-même mettre de l'avant (surtout celui de chef-Harper). Pour ce faire, Harper fait lui aussi appel à certaines techniques discursives; en ce sens, il procède à une énonciation en bonne et due forme de ce qu'il considère être la frontière entre les espaces public et privé (cas de sa femme qui n'a pas à accorder des entrevues et de lui-même qui doit évacuer ses sentiments personnels), optimise la brèche créée par Derome (réponse à la question « À qui on a affaire si on l'élit comme premier ministre ? » qui ne s'inscrit pas en référence au « qui », mais au « premier ministre »). Et de manière plus accrue, Harper remet en cause la pertinence de certaines questions de Derome (étiquettes « pro-choix, pro-vie » (deux cas), « Vrais enjeux de cette campagne ») et utilise le « je pense que nous », le pronom collectif référant à ses députés (définition traditionnelle du mariage/vote libre des députés conservateurs, « [...] ma position est que nous n'aurons pas des lois sur l'avortement [LRSP] ») ou à une majorité silencieuse de la population (position sur l'avortement « comme » la majorité de la population (deux cas)). Finalement, et ce procédé revêt une importance substantielle, dans le cas de la question à savoir si Harper se fâche, ce dernier semble mobiliser un acteur dit « intime », sa femme, dans le but de se soustraire à avoir à répondre par lui-même, pour lui-même. Bref, ces procédés, autant que ceux dont use Derome, articulent la négociation qui

affronte et unit les deux protagonistes en présence et ultimement, nous renseignent sur les volontés et les contributions de chacun quant à la co-construction des espaces public et privé.

#### **4.2.2 Le cas Layton**

Le déploiement de rôles, au sein de l'entrevue accordée par Jack Layton<sup>23</sup>, se décline aussi, il va sans dire, par un jeu d'attribution/incarnation qui, bien qu'il s'avère moins unidimensionnel que le précédent, renseigne justement par cette latitude. Dans cette entrevue, Derome, peut-être parce qu'il sait que Layton généralement plus enclin que d'autres à exprimer son individualité, semble moins déterminé à lui imposer un registre particulier comme ce fut le cas avec Harper; en effet, Derome diversifie ses interpellations de rôles, de l'individu au futur premier ministre. D'ailleurs, toute proportion gardée (puisque nous nous concentrons spécifiquement sur la négociation, donc sur le déploiement conflictuel de rôles), Layton se montre lui aussi d'humeur à adopter différents rôles, dans la mesure où ceux-ci contreviennent à ceux dictés par Derome. Nous proposons d'ailleurs à ce moment-ci d'analyser des échanges qui témoignent, dans cette entrevue, d'une négociation de rôles, laquelle, tout en apparaissant peut-être moins tranchée, se révèle résolument contraignante pour les deux parties.

---

<sup>23</sup> Le verbatim de cette entrevue se retrouve à l'annexe 1.



Dans un premier temps, à la réplique 73, Derome interpelle l'individu-Layton en réfutant le chef-Layton :

« ...Quel est ce flirt avec les souverainistes ? Vous dites : moi j'veux abolir la Loi sur la clarté, euh Québec est une est une nation, alors que votre parti une partie de votre parti a a a de vos membres ont voté contre ces choses-là, pour contre la Loi sur la clarté. Vous dites : moi je laisserais tomber tout ça ».

Ici, Derome affirme entre autres qu'il existe un décalage entre ce que pense et souhaite le NPD et ce que pense et exprime son chef. En effet, il reproche à Layton de faire cavalier seul, de ne pas être à l'écoute des membres de son parti, bref de faire passer les opinions qui lui sont propres avant celles qui font pourtant consensus ou presque au sein du NPD. Et par ces accusations, Derome invalide le rôle de porte-parole (chef-Layton) de son interlocuteur. De plus, il contraint celui-ci à préciser la portée de ses propos, à se défendre en le confrontant à deux reprises à ses propres citations (« Vous dites : moi j'veux abolir la Loi sur la clarté (LRSP) », « Vous dites : moi je laisserais tomber tout ça »). Aculé au pied du mur, Layton réagit en cherchant à créer un lien entre l'idée qu'il exprime et celles de son parti. Par contre, il endosse le rôle de l'individu-Layton, car il parle tout d'abord en son nom propre : « Alors non, moi ce que j'ai dit, en réponse à une question, et d'après moi, le loi de clarté n'était pas une bonne loi. Alors mais pour nous autres et nous avons des membres... ». En effet, l'interviewé ne néglige pas les références à sa personne (« moi », « j' », « d'après moi »), répondant ainsi dans le sens de la question qui lui a été posée. Par contre, il faut voir qu'avant d'être interrompu par Derome, Layton semble entreprendre de mettre de l'avant les membres qui auraient appuyé sa position sur cette Loi (« Alors mais

pour nous autres et nous avons des membres... »). Mais ne serait-ce que par son consentement à endosser en premier lieu le rôle *personnalisant* attribué par Derome, Layton se démarque, à ce moment-ci, de son adversaire Harper.

Dès maintenant, les échanges qui seront analysés feront ressortir une volonté de Derome de voir s'exprimer le chef-Layton, voire le futur premier ministre-Layton. Nous pensons que cette tendance « officialisante » s'explique, comme nous le spécifions plus tôt, par l'enthousiasme de Layton à afficher au cours de cette campagne ses émotions et impressions personnelles. Ainsi, Derome irait à contre-courant dans le but de déstabiliser son interlocuteur, d'éviter sa zone de confort. Le premier échange de cette nature se trouve à la réplique 53, alors que Derome, faisant suite à une réplique au cours de laquelle il exposait l'importance de la dette et les répercussions de son non-remboursement, s'étonne : « ...35 milliards par année. Vous, vous êtes prêts à payer ça ? ». Ici, ne serait-ce que parce qu'il pose sa question en terme de planification budgétaire gouvernementale, Derome semble faire appel au futur premier ministre-Layton<sup>24</sup>. Mais Layton, bien qu'il amorce sa réponse, à la réplique 54, en tenant compte du registre proposé par Derome, dévie rapidement vers une illustration dont le caractère « micro » contraste avec la globalité des dépenses gouvernementales :

« Nous allons payer euh l'intérêt là-dessus chaque année, et on doit le faire. Mais c'est comme un hypothèque. Quand on a dans la famille la situation euh

---

<sup>24</sup> Il est évident que Derome est conscient que Layton n'a pas personnellement les moyens de payer une facture annuelle de 35 milliards de dollars.

est-ce qu'on va payer pour l'hypothèque sur la maison plus rapidement qu'il faut quand on a quelqu'un dans la famille qui est malade ? Le le le t... le le le le les problèmes euh... ».

Ainsi, Layton parle de ses prévisions budgétaires, mais plutôt que de s'étendre sur son action concrète et calculable à venir, préfère justifier son point de vue général en le décrivant en des termes compréhensibles pour les citoyens. Plutôt que de parler de gouvernement et de soins de santé déficients, il mobilise les termes plus accessibles de « maison » et « malade ». En fait, sa bifurcation du futur du gouvernement vers le quotidien du citoyen lambda apparaît comme un moyen sensible, louable puisque le propos est ainsi démocratisé, d'échapper à la requête de Derome. Et ce faisant, il se déleste de la requête de Derome. À l'image de Harper qui mobilise sa femme pour éviter de se commettre en son nom propre, Layton semble mobiliser les problèmes personnels de tous pour éviter de se commettre en tant que futur premier ministre du Canada.

Mais l'intervieweur ne semble pas apprécier cette réponse « truquée » de Layton, puisque, à la réplique 55, il se moque de l'illustration de Layton en réitérant son point de vue initial : « ...Vous parlez de votre quand la grand-mère est malade etcetera, qui a un enfant qui veut aller à l'université, qu'il le toit tombe. Mais est-ce que vous laissez la dette aux petits-enfants de la grand-maman, finalement, c'est ça ?... ». En amplifiant l'exemple fourni par Layton pour réitérer sa position selon laquelle ne pas payer la dette nationale aurait des conséquences néfastes pour les générations à venir, Derome rappelle à son interlocuteur qu'il a à répondre d'une situation importante en tant que futur premier ministre-Layton. Il

lui suggère en fait que sa manière de répondre (en particulier son illustration) n'était pas adaptée à la situation, au registre prescrit par cette situation. Il dramatise donc l'exemple de Layton; il décrit plus spécifiquement les membres de la famille (grand-mère, enfant, petits-enfants, etc.), mais le fait, vraisemblablement, dans l'objectif de montrer à Layton l'absurdité de sa réponse. De plus, il n'est pas à négliger que Derome utilise la même formule que celle développée par Layton (l'illustration) pour prouver que même une problématique sensible (problèmes personnels du citoyen lambda) sous-entend un questionnement plus institutionnel, d'intérêt général (legs de la dette nationale aux générations futures). Face à cette invalidation de son mode de réponse, Layton se voit dans l'obligation de réajuster le tir : « ...Pas du tout. Pas du tout. On doit le payer dans un manière euh avec le sagesse. C'est pas une... On doit pas avoir un focus seulement sur la dette comme monsieur Martin... ». En effet, Layton semble parler sans détour du remboursement de la dette, mais il se campe pourtant derrière une qualité qui n'a rien de concrètement gérable, de chiffrable (« le sagesse »). De plus, l'interviewé détourne l'attention de sa personne vers celle de Martin, faisant de ce dernier le modèle à éviter (« [...] focus seulement sur la dette comme monsieur Martin... »). Donc, Layton traite de l'enjeu soumis par Derome, mais n'endosse pas complètement, pour autant, le rôle de futur premier ministre-Layton aussi dicté par l'intervieweur. En effet, les logiques, les déductions auxquelles aurait recours le futur premier ministre-Layton sont mises à l'écart pour laisser place à une prévision moins formelle (la sagesse) et à la mise en valeur de l'inefficacité d'un acteur extérieur (monsieur Martin). Bref, si Harper, dans le cas précédent, se

déchargeait du rôle de l'individu-Harper, on voit qu'ici, Layton semble faire de même au niveau du rôle du premier ministre-Layton.

À la réplique 65, Derome poursuit dans sa volonté de mettre de l'avant le futur premier ministre-Layton : « ...Mais si la croissance ne vient pas, vous acceptez de r'tomber en déficit ? ». En effet, l'intervieweur pousse un fois de plus son interlocuteur à se commettre en tant que futur gestionnaire de l'État, puisqu'il fait appel à une hypothèse reliée à l'avenir financier de l'État ainsi qu'à la notion de « déficit », ici entendue comme collective et non individuelle<sup>25</sup>. Après avoir timidement avoué à la réplique 66 qu'il réduirait dans ce cas les dépenses à caractère social, Layton précise à la réplique 68 : « ...S'il y a une... Parce que j'ai travaillé dans un grand gouvernement, gouvernement de Toronto, 7 milliards de dollars chaque année, dans une manière équilibrée... ». Ainsi, Layton met en valeur son expérience antérieure de politicien, ses qualités de gestionnaire, pour soutenir sa capacité à bien gérer le gouvernement et à prendre, au moment propice, les décisions souhaitables dans l'intérêt de la population. En fait, tout se passe comme si Layton signifiait qu'il n'a pas à se justifier sur ses projets futurs puisqu'il a prouvé, dans le passé, qu'il est un gestionnaire hors pair. En ce sens, dans cette réplique, Layton se déleste du rôle de futur premier ministre – mais surtout des prévisions concrètes et efficaces que ce rôle implique – non pas en mobilisant le présent (illustration du parent malade) ou le futur (sagesse à venir), mais en ayant cette

---

<sup>25</sup> Ici encore, comme dans le cas des « 35 milliards », il apparaît indéniable que Derome ne fait pas allusion aux finances personnelles de Jack Layton, mais bien à celles d'un futur gouvernement dirigé par son parti.

fois-ci recours au passé (expérience antérieure). Toutefois, dans tous les cas, l'intention semble la même; éviter d'avoir à se prononcer officiellement et de manière tangible en tant que futur premier ministre.

Ce manège n'échappe d'ailleurs guère à Derome, puisque celui-ci affirme tout de go : « ...Ouais mais vous étiez pas seul à faire ça pis y avait une loi qui qui qui oblige à n'pas faire de déficit. Donc c'tait ben difficile de passer à côté ». Ce faisant, Derome invalide la nouvelle justification sur laquelle Layton s'appuie pour éviter d'incarner le rôle du futur premier ministre et rappelle ainsi son interlocuteur à l'ordre. Plus précisément, Derome mobilise les aspects collectif et législatif pour dissoudre l'argument de son interlocuteur et ce faisant, le dépeint comme un homme imbu de lui-même, fort peu conscient du contexte extérieur qui encadre ses « exploits ». À la réplique 70, bien qu'il soutienne dans un premier temps qu'un endettement aurait été possible à Toronto (« Pas exactement parce que on décide de temps en temps d'emprunter les argents euh de l'argent pour les grands projets »), il donne finalement raison à Derome, niant ainsi l'égoïsme soulevé par celui-ci (« Mais euh et bien c'est le travail d'un équipe. Mais on doit travailler dans un équipe »). Ici, Layton circonscrit son discours à son expérience antérieure; il ne fait pas de parallèle direct entre celle-ci et ses actions à venir comme futur premier ministre. En fait, tout se passe comme si l'interviewé préférait faire appel à sa qualification tout en laissant aux auditeurs (incluant Derome) le soin d'interpréter en quoi celle-ci lui permettra de bien faire une fois au pouvoir. Layton offre des pistes, mais évite de les formuler. Bref, Layton

refuse, par diverses justifications, d'incarner le rôle prescrit par Derome. Toutefois, il est pertinent de remarquer qu'il ne cherche pas pour autant à endosser clairement un autre rôle, un rôle qui se retrouverait à l'autre extrémité du spectre comme celui de l'individu-Layton. En effet, le politicien se déleste des requêtes de son interlocuteur avec plus de nuances que ce que nous avons pu voir, par exemple, dans le cas de l'entrevue accordée par Harper.

Par ailleurs, deux échanges nous renseignent sur une démarche de Layton visant à manifestement se libérer du rôle *personnalisant* attribué par Derome à son endroit.

Premièrement, à la réplique 87, Derome, à l'image de la situation au cours de laquelle il questionnait Harper sur sa capacité à se fâcher, voire à être émotif, affirme au sujet de la déclaration de Layton selon laquelle Martin serait responsable de la mort de sans abris, puisqu'il a coupé dans les programmes sociaux alors qu'il était ministre des Finances :

« ...Vous avez parlé de logement social là. J'veux r'venir quand même rapidement là à vos propos. Vous êtes un homme entier, vous, hein, des fois ? Est-ce que est-ce que le propos dépasse votre pensée ? Vous n'avez pas encore vous n'vous êtes pas excusé auprès de monsieur Martin encore. C't'inacceptable ».

Ici, Derome use de plusieurs procédés pour contraindre son interlocuteur à prendre parole en tant qu'individu-Layton; il met de l'avant la personnalité de Layton (« homme entier ») et les défauts ou sentiments répréhensibles qui la teinteraient (Derome sous-entend que Layton serait trop prompt ou du moins, n'aurait pas l'humilité de reconnaître ses erreurs et de s'en excuser), vraisemblablement dans le but de pousser le politicien à répondre de ces

accusations. De plus, Derome propose une opinion qui lui est personnelle mais qu'il introduit comme un fait (« C't'inacceptable »), ce qui, manifestement, viserait à provoquer chez Layton une réponse aussi subjective. Cela dit, l'intervieweur demande au politicien d'auto-évaluer son comportement dans cette affaire, ce qui pourrait avoir pour conséquence d'inspirer une prise de parole de l'individu-Layton, mais ce faisant, ouvre la porte à une ambiguïté en permettant à Layton de se positionner en tant qu'observateur détaché du contexte. Suite à un bredouillage à la réplique 88 (« Alors non euh... ») et à une précision de Derome à la réplique 89 (« ...Pourquoi ? Pourquoi vous entêter ? »), Layton répond à la réplique 90 en se faisant effectivement plus globaliste :

« Alors moi je dois souligner qu'il y a des conséquences des gestes de ceux qui dirigent notre pays. C'est une question de prendre la responsabilité pour les décisions. Il a décidé de terminer le projet de construction de logements abordables. Alors, ça produisait une crise de logements... ».

Ainsi, ce dernier évacue tout défaut qui serait attribuable à l'individu-Layton pour plutôt justifier ses propos passés en se référant au devoir de dénonciation, à la qualité d'observateur efficace qu'implique son rôle de chef (« [...] je dois souligner... »). La promptitude de l'individu-Layton devient donc, par cette déviation, l'efficacité du chef-Layton. Et par ce changement de perspective, Layton se soustrait à répondre en tant qu'individu-Layton, un rôle, finalement, qui n'est pas en cause. De plus, par cette réplique, le politicien signifie que le problème à évaluer dans cette situation ne réside pas dans ses propos, mais bien dans l'action individuelle et, elle, répréhensible de Martin (« Il a décidé... »). Bref, Layton refuse de prendre parole en tant qu'individu, justifiant son refus



par le devoir qui l'incombe en tant que chef du NPD (priorité d'un autre rôle) et par la lourdeur des conséquences des actes de son adversaire (Martin comme contre-modèle).

Et la dynamique se poursuit alors que Derome, aux répliques 95, 97 et 99, revient incessamment à la charge : « ...Donc, pas d'excuses ?... », « ...Pas d'excuses ?... », « Pas d'excuses ? ». Évidemment, Derome répète la même question à trois reprises parce qu'il juge que les réponses de Layton ne sont pas satisfaisantes. Mais plus pertinemment, il faut noter qu'il insiste sur la notion de pardon, laquelle s'ancre fortement dans une approche judéo-chrétienne, parce que celle-ci interpelle les sentiments de l'individu, rôle qu'il tente justement de mettre de l'avant, mais aussi parce que celle-ci se doit de guider, dans l'entendement populaire, les actions de tous et chacun. Malgré l'insistance et la légitimité du sentiment proposé par les requêtes de Derome, Layton n'endosse pas immédiatement le rôle de l'individu-Layton, susceptible d'avoir à s'excuser. En effet, ce dernier préfère faire dévier la question en mobilisant à nouveau, aux répliques 96 et 98, la faute commise par son adversaire politique : « ...Avec monsieur Martin... » et « ...Il n'a pas corrigé la situation ». Ce faisant, Layton se positionne en tant qu'observateur critique du gouvernement en place, soit en tant que chef d'un parti de l'opposition. Il est par ailleurs pertinent de noter que Layton, à défaut de s'impliquer lui-même (que ce soit en s'excusant ou en affirmant en bonne et due forme qu'il n'a pas à le faire), implique personnellement son adversaire politique (faute de « monsieur Martin »). En fait, tout se passe comme si Layton, en basant sa défense sur les agissements individuels de Martin, comptait mystifier

son interlocuteur, faire croire à un registre personnel qui n'en est pas un puisqu'il ne le concerne pas lui-même, seulement son adversaire. Cela dit, suite à la troisième tentative de Derome (« Pas d'excuses ? »), Layton, à la réplique 100, se résout à répondre en son nom propre : « Non ». Ainsi, il en vient à endosser le rôle prescrit par Derome puisqu'il se décide à offrir une réponse qui *le* concerne plutôt que son adversaire, mais cette réponse, et c'est ce qui remet en perspective son acceptation, est négative (« Non »). En ce sens, il accepte de répondre à une question l'interpellant à titre individuel, mais refuse de se conformer à ce que Derome propose comme étant l'apanage de tout individu (le pardon). D'ailleurs, le refus de Layton, doublé de ce qui apparaît comme l'opinion de Derome, à savoir qu'il est « inacceptable » que le politicien ne s'excuse pas, rend légitime la question suivante de Derome : « Êtes-vous orgueilleux ? ». En fait, en posant cette question, Derome signifie qu'il rejette la proposition de Layton selon laquelle le problème n'est pas sa personnalité mais les actions de Martin, puisqu'il cherche à comprendre ce qui explique cette volonté de ne pas s'excuser. Encore une fois, Layton répond par la négative : « Non ». À la réplique 103, alors que Derome lui propose une raison louable qui expliquerait, en dehors de son tempérament, son refus de s'excuser (« Des principes ? »), Layton saute sur l'occasion : « C'est un c'est un principe. Tout le monde doit prendre les conséquences de leurs décisions, n'est-ce pas ? ». Somme toute, Layton ne veut pas faire de sa personnalité (et de sa promptitude ou incapacité à s'excuser) une justification et ainsi avoir à répondre d'une manière personnelle de ses actes. Et pour ce faire, pour éviter d'avoir à agréer dans le sens *individualisant* proposé par Derome, Layton fait référence à son propre devoir de chef,

au manquement au devoir de son adversaire et à la notion de « principe ». Bref, il se justifie par le « devoir » et rejette « l'être ».

#### **4.2.2.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Layton**

La plupart du temps, et il est important de le mentionner puisque c'est le cas pour les quatre entrevues, les deux protagonistes s'entendent pour que le discours se concentre sur les positions et engagements politiques du chef. Cela dit, il est évident que l'intérêt de cette analyse réside dans les heurts, dans les césures entre rôle imposé et rôle incarné. Comme nous le spécifions plus tôt, dans le cas précis de cette entrevue accordée par Layton, la négociation est présente, mais demeure plus subtile, plus sophistiquée aussi, puisqu'il apparaît que les procédés discursifs dont usent Derome et Layton sont plus nombreux et diversifiés. Les procédés mis de l'avant par Derome se déclinent en deux axes, selon qu'il interpelle l'individu ou le chef-Layton. Dans le premier cas de figure, il invalide le rôle contraire (manquement au rôle de porte-parole au sujet de la Loi sur la clarté), propose une opinion personnelle présentée comme un fait (« C't'inacceptable [en référence au fait de ne pas s'excuser auprès de Martin] »), procède à une requête d'auto-évaluation (« Est-ce que est-ce que le propos [selon lequel Martin serait responsable de la mort de sans abri] dépasse votre pensée ? »), mobilise le pardon comme modèle et finalement, met en évidence des opinions et sentiments propres à la personnalité de son interlocuteur (opinion concernant la Loi sur la clarté, entêtement, promptitude, entêtement et orgueil dans le cas des excuses envers Martin). Par ailleurs, lorsqu'il est question de sommer Layton d'endosser le rôle du

futur premier ministre, Derome s'exerce plutôt à faire référence à un jargon économique (« ...35 milliards par année. Vous, vous êtes prêts à payer ça ? », « ...Mais si la croissance ne vient pas, vous acceptez de r'tomber en déficit ? ») et à invalider la réponse précédente de son interlocuteur (reprise de la forme de l'illustration, précisions sur l'expérience antérieure de Layton : « ...Ouais mais vous étiez pas seul à faire ça pis y avait une loi qui qui oblige à n'pas faire de déficit. Donc c'tait ben difficile de passer à côté »).

En réaction à ces sept différents outils de négociation déployés par Derome, Layton sort aussi son attirail. Dans l'optique de la subtilité et de la politesse dont fait preuve la présente négociation, il nous faut souligner, dans un premier temps, qu'il s'adonne dans certains cas à une amorce d'acceptation du rôle prescrit par Derome (« [...] d'après moi, le loi de clarté n'était pas une bonne loi [LRSP] » (individu-Layton), « Nous allons payer euh l'intérêt là-dessus chaque année et on doit le faire » (premier ministre-Layton)). Cela dit, malgré ces brèves concessions accordées par Layton, il n'en reste pas moins que ce dernier résiste<sup>26</sup> aux impositions de rôles de Derome. En ce sens, dans le contexte où il se déleste du rôle *individualisant* imposé par celui qui l'interviewe, le politicien mobilise les procédés discursifs suivants : il appelle au devoir (« [...] je dois souligner qu'il y a des conséquences [LRSP] », « C'est un c'est un principe »), mobilise des membres qu'il représente (« Alors mais pour nous autres et nous avons des membres... ») et dans la même veine, mobilise

---

<sup>26</sup> Il est ici pertinent de parler de résistance, car dans plusieurs cas, Layton justifie son refus d'endosser le rôle imposé, mais ne va pas jusqu'à lui-même incarner clairement un autre rôle. Vraisemblablement, Layton agit de la sorte pour éviter d'avoir à justifier, en plus de son refus, ce nouveau rôle.

Paul Martin, acteur extérieur à l'entrevue mais aussi premier ministre sortant (« [...] On doit pas avoir un focus seulement sur la dette comme monsieur Martin... »). Toutefois, ce dernier procédé est surtout utilisé dans le contexte où Layton tente, à l'opposé, de se délester du rôle de futur premier ministre (qui doit rendre des compte en ce sens) tel qu'imposé par Derome : « Il a décidé de terminer le projet de construction de logements abordables », « ...Avec monsieur Martin... », « ...Il n'a pas corrigé la situation ». De plus, dans ce même contexte, Layton met en valeur une qualité non quantifiable (sagesse) et exerce une déviation par l'expérience antérieure (« Parce que j'ai travaillé dans un grand gouvernement, gouvernement de Toronto, 7 milliards de dollars chaque année, dans une manière équilibrée... »). Finalement, comme ce que nous avons constaté dans le cas de la femme de Harper, laquelle lui permet de se départir de sa fonction d'évaluateur de son propre comportement, Layton a recours à une illustration sensible (parent malade et hypothèque), cette formulation agissant ici aussi à titre de soupape, de paravent émotif éclipsant le refus du rôle de futur premier ministre. Bref, bien que les intentions des deux protagonistes soient moins dichotomiques que dans le cas Harper, il reste que chacun négocie rigoureusement ses intérêts.

### 4.2.3 Le cas Duceppe

Le déploiement de rôles, au centre de l'entrevue mettant en vedette Gilles Duceppe<sup>27</sup>, présente une hybridité non pas paradoxale mais parallèle. Dans un premier temps, Duceppe se montre relativement docile dans la négociation des rôles qu'il entreprend avec Derome; le politicien endosse en effet plus aisément la prise de parole individuelle que ce que nous avons pu voir jusqu'à maintenant. Par contre, lorsque Derome exige de Duceppe qu'il se positionne en dehors de son rôle de représentation partisane, la tension entre les deux protagonistes devient palpable. Nous proposons à ce moment-ci de voir de quelle manière cette négociation en deux phases se décline.

La première situation de déploiement de rôle dans un contexte de négociation survient dès l'amorce de l'entrevue, à la réplique 7, alors que Derome demande à Duceppe d'évaluer la prestation qu'il a donnée au cours des derniers débats télévisés : « Vous devez être content de ce que vous avez fait, les deux derniers, fier de vous, content de vous ? ». Ici, il apparaît clairement que Derome ne s'attend pas à une évaluation des tenants et aboutissants du rôle du Bloc Québécois dans les dernières campagnes, mais bien à une auto-évaluation, voire une mise en valeur, *par Duceppe de Duceppe*. Donc, Derome fait clairement appel à l'individu-Duceppe, notamment en utilisant un « quadruple-vous » contextualisé par une mise en évidence des sentiments propres à l'individu que sont le contentement et la fierté et

---

<sup>27</sup> Le verbatim de cette entrevue se retrouve à l'annexe 3.

en utilisant une formulation qui sous-entend une opinion personnelle à Derome, pourtant présentée comme un fait (en disant « Vous *devez* être fier de vous », Derome affirme qu'il serait, à son avis, logique de l'être). Duceppe, à la réplique suivante, accepte de prendre la parole en tant qu'individu : « Ouais chu content. C'est beaucoup de travail préalable han. Ça s'prépare pas la veille ça là. Non, chu fier. Faut être objectif, j'pense que j'ai bien fait ». Certes Duceppe mentionne le « travail préalable » et le fait que « ça s'prépare », tentant ainsi de ne pas s'accaparer le seul mérite de son succès, mais il demeure qu'il incarne totalement, dans cette réplique, le registre proposé par Derome; l'individu-Duceppe s'évalue en se montrant ouvertement « content » et « fier », en jugeant : « j'ai bien fait ». Donc, malgré qu'il amenuise l'influence de sa personnalité en évoquant le travail qu'un tel succès représente, Duceppe se prête au jeu de Derome en auto-évaluant, selon ses sentiments, sa performance. D'ailleurs, le caractère paradoxal de sa dernière phrase (« Faut être objectif, je pense que j'ai bien fait ») exprime bien sa façon de faire.

Le jeu se poursuit aux tours de parole suivants tandis que Derome, plus précisément à la réplique 9, semble vouloir mettre son interlocuteur en confiance en y allant de sa propre évaluation : « Vous avez acquis une expérience assez formidable, j'dois l'dire, ça paraît, ça se sent. Même qu'on a l'impression que vous avez moins de pression sur les épaules que les trois autres chefs ». En avançant ainsi une analyse personnelle de la situation et en faisant référence à des états qui affectent typiquement les individus comme l'aisance ou le stress, Derome ouvre la porte à une confession de l'individu-Duceppe. D'ailleurs, il n'est pas à

négliger que la flatterie de Derome ait pu être lancée, comme précédemment, dans le but de pousser Duceppe à se livrer davantage, à se sentir à l'aise de continuer à vanter son mérite et, dans la même lancée, invalider la performance des autres chefs. Mais l'interviewé, tout en s'exprimant à titre individuel, ne se laisse pas prendre au jeu des comparaisons :

« J'vous dirai qu'j'ai autant de pression. Ben, chu pas dans leur peau mais... J'me suis habitué à vivre avec ça. Être passé à travers 97, ça j'en suis fier. Là, ça va bien. C'est pas terminé par exemple, y reste 12 jours. Mais quand ça va comme ça va là, bien sûr on a du mérite à avoir préparé ça, mais c'est plus agréable à vivre ».

En premier lieu, Duceppe accepte le registre; il base son propos sur des sentiments analogues à ceux mentionnés par Derome (« pression », « habitué », « fier », « mérite », « agréable »). Toutefois, il nie l'absence de pression et la transforme en endurance, se dit « fier » mais toujours sur le qui-vive, heureux mais responsable de son succès. Et ce faisant, en redirigeant la flatterie de Derome, il endosse le rôle de l'individu-Duceppe (sûr de lui) tout en n'ayant pas à souffrir d'une impression de manque d'humilité, d'arrogance ou de passivité (sûr du vote des citoyens). Par ailleurs, en fin de réplique, Duceppe, pour la première fois dans cette entrevue, troque la première personne et élargit enfin le registre. L'homme devient membre et porte-parole d'un parti. Ainsi, après s'être exprimé en son nom propre, il ouvre la discussion en suggérant que le mérite est collectif plutôt que purement individuel (« [...] on a du mérite à avoir préparé ça... »). Prise dans son ensemble, cette réplique illustre bien la tension entre les espaces privé et public qui existe tout naturellement dans une telle entrevue. En effet, Duceppe doit parler de lui, de sa vision



personnelle des choses, mais pas trop, sans quoi il peut paraître arrogant et individualiste. Il doit parler de son parti, de leur vision commune, mais pas seulement, car il peut alors sembler évasif. En réponse à ces contraintes, Duceppe passe donc, dans une même réplique, d'un registre à l'autre sans difficulté apparente.

À la réplique 79, Derome questionne Duceppe sur sa position quant au mariage entre conjoints de même sexe : « Quelle est votre définition, vous, du mariage ? ». Ici, l'intervieweur insiste sur le pronom personnel « vous » et l'isole d'ailleurs en apostrophe (« [...], vous, [LRSP] »). Cette formulation se veut vraisemblablement une réponse aux efforts (stratégiques) fournis précédemment par Duceppe pour mettre en lumière l'absence de positionnement de Paul Martin eu égard au mariage entre conjoints de même sexe (répliques 76 et 78). Donc, Derome demande à son interlocuteur de « se mouiller », pour reprendre l'expression que l'intervieweur utilise lui-même à certaines occasions, d'affirmer ce qu'il pense personnellement du mariage en dehors de son discours officiel. La réponse de ce dernier, à la réplique suivante, n'est pas avare d'implication : « Ma définition du mariage c'est c'est deux personnes d'âge qui sont majeures qui décident de s'unir pour la vie ou jusqu'à temps qu'y veulent rester ensemble, parce que le divorce existe... ». Ainsi, bien qu'il n'inclut pas d'emblée la spécificité du même sexe<sup>28</sup>, laquelle motive sans contredit la question de Derome, Duceppe propose une définition qui ne s'inscrit pas dans

---

<sup>28</sup> Cela viendra tout de suite après et de manière fort volontaire, alors qu'en réponse à la question empressée de Derome (« ...Le même sexe, le même sexe ? »), Duceppe répondra à la réplique 82 : « Même sexe oui oui... ».

un langage juridique ou légal, mais au contraire très près de la réalité vécue, illustrée d'une manière sensible et *personnalisante*. Ainsi, Duceppe ne tente pas de faire dévier la demande de Derome; au contraire, il exprime librement et clairement son point de vue.

Et cette appropriation quasi-totale du rôle de l'individu-Duceppe se constate aussi un peu plus loin, à la réplique 83, tandis que Derome demande à Duceppe de confirmer que sa position progressiste au niveau du mariage entre conjoints de même sexe n'est non pas électoraliste mais immuable, non pas une stratégie du chef-Duceppe mais une certitude dans l'esprit de l'individu-Duceppe : « ...C'est votre conviction ? ». En effet, lorsqu'il utilise le terme, le sentiment<sup>29</sup> « conviction », Derome fait clairement appel à l'homme, à l'individu qui, derrière la façade de politicien, est habité par des croyances inébranlables. En réponse à la question, Duceppe ne peut être plus catégorique : « Tout à fait ». Ce faisant, l'homme politique affirme sans équivoque qu'il a répondu, qu'il a défini le mariage en ayant recours à une « conviction » qui lui est propre, et que oui, il accepte que la définition préalablement fournie soit considérée comme sienne et relevant d'un sentiment qui lui est personnel. Toutefois, il semble que Derome ne soit toujours pas convaincu de la noblesse de l'implication de Duceppe, puisqu'il revient à la charge, à la réplique 85 : « Et vous avez toujours pensé ça ? ». Ici, parce qu'il teste par cette question la stabilité des convictions de Duceppe sur le mariage, Derome demande une fois de plus à Duceppe de se dévoiler.

---

<sup>29</sup> Selon *Le Petit Larousse Illustré 1995*, p. 270, la « conviction » se définit comme suit : « fait d'être convaincu de quelque chose; **sentiment** de quelqu'un qui croit fermement en ce qu'il pense, dit, ou fait; certitude ».

Question de se justifier et, vraisemblablement, de mettre un terme aux doutes et suspicions de Derome, le politicien endosse alors avec plus d'aplomb que jamais le rôle de l'individu-Duceppe : «Moi j'suis hétérosexuel, mais ça m'enlève rien que deux hommes ou deux femmes. S'ils s'aiment, c'est leur droit. J'ai toujours eu... ». En plus de nommer sans réserve, contrairement par exemple à Harper, ceux qui vivent une relation avec une personne du même sexe (« deux hommes », « deux femmes », « ils »), Duceppe va plus loin en engageant le sentiment d'amour qui unit les conjoints de même sexe et en parlant de sa propre sexualité (« j'suis hétérosexuel »). Bref, Duceppe non seulement suit la direction de Derome quant au rôle à incarner, mais, en poussant la note jusqu'à dévoiler son identité sexuelle, va visiblement au-delà des réponses contractuellement envisageables ou attendues par Derome<sup>30</sup>.

Par ailleurs, certains échanges entre les deux protagonistes se révèlent, quant au rôle à adopter dans la prise de parole, moins consensuels. Dans un premier temps, à la réplique 109, Derome coince son interlocuteur en affirmant qu'il existe un décalage entre la position qu'il défend concernant les dangers d'une médecine à deux vitesses et les aspirations des Québécois, en particulier ceux qui disent vouloir voter pour le Bloc : « Mais êtes-vous d'accord pour défendre les intérêts du Québec là-dessus, alors qu'y a 73 % des gens qui veulent voter pour le Bloc Québécois qui sont d'accord avec une médecine complètement

---

<sup>30</sup> Bien qu'il ne soit pas vérifié ou même vérifiable (dans le futur) si un intervieweur oserait ou non demander à un politicien quelle est son orientation sexuelle, il s'avère que dans le cas qui nous concerne, la question ne visait pas cet aspect mais bien la solidité, en termes de temps, de la vision propre à Duceppe.

privée. Vous le savez ? ». Ici, puisqu'il est question de la capacité de Duceppe et du Bloc Québécois à représenter les électeurs qui les appuient, il semble que Derome fasse appel au politicien-Duceppe. En fait, Derome demande à Duceppe de répondre non pas en se référant à ses impressions, mais bien en se rapportant à sa fonction. Puisqu'il ne peut concilier représentation et opinion, Duceppe se voit dans l'obligation de refuser le rôle prescrit par son interlocuteur :

« Faut voir. On le sait jusqu'à temps qu'on paie et quand on paie, ben là les gens peuvent drôlement changer d'idée. Moi, ma belle-mère qui a eu huit enfants là, quand elle arrivait pour accoucher à l'hôpital, on ne lui demandait pas combien elle était dilatée; on lui demandait le carnet de chèques avant. Y'a des familles qui ont fait faillite en donnant la vie. J'veux pas revenir à ça, on peut pas revenir à ça. D'autre part, y a dans la Loi à l'origine, des cab... des bureaux de médecins, des cabinets privés qui peuvent toujours exister [LRSP] ».

En effet, Duceppe, pour se sortir du paradoxe soulevé par Derome, fait appel dans un premier temps à l'inexpérience des citoyens en termes de médecine privée, mais aussi à un exemple qui lui est personnel, puisqu'il met en vedette sa propre belle-mère, et finalement, à une illustration sensible faisant état de « familles qui ont fait faillite en donnant la vie ». Certes, à la fin de la réplique, le politicien refait surface en recherchant des solutions mitoyennes, mais l'intérêt, ici, réside spécialement dans les moyens de déviation utilisés par Duceppe. En ce sens, à l'image de la femme de Harper et du parent malade de Layton, la belle-mère de Duceppe, tout comme les familles en faillite d'ailleurs, intervient à titre de soupape permettant à celui qui la mobilise de légitimer son refus de répondre directement et selon le rôle prescrit à la question de Derome. En fait, tout se passe comme si Duceppe

cherchait à se sortir du paradoxe de la médecine à deux vitesses, lequel le met en danger à titre de politicien, en confondant Derome grâce à un argument sensible, soi-disant compromettant, et donc susceptible de faire taire l'homme médiatique supposément avide de détails concernant l'homme derrière le politicien. Ainsi, contrairement à ce que l'on pourrait croire d'emblée, l'appel à l'illustration personnelle ne sert pas, du moins dans un premier temps, à charmer, à faire preuve de sa transparence (Duceppe, dans cette veine et à l'image de Layton, refuse le rôle dicté par Derome, mais n'en revendique pas un autre pour autant); l'appel à l'illustration personnelle permet plutôt de se détourner des réalités politiques difficilement conciliables, des registres difficilement empruntables.

Par ailleurs, à la réplique 113, Derome pose à Duceppe une question qui paraît aux premiers abords innocente, mais qui n'est pas sans implication politique : « Très très rapidement en terminant. Est-ce que l'élection d'un gouvernement minoritaire est souhaitable ? ». Ainsi, Derome demande à Duceppe de se positionner, en dehors de ses intérêts partisans (donc comme politicien, démocrate, représentant des citoyens), quant à la pertinence, pour ceux et celles au nom de qui il parle et agit, d'un gouvernement minoritaire. Mais ce faisant, et c'est là tout à l'honneur de la question à piège caché de Derome, ce dernier force son interlocuteur à se commettre politiquement en référence aux deux seuls partis pouvant de manière réaliste aspirer au pouvoir, le PCC et le PLC, et de surcroît, le contraint à, de manière implicite, suggérer ou non aux citoyens un vote stratégique par rapport à ces mêmes partis. En réponse à cette question, Duceppe, à la

réplique 114, ne tombe pas dans la piège, optant pour un futur hypothétique et auquel il n'a en ce sens pas à répondre : « On verra ce qui se passera... ».

Évidemment, cette déviation ne satisfait pas Derome qui, à la réplique suivante, renchérit en mettant l'accent sur le qualificatif : « ...Est souhaitable ? ». Ainsi, Derome, car il ne précise pas le complément d'objet indirect *pour qui ?*, insiste sur l'idée d'une satisfaction globale et abstraite. Duceppe, à la réplique 116, refuse de se prononcer à titre de politicien, de démocrate préoccupé, en dehors de tout intérêt partisan, par ce qui serait isolément le bien-être public, et c'est ainsi qu'il décontextualise, par rapport à l'interprétation de Derome, le terme « souhaitable » pour l'employer à son avantage : « Non, moi j'veus dis, c'qui est souhaitable, c'est qu'une majorité de députés du Bloc à Ottawa et de cette façon là, on ait... ». Ici, il est flagrant que le politicien, avant d'être coupé par son interlocuteur, tente d'amalgamer intérêt du citoyen et élection du Bloc Québécois. Alors que Derome lui demande de prendre la parole en tant que démocrate, simple représentant du peuple, Duceppe se pose en tant qu'observateur en mesure de calculer les avantages reliés à l'élection du BQ, apparaît cela dit comme chef faisant la promotion de son parti. En fait, Duceppe semble privilégier l'approche du « spectateur politique », gérant d'une estrade sur laquelle il n'est pourtant pas assis puisqu'il se trouve plutôt sur le terrain et cela, dans le but, visiblement, de ne pas s'aliéner la qualité de démocrate implicite à la question de Derome. Somme toute, les deux derniers exemples d'échanges sont la manifestation d'un nouveau type de négociation : alors que Derome impose à Duceppe une prise de parole

universelle, détachée du contexte politique et dont la seule visée devrait être de prendre en considération le bien-être démocratique de la population, le politicien, pour se sortir de cette situation impossible à gérer politiquement, se voit dans l'obligation d'amalgamer, avec le plus de subtilité possible, l'intérêt de citoyen et celui du Bloc Québécois<sup>31</sup>.

#### **4.2.3.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Duceppe**

Ainsi, le déploiement de rôles dans cette entrevue connaît deux phases; il passe d'une volonté du politicien à agréer aux requêtes de l'intervieweur quant à l'endossement du rôle de l'individu-Duceppe à un refus d'adopter un rôle de représentation du citoyen qui exclurait la représentation partisane. Dans le premier cas, les procédés dont use Derome pour imposer une prise de parole individuelle sont manifestes : il provoque l'auto-évaluation (Vous devez être content de ce que vous avez fait, les deux derniers, fier de vous, content de vous ? »), exprime son opinion personnelle quoiqu'il la présente comme un fait (« Vous avez acquis une expérience assez formidable [...] ça paraît, ça se sent », « Vous devez être content de ce que vous avez fait [LRSP] »), emploie un pronom personnel « vous » contextualisé (« Quelle est votre définition, vous, du mariage ? », « Vous devez être content de ce que vous avez fait [...] fier de vous, content de vous ? »). Aussi, et de façon prépondérante, Derome met en évidence des sentiments propres à l'individu-Duceppe (satisfaction, fierté, aisance, conviction, constance). Dans le cas où

---

<sup>31</sup> Des échanges relativement du même acabit suivent aux répliques 117 à 120, mais par souci de concision et de pertinence autant que dans le but de ne pas nous montrer répétitifs, nous avons jugé bon ne pas les exposer à une analyse minutieuse.

Derome fait appel au chef, il met en scène la voix de la population et la pose en décalage avec le rôle de porte-parole de Duceppe (« [...] 73 % des gens qui veulent voter pour le Bloc Québécois qui sont d'accord avec une médecine complètement privée » alors que le BQ ne l'est visiblement pas). Finalement, lorsqu'il est question du rôle de démocrate, la requête constitue en soi le procédé, mais il faut ajouter que l'intervieweur mobilise l'intérêt des citoyens (configuration « souhaitable » de gouvernement).

À l'image de Layton, il semble que Duceppe plonge dans un rôle *personnalisant* lorsque les conséquences de cet endossement, dans un sens ou dans l'autre, sont mineures. Au niveau de l'acceptation du rôle de l'individu-Duceppe prescrit par ailleurs par Derome, le politicien met en valeur des sentiments qui lui sont propres (« chu content », « chu fier », « j'pense que j'ai bien fait », « j'ai autant de pression », « j'me suis habitué », « j'en suis fier », « agréable à vivre »), quoiqu'il campe ses sentiments en parallèle avec une objectivité (« Faut être objectif, j'pense que j'ai bien fait »), une organisation (« [...] on a du mérite à avoir préparé ça [LRSP] »), et dans les deux cas, une notion de travail (« C'est beaucoup de travail préalable han », « avoir préparé ça »). De plus, Duceppe, comparativement par exemple à Harper, expose sans pudeur la profondeur de ses opinions (« Tout à fait [en réponse à la question « C'est votre conviction ? »] », « J'ai toujours eu... [en réponse à la question « Et vous avez toujours pensé ça ? »] ») et révèle même son orientation sexuelle (« Moi j'suis hétérosexuel [LRSP] »). Finalement, il soumet des illustrations *personnalisantes* (les deux présentations imagées de couples qui s'unissent et



s'aiment). Mais l'illustration, comme soupape cette fois-ci, est aussi exploitée en situation de tension, de refus du rôle proposé par Derome (belle-mère et « familles qui ont fait faillite en donnant la vie »). Toujours au niveau de la négation du registre soumis<sup>32</sup>, Duceppe se déleste aussi des rôles de chef et de démocrate en remettant en cause certaines questions posées par Derome (il met en doute le sondage selon lequel « 73 % des gens qui veulent voter pour le Bloc Québécois » accepterait un système de santé privé en soumettant que les répondants, n'ayant pas tous déjà payé des frais médicaux, n'ont pas un jugement éclairé à ce sujet, répond « On verra ce qui se passera... » et sous-entend donc que la question est trop hâtive, et finalement, suppose qu'une question qui séparerait l'intérêt des citoyens de celui du Bloc est impossible (« Non, moi j'vous dis, c'est qui est souhaitable, c'est qu'une majorité de députés du Bloc à Ottawa et de cette façon là, on ait... »)). Bref, ici, et à l'opposé de ce que nous avons pu voir avec Harper, la frontière entre les espaces public et privée n'est pas en soi conflictuelle. En fait, tout se passe comme si la pudeur de Duceppe commençait là où s'arrête la responsabilité personnelle de ses actes et propos et où sont en jeu ses intérêts partisans. Ainsi, dans ce cas, les espaces public et privé sont co-construits par une négociation non pas des réserves que pourrait avoir le politicien, mais bel et bien des intérêts que ce dernier croit être les siens.

---

<sup>32</sup> À l'image de Layton, Duceppe refuse, résiste, mais peut-être parce cette défense est justement particulièrement exigeante en soi, il n'endosse pas de son propre chef un rôle qui serait contradictoire ou parallèle à celui proposé par Derome.

#### 4.2.4 Le cas Martin

Dans cette entrevue accordée par Paul Martin<sup>33</sup>, premier ministre sortant, le déploiement de rôles est à la fois plus complexe que ce que nous avons analysé dans le cas Harper et plus contrasté que ce qui est ressorti des cas Layton et Duceppe. En effet, Martin, bien qu'il fasse souvent mine de s'y conformer, se résout rarement à endosser les rôles, divers, proposés par Derome. De plus, Martin, contrairement par exemple à Layton, s'impose en incarnant de son propre chef des rôles qui ne sont pourtant pas mis de l'avant par Derome. En fait, tout se passe comme si l'offensive constituait sa défensive, comme si l'incarnation d'un rôle différent de celui imposé faisait partie prenante de sa stratégie de déviation. Nous proposons à ce moment-ci d'analyser de quelle manière cette dynamique particulière de négociation se décline.

Tout d'abord, dès l'amorce de l'entrevue, soit à la réplique 3, Derome demande à son interlocuteur d'évaluer sa propre réaction face aux intentions du premier ministre albertain (concernant la privatisation des soins de santé), intentions qui, selon Derome, se sont avérées non fondées :

« Écoutez, je me demande si vous n'auriez pas crié au loup un peu trop rapidement face à ce qui s'est passé en Alberta avec les projets euh au sur le plan d'la santé de monsieur de monsieur Klein. Son ministre aujourd'hui, y m'semble, a donné des assurances assez claires disant que y a rien qui va à l'encontre de la Loi nationale de la santé ».

---

<sup>33</sup> Le verbatim de cette entrevue se retrouve à l'annexe 4.

Ce faisant, Derome, bien qu'il tempère ses propos en affirmant s'interroger (« je me demande »), signifie à Martin qu'il le croit fautif (en comparaison à un Klein présenté comme une victime). En effet, l'intervieweur remet ouvertement en question la prudence et la mesure de Martin dans ce dossier. Il met en cause sa personnalité, plus précisément sa promptitude, et l'oblige dans le cadre d'une auto-évaluation à répondre de ce trait de caractère préjudiciable. En réponse à cette demande, Martin, à la réplique 4, se justifie : « Ben, c'est vraiment les paroles mêmes de monsieur Klein. C'est lui qui a dit que [...] Alors non, je pense que c'qu'on a dit c'est un... Notre réaction, c'est la réaction que ça prenait »<sup>34</sup>. Ainsi, dans un premier temps, il n'évalue pas sa réaction face aux événements tel que réclamé par Derome, mais bien la conduite de Klein<sup>35</sup>. Et par la suite, lorsqu'il répond en bonne et due forme à la question de Derome, il la recadre en parlant d'une action collective (« notre réaction ») plutôt qu'individuelle. Donc, Martin se déleste de l'auto-évaluation prescrite par Derome pour plutôt parler à titre de premier ministre sortant, de chef de parti et de gouvernement apte à évaluer les actions de ses adversaires et de son parti.

D'ailleurs, la même dynamique se produit quelques tours de parole plus loin, alors que Derome, à la réplique 11, revient à la charge :

---

<sup>34</sup> Cette réplique est tronquée, car la reproduire en totalité aurait alourdi le texte sans ajouter en pertinence.

<sup>35</sup> Il est important de mentionner que cet acteur avait préalablement été mentionné dans la question de Derome. Par contre, comme la question ne remettait pas en cause les propos de Klein, mais bien la réaction de Martin, il s'agit tout de même d'une déviation.

« ...Oui mais ça a changé. Donc vous vous excusez un peu de c'que vous avez fait, d'avoir crié un p'tit peu trop fort auprès de monsieur Klein en disant...parce que vous vous portez évidemment comme étant le le le sauveur du système de santé au Canada. Ça vous rassure pas un peu là c'qui a été dit aujourd'hui ? ».

Ainsi, ici encore, nous avons droit à une requête d'auto-évaluation, un appel s'appuyant sur la mise en évidence de sentiments propres à l'homme politique (humilité du pardon, promptitude, emportement) et sur une opinion personnelle à l'intervieweur présentée pourtant comme un fait (« [...] vous vous portez évidemment comme étant le le le sauveur du système de santé au Canada »). De plus, à l'image de ce que nous avons pu voir avec Layton, alors que Derome soutenait que ce dernier devait présenter des excuses à Martin, il est pertinent de noter que l'intervieweur mobilise ici aussi le pardon, sacrifice judéo-chrétien par excellence, pour appuyer son jugement des propos énoncés et forcer son interlocuteur à s'y confronter. Le pardon étant un modèle à suivre, ne pas reconnaître sa faute mène à la fois à une négation du problème, mais aussi, insidieusement, à une négation de la notion même de pardon. Face à ce dilemme, Martin esquive le pardon et se concentre sur la dernière question en bonne et due forme de Derome (« Ça vous rassure pas un peu là c'qui a été dit aujourd'hui ? ») :

« Ça m'rassure beaucoup et d'ailleurs, chuis très content que j'ai faite la sortie que j'ai fait. Parce que c'est suite à la déclaration de monsieur Klein. C'est pas moi qui a dit qu'y va y avoir une contravention, c'est lui. Et moi j'ai assumé mes responsabilités comme premier ministre pour dire non, on acceptera jamais une contravention... ».

Ce faisant, le politicien intègre dans un premier temps le registre obstinément soumis par l'intervieweur, puisqu'il évoque des sentiments qui, même divergents de ceux proposés par Derome, lui sont propres (soulagement, satisfaction, contentement). De plus, il concède à s'auto-évaluer (« [...] chuis très content que j'ai faite la sortie que j'ai fait »). Toutefois, cet acquiescement est par la suite contourné lorsque le politicien remet sur le tapis la responsabilité de Klein (« [...] c'est lui ») et se positionne clairement en tant que premier ministre (« comme premier ministre »). Bref, Martin concède à se dire heureux du dénouement des choses, mais procède rapidement, comme observé plus tôt, à un changement de registre en déviant la conversation vers un acteur extérieur (« monsieur Klein »)<sup>36</sup> et en affirmant se prononcer « comme premier ministre ».

Jusqu'à maintenant, les requêtes d'auto-évaluation provenaient de Derome, Martin se contentant d'y réagir en évaluant par une bifurcation les actions de ses adversaires et de son parti. Cela dit, que ce soit ou non un effet pervers de l'insistance de l'intervieweur par rapport à ce procédé discursif, il apparaît que Martin en vient à s'accorder lui-même le devoir d'évaluer les actions d'autrui. Mais tout d'abord, Derome, à la réplique 57, impose clairement à son interlocuteur le rôle de futur premier ministre et lui demande à ce titre :

« Juste un p'tit mot là. On va parler des victimes du sang contaminé. Vous êtes enfin vous êtes au courant de cette situation-là. Est-ce que vous seriez prêt, vous, comme chef de gouvernement, à indemniser toutes les victimes, y compris celles que le Parti libéral avait exclu du programme pour des raisons

---

<sup>36</sup> Voir les précisions données à la note de bas de page précédente.

disons de date de contamination, comme le propose le Parti conservateur ?  
Êtes-vous prêt à toutes les indemniser ? ».

En effet, dans cette question, Derome cadre clairement le registre auquel il réfère (« comme chef de gouvernement »). Aussi, il est pertinent de noter que l'intervieweur soumet « le Parti conservateur » comme un modèle (de compassion) duquel le Parti libéral pourrait s'inspirer. En réponse à cette interpellation particulièrement directe, Martin se place à l'extérieur de la problématique : « Y a eu des raisons légales qui ont été mis en place pour laquelle le gouvernement a pris cette décision. Ça fait quoi, 5-6 ans, qu'ils ont pris la décision. Est-ce qu'on doit le revoir ? On pourrait toujours le faire [LRSP] ». Bien qu'il était ministre des Finances à l'époque de la décision concernant les victimes du sang contaminé<sup>37</sup>, Martin s'inscrit en retrait de la prise de décision. En fait, en disant « le gouvernement » et « ils ont pris cette décision », le politicien endosse le rôle neutre d'observateur, cette distanciation étant évidemment un procédé d'évitement en soi. De plus, il est possible de constater ce recul de Martin, ce désengagement, dans la manière qu'il a de troquer les « victimes », objet de la question de Derome, pour plutôt parler de « décision » passée et de « raisons légales »; le sort d'êtres humains infectés devient ainsi le sort d'une entité législative abstraite, ce qui empêche toute inhumanité.

---

<sup>37</sup> La compensation des victimes contaminées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1986 et le 1<sup>er</sup> juillet 1990 a été annoncée en 1998, date à laquelle Paul Martin était ministre des Finances et donc un membre actif du gouvernement.

Insatisfait, Derome réitère à la réplique 59 : « Donc vous êtes pas prêt à les indemniser comme le propose monsieur Harper ? ». Ici encore, l'intervieweur interpelle le futur premier ministre-Martin, puisqu'il est question d'une indemnisation du gouvernement dans le cas où le Parti libéral serait élu. Du reste, la question se fait ici plus insistante, ne serait-ce que parce que Derome fait mine d'interpréter les propos de Martin et d'en conclure qu'il refuse d'indemniser les victimes. Aussi, le fait que le journaliste mentionne Harper comme exemple à suivre agit, vraisemblablement, à titre de provocation. Par contre, l'évocation de cet « adversaire-modèle », plutôt que de déstabiliser Martin, lui permet de contourner la question, de se dégager des acteurs du dossier du sang contaminé pour plutôt attaquer son principal rival : « Euh Monsieur Harper dépense énormément d'argent... ». L'épée de Damoclès de Derome devient donc une bouée pour Martin; en effet, l'évocation de Harper est passée de piège à objet de manœuvre. De plus, en interrogeant les qualités de gestionnaire de Harper, sans rapport avec la question sinon que le dédommagement des victimes coûterait cher à l'État, Martin fait dévier la discussion tout en se positionnant au-dessus de la mêlée en observateur de la situation. En effet, Martin affirme « Harper dépense énormément d'argent » comme un analyste politique aurait pu le faire en étudiant le programme du PCC. Bref, tout se passe comme si Martin se dégageait d'une prise de parole claire, d'une implication à titre d'individu, de chef ou de premier ministre.

Et le manège se poursuit, alors que Derome, à la réplique 61, insiste une fois de plus :

« ...J'vous pose la question : est-ce que vous êtes prêt à l'faire ? ». À cette question sans

équivoque, à cette confirmation que Derome ne laissera pas son interlocuteur se désister de son rôle de candidat au titre de premier ministre, Martin répond en agréant, mais, une fois de plus, en se distanciant de l'enjeu : « J'suis prêt... j'suis toujours prêt à regarder une décision du gouvernement. J'peux vous dire que lorsque le gouvernement a pris cette décision-là, y l'ont pris en connaissance de cause ». Ainsi, malgré que Martin agrée à la possibilité de revoir la décision, il n'est plus question de l'indemnisation des victimes du sang contaminé, mais d'une « décision du gouvernement », peu importe laquelle d'ailleurs. De plus, le politicien perdure dans sa volonté de se distancier, d'observer sans s'impliquer (« le gouvernement a pris cette décision-là »); dans ce cas-ci, la seule différence consiste dans le fait que Martin se pose en observateur omniscient, prêt à témoigner de l'efficacité des décideurs (« [...] y l'ont pris en connaissance de cause »).

Finalement bien que la négociation se poursuive brièvement par la suite, Derome, à la réplique 63, se déplace à l'autre extrémité du spectre : « Par compassion, par humanité ? ». En fait, en interpellant l'individu-Martin grâce à une mise en évidence particulièrement explicite de sentiments propres à l'homme devant lui (« compassion » et « humanité »), Derome va à contre-courant par rapport à ses tentatives d'imposition de registre précédentes, semble vouloir provoquer son interlocuteur en opérant un changement drastique de ton. Mais le politicien ne se commet pas pour autant :

« Ça aussi, c'est très important. Et comme comme on l'a faite avec les vétérans, on a certainement revu des décisions. Je suis toujours prêt à revoir une décision pris par le gouvernement, mais si vous m'pose la question maintenant,



monsieur Derome : est-ce que vous êtes prêt êtes-vous prêt à prendre une décision immédiatement ?, ce serait irresponsable pour moi de dire oui ».

En effet, malgré le fait qu'il agrée en premier lieu comme il le fait souvent dans cette entrevue (qui est contre la vertu ?), Martin ne se laisse pas déstabiliser par le revirement de situation et de ton initié par Derome. Il opère en ce sens une déviation en mettant en scène des acteurs extérieurs (« les vétérans »), « victimes » présentées par Martin comme des modèles, puisque soutenues par le gouvernement en place. De plus, il invalide en quelque sorte la question de Derome en la qualifiant de précipitée, se positionnant lui-même comme un politicien réfléchi et raisonnable. Finalement, il poursuit dans sa volonté de se distancier par rapport au dossier du sang contaminé; il parle toujours d'une « décision pris par le gouvernement », alors qu'il était partie prenante de ce gouvernement. Bref, Martin agrée pour la forme, affirme évidemment l'importance de la « compassion » et de l'« humanité », mais refuse tout de même de se prêter au jeu du sentiment habilement orchestré par Derome, au jeu de la déclaration provoquée.

À la réplique 51, alors que les deux protagonistes échangent sur la question sensible du déséquilibre fiscal, Derome, malhabilement peut-être, tente de vulgariser la situation, de contrecarrer l'argument de Martin selon lequel l'expression « déséquilibre fiscal » n'a pas besoin d'être prononcée par le gouvernement, n'est que terminologie : « Alors si on parle pas jargon économiste, on peut parler chiffres. Alors ché pas moi, dix moins deux ça fait huit ou 2 plus 2, ça fait 4. D'accord ou enfin ? Ché pas... ». Ici, Derome demande au futur

premier ministre de se positionner concrètement, de là l'idée des calculs simplistes, en dehors de la polémique entourant l'expression même de « déséquilibre fiscal ». Par contre, sortie du contexte, la question peut paraître impertinente, voire insignifiante, et c'est d'ailleurs sur cette ambiguïté que mise Martin dans sa réponse : « ...Ben, j'ai été à l'école primaire. C'était certainement ça... ». En fait, tout laisse croire que Martin voit où Derome veut en venir. Mais évidemment, il reste tentant, et de surcroît aisé, vu la naïveté de la question, de tourner celle-ci en ridicule. De plus, il est intéressant de noter que Martin, bien qu'il ait à sa propre initiative recours à son enfance, sphère qui pourrait d'emblée être considérée comme partie prenante de sa vie privée, semble utiliser cet argument non pas pour se dévoiler, mais pour éviter d'avoir à répondre en tant que premier ministre. En effet, à l'image de ce que nous avons vu dans plusieurs cas jusqu'à maintenant, mentionner son enfance ne vise pas nécessairement une transparence ou une tentative de rapprochement, mais au contraire, peut témoigner du refus d'une prise de parole spécifique.

À la réplique 111, Derome, bien qu'il soulève un enjeu aux incidences publiques, fait appel aux opinions profondes de l'homme derrière les opinions factices et stratégiques du chef : « J vais vous poser la question qu monsieur Duceppe vous a posée à la fin du débat en anglais. Peut-être que les Québécois pensent comme vous, au fond, et y pensent que y a une direction politique dans l'affaire des commandites ». En effet, Derome semble insinuer qu'en dehors de ce qui a été affirmé ou non publiquement, « au fond », pour le Martin indépendant des stratégies de récupération du PLC, il est question d'une « direction

politique dans l'affaire des commandites ». Ce faisant, l'intervieweur soumet une opinion qui lui est personnelle mais qu'il formule comme un fait, opinion qui par ailleurs concorde avec celle de Duceppe et des Québécois en général. Ce faisant, en confrontant Martin à trois entités décisives (Duceppe, les Québécois et lui-même en tant que membre des médias), Derome provoque son interlocuteur afin que celui-ci s'exprime franchement et sans avoir recours aux « lignes du Parti ». Et cette façon de faire est exacerbée à la réplique 113, alors que Derome insiste : « ...Y pensent comme vous et vous l'pensez »<sup>38</sup>. Ici, le « double-vous », intensifié par une opinion personnelle à Derome présentée comme un fait (« vous l'pensez »), ne laisse pas de doute : Derome demande à Martin de se commettre. Face à cette interprétation de ce que serait son opinion profonde, Martin, à la réplique 114, se réfugie derrière ses réalisations politiques : « Ça ça, c'est le but de l'enquête judiciaire du juge Gomery. C'est à lui à déterminer. Moi, j'ai mis en place une enquête avec le mandat le plus large possible [LRSP] ». Ainsi, Martin tente de faire accepter que la question de Derome n'est pas pertinente; qu'il n'est pas de son ressort de juger des implications des uns et des autres dans l'affaire des commandites et qu'en ce sens, une prise de position personnelle serait mal venue. Donc, le premier ministre-Martin opère une déviation vers un acteur extérieur d'ailleurs singulier (« juge Gomery ») ainsi qu'une autre vers ce qu'il considère être sa seule contribution possible dans l'affaire, soit le recours aux décisions gouvernementales (« Moi, j'ai mis en place une enquête [LRSP] »). Bref, la

---

<sup>38</sup> Cette réplique est complémentaire à la réplique 111, d'autant plus qu'entre les deux questions (donc à la réplique 112), Martin n'aura le temps que pour dire « Bien... ».

logique qu'exploite Martin pour arriver à se désister du carcan de Derome se résume ainsi : l'individu-Martin n'a pas la compétence pour « penser » quoi que ce soit dans ce dossier; par contre, le premier ministre s'est montré compétent en agissant pour qu'un jugement objectif, du moins issu d'un processus légal, soit connu.

Finalement, en fin d'entrevue, précisément à la réplique 123, Derome interroge Martin sur son état d'esprit en vue du scrutin à venir : « ...Monsieur Martin, êtes-vous certain de gagner ou confiant de gagner ? ». Ici encore, l'intervieweur s'intéresse à ce qui anime l'individu-Martin en dehors de tout calcul politique; pour signifier ses intentions, il met sans équivoque en évidence de sentiments personnels à Martin (la certitude, la confiance) et pousse ce dernier à s'auto-évaluer. Le politicien, face à ce choix difficile entre confiance en soi et arrogance ou humilité et défaitisme, réagit en choisissant le profil bas et la persévérance : « Bien, je suis confiant. Mais y faut travailler très fort et je peux vous dire que d'ici le 28, on va travailler jour et nuit ». En effet, à l'image du début d'entrevue de Duceppe, bien que dans ce cas-ci Derome n'implique pas ses impressions personnelles et positives dans la question, Martin entame sa réponse en consentant à se définir par rapport aux termes soumis par Derome (« je suis confiant »). Par contre, mais toujours à l'image de Duceppe, le politicien se tourne rapidement vers le rôle moins subjectif et réactif, mais aussi plus collectif et actif de chef-Martin (« on va travailler jour et nuit »). Donc, une fois de plus, Martin agréée, laisse tomber ses résistances par politesse, voire pour laisser au

public une impression de complicité, mais n'obtempère pas pour autant complètement à la requête de son interlocuteur.

#### **4.2.4.1 Conclusions du déploiement de rôles dans le cas Martin**

Somme toute, plusieurs situations de négociation des rôles traversent l'entrevue impliquant Bernard Derome et Paul Martin. En effet, parce que chacun tient ses positions malgré les pressions contraires exercées par l'autre (dans les limites officieusement inhérentes à la situation contractuelle), nous avons droit à des échanges musclés au cours desquels, par ailleurs, Derome fait preuve d'imagination dans les procédés employés pour contraindre son interlocuteur à parler en son nom propre. En effet, pour ce faire, il mobilise des acteurs extérieurs présentés comme modèles (premier ministre Klein, question de Duceppe), emploie un pronom personnel « vous » contextualisé (« Y pensent comme vous et vous l' pensez »), met en scène la voix de la population (« Peut-être que les Québécois pensent comme vous [LRSP] »), et dans la même veine, fait du pardon un modèle (excuses envers Klein). Mais de manière prépondérante, Derome formule une opinion personnelle qu'il présente pourtant comme un fait (bonnes intentions de Klein, « [...] vous vous portez évidemment comme étant le sauveur du système de santé », « [...] vous l' pensez [qu'il y a une direction politique dans l'affaire des commandites] »), demande à Martin de s'auto-évaluer (à deux reprises sur sa réaction face aux supposés propos de Klein, sur son état d'esprit face au vote imminent), et finalement, évoque des sentiments propres à Martin (promptitude, humilité à s'excuser, soulagement, « compassion », « humanité », conviction,

confiance). Lorsque Derome impose à son interlocuteur une prise de parole à titre de futur premier ministre, il a plutôt recours à une requête directe (« comme chef de gouvernement »), à un jargon économique (dédommagement des victimes du sang contaminé, calculs simplistes même s'il les dit, visiblement à tort, contraires au jargon économiste) et, comme précédemment, à une évocation comme modèle d'un acteur extérieur (engagements du Parti conservateur envers les victimes du sang contaminé).

Face à cet éventail de procédés contraignants déployés par Derome, Martin se voit dans l'obligation, à son tour, de faire l'étalage d'un nombre considérable de procédés diversifiés. Ainsi, afin de contourner les appels de Derome visant à ce qu'il se prononce à titre de premier ministre, Martin prend ses distances face aux actions du gouvernement : il observe la décision prise par « le gouvernement » (trois cas), observe que « monsieur Harper dépense énormément d'argent ») et se fait même omniscient dans l'un de ces reculs (« [...] y l'ont pris en connaissance de cause »). De plus, il procède à une dépersonnalisation (« décision du gouvernement » plutôt que « victimes » (2 cas)) et remet par ailleurs en cause la question de Derome concernant les équations de base (école primaire). D'ailleurs, ce procédé sera aussi utilisé pour faire dévier la question sur le dossier du sang contaminé à laquelle il « serait irresponsable » de répondre ainsi que la question sur l'affaire des commandites à laquelle seul le juge Gomery peut répondre. Aussi, Martin dévie vers un acteur politique extérieur (« monsieur Klein » (2 cas)), appelle à l'organisation et au travail (« on va travailler jour et nuit ») et pose en tant que modèles des acteurs extérieurs

(« vétérans », « juge Gomery »). Finalement, Martin, vraisemblablement dans un souci d'apparence de consensus, voire de connivence, répond toujours en premier lieu avec une formulation positive : « Ben, c'est vraiment les paroles même de monsieur Klein », « Ça m'rassure beaucoup [LRSP] », « Y a eu des raisons légales [LRSP] », « Euh Monsieur Harper dépense énormément d'argent », « J'suis prêt... j'suis toujours prêt [LRSP] », « Ça aussi, c'est très important », « ...Ben, j'ai été à l'école primaire », « Ça ça, c'est le but de l'enquête judiciaire du juge Gomery », « Bien, je suis confiant ». En effet, il semble y avoir chez Martin une volonté de paraître conciliant, quitte à endosser pour un bref instant le rôle prescrit par Derome. Bref, Derome et Martin font preuve d'une négociation qui, même polie, nous démontre clairement que chacun tient à ses positions. Des positions qui, une fois dégagées, nous renseignent sur les définitions qu'ils ont chacun des espaces public et privé.

## Conclusions générales

« By making these disorderly moments rationally-visible, by critically describing them from within the event itself, we can bring into view the character of the social negotiations, conflicts and struggles involved in the production, reproduction and transformation of our current social orders » (John Shotter, 1993a, p. 60). Ainsi, dans la perspective de ce que propose Shotter, nous avons tenté de répondre à notre question de recherche qui se déclinait alors comme suit : « Lors des élections fédérales canadiennes de 2004, plus précisément lors des entrevues accordées à l'émission *Le Point* de Radio-Canada, de quelle manière les quatre chefs en lice et le journaliste Bernard Derome ont co-construit, par une négociation contractuelle, les espaces public et privé ? ». De ce fait, trois éléments de réponse se dégagent de l'ensemble des analyses : l'importance de la notion de rôle, la constance de la stratégie discursive de Derome et, finalement, la diversité des dynamiques de négociation due à l'hétérogénéité des procédés discursifs mis de l'avant par les quatre chefs.

Tout d'abord, il s'avère en effet que la co-construction des espaces public et privé passe par un intermédiaire discursif, un entre-deux qui permet aux acteurs de comprendre et de faire comprendre leurs définitions des espaces : les différents rôles auxquels sont soumis les politiciens. Il nous est apparu que le politicien en situation d'entrevue doit continuellement négocier le registre de sa prise de parole, accepter, invalider ou recadrer le registre prescrit par l'intervieweur. En ce sens, des questions sous-jacentes à celles concrètement posées par



Derome doivent constamment être répondues, refermées, par le politicien : Qui parle quand je m'exprime ? Au nom de qui je parle ? Est-ce que je porte ma propre parole ou celle de mon parti, des citoyens en général ? Cette notion de délégation est au cœur de la situation rhétorique de l'entrevue politique. Alors que le politicien définit de manière plus ou moins marquée, selon les cas, le registre de sa prise de parole, il détermine aussi la sphère de ses obligations et de son influence. C'est à ce titre que l'on peut dire qu'il détermine une frontière entre le privé et le public, entre l'individuel et le collectif. La notion de rôle permet de faire le lien interprétatif entre le concret discours politique et les abstraits espaces public et privé, donc de rendre tangible et perceptible cette ressource entre l'acceptable et l'inacceptable qu'est la frontière entre les deux espaces usuellement opposés. Pour illustrer cette dynamique, voici un graphique qui, bien qu'il ne rende peut-être pas justice à l'influence circulaire, donc non-linéaire, de chacune des négociations par rapport aux autres, donne une bonne idée du processus en cours (Figure 1) :

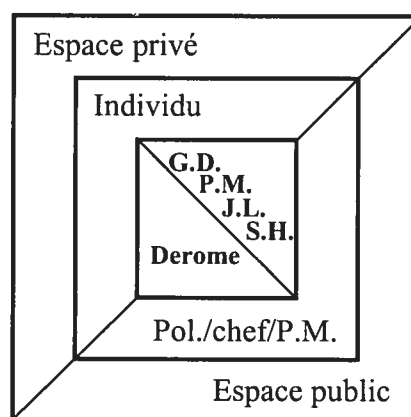


Figure 1 : Intermédiation du rôle

De façon pratique, lorsque vient le temps de se rendre aux urnes, les électeurs n'apposent qu'un seul X sur leur bulletin de vote. Des choix distincts ne sont pas faits compte tenu des différents rôles du politicien. En ce sens, et parce que les acteurs en présence sont vraisemblablement conscients de cette unicité de perception, et donc de choix, la négociation de rôle n'est pas un luxe mais une nécessité. Et pour mener à bien cette même négociation, chacun doit appuyer ses positionnements, sa sélection de rôles, par des procédés justificateurs. Dans cette veine, et de manière transversale au cours des quatre entrevues, il apparaît que Derome, afin d'inciter les politiciens à porter leur propre parole, favorise certains procédés<sup>39</sup>. En effet, si l'on considère les occurrences pour chaque procédé, il advient que Derome privilégie les requêtes d'auto-évaluation (7 cas), ce procédé visant vraisemblablement à contraindre le politicien à l'introspection et au dévoilement de son individualité. Aussi, Derome utilise souvent un pronom personnel « vous » contextualisé (7 cas), c'est-à-dire qu'en comparaison avec les formulations plus évasives ou générales des répliques qui précèdent, l'utilisation du « vous » marque une rupture dans le rythme des échanges et constitue une demande de recadrage. Derome signifie ainsi son désir de voir le politicien répondre en son nom propre. De plus, l'intervieweur favorise l'expression de son opinion personnelle, bien que celle-ci prenne la forme d'un fait (8 cas). Ce faisant, il semble pousser son interlocuteur à en faire autant, soit à s'ouvrir, à confier ses impressions personnelles, malgré les contraintes inhérentes au contexte de l'entrevue. Finalement, et surtout, Derome met en relation les politiciens et les sentiments qu'ils leur

---

<sup>39</sup> L'ensemble des procédés se retrouve dans un tableau récapitulatif présenté en annexe 5.

sont propres (14 cas). En effet, à 14 reprises au cours des quatre entrevues, il associe les chefs à des sentiments qui sont ou devraient être les leurs, ce qui, il va sans dire, pousse ces derniers à se confronter à ces mêmes sentiments, que ce soit en les réfutant, en s'y opposant ou encore, en y adhérant. Ainsi, et parce que les cas associés à chaque procédé se divisent de manière relativement équivalente entre les quatre politiciens, nous pouvons constater que l'intervieweur se montre particulièrement constant dans son imposition; il provoque son interlocuteur en le confrontant à ses impressions comme personnalité médiatique ou encore, aux perceptions de ce dernier en tant qu'individu qui doit porter, en plus de celle de son parti, sa propre parole.

Lorsqu'il s'agit d'imposer, en situation de désaccord quant au rôle à endosser<sup>40</sup>, un registre impliquant un positionnement en tant que porte-parole, Derome, peut-être parce qu'il est justement moins nécessaire de se justifier, use d'un nombre restreint de procédés. Cela dit, il faut aussi spécifier que le nombre total d'échanges conflictuels de ce type (14 cas) est de beaucoup inférieur dans notre analyse à celui représentant les échanges marqués par une requête de prise de parole individuelle, contestée ou non par le politicien (47 cas). Mais outre ces considérations, il appert que Derome, pour faire savoir à son interlocuteur qu'il doit porter la parole d'un autre, fait surtout appel à trois procédés. Premièrement, il met en scène l'intérêt de la population (2 cas), c'est-à-dire qu'il se fait le défenseur des citoyens

---

<sup>40</sup> Évidemment, et tel qu'abordé précédemment, nombreux sont les cas présentant un accord entre les deux partis quant au rôle endossé de politicien, chef, premier ministre, etc. Cela dit, ne sont ici pris en considération que les cas conflictuels caractérisés par cette dynamique.

dont sont responsables les chefs, le porte-étendard d'un positionnement centré sur le bien commun et non sur une parole contaminée par les intérêts partisans. Aussi, Derome invalide la réponse précédente donnée par le politicien (2 cas), c'est-à-dire que ce faisant, il démontre par la négative qu'il souhaite voir son interlocuteur adopter sans tergiversation le rôle de porte-parole. Finalement, l'intervieweur privilégie le recours à un jargon économique (3 cas), ce langage spécialisé signifiant au politicien que ce ne sont pas des impressions personnelles qui sont recherchées, mais des prises de position et applications pratiques, officielles, et dont les répercussions ne seront pas individuelles ou partisanses mais étatiques. De façon générale, il apparaît donc que dans cette dynamique, le politicien n'est plus confronté à Derome ou à sa propre subjectivité, mais bien à sa pertinence comme rhéteur (invalidation de la réponse précédente), aux citoyens (mise en scène de l'intérêt de la population) et à ses fonctions administratives (jargon économique).

Du côté des procédés discursifs employés par les quatre chefs, aucune ligne directrice ne ressort si ce n'est justement cette absence de convergence, laquelle met en évidence l'originalité discursive et rhétorique de chacun. Il ne semble pas y avoir de raison spécifique qui explique cet étalement (voir encore le tableau récapitulatif des procédés discursifs en annexe 5), sinon des différences importantes entre les chefs quant à leurs tactiques discursives, rhétoriques, de négociation, bref le fait que chacun possède un attirail qui lui est propre. Ainsi, au niveau de l'analyse des actes discursifs des quatre chefs, la négociation des rôles apparaît plus évocatrice que sa justification. Et c'est pourquoi, dans

l'idée de poser un regard horizontal mais élargi sur cette négociation entre Derome et chacun des chefs, dans la perspective de mettre en lumière sous un jour différent les conclusions déjà présentées pour chaque entrevue et rôle, nous proposons à ce moment-ci de dresser le portrait des quatre couples de co-constructeurs à l'œuvre. En ce sens, seront typifiés les négociations entre Derome et les quatre chefs, Harper, Layton, Duceppe et Martin, lesquelles négociations seront respectivement imagées par ces comparaisons : les divorcés, le vieux couple, les nouveaux mariés et le couple faussement heureux. Il est finalement à noter que les titres donnés aux différents types, ludiques s'ils en sont, ne prétendent pas à une exactitude mais à une simple indication sommaire.

## **5.1 Les divorcés**

Le statut peut-être quelque peu fataliste de « divorcés » s'applique au couple Derome-Harper, en ce sens où la conciliation au niveau des rôles est très ardue, voire inatteignable dans un contexte de prise de parole personnelle. En effet, alors que Derome demande fréquemment à Harper de prendre parole à titre d'individu, ce dernier se cantonne dans des rôles autres tels que ceux de politicien, chef ou premier ministre. Par ses requêtes, Derome démontre qu'un aspirant premier ministre a le devoir de faire connaître les opinions et convictions qui lui sont propres, en dehors de toute fonction de porte-parole (que ce soit la parole des citoyens ou celle des membres du parti). Harper porterait ainsi en premier lieu sa propre parole, et aurait l'obligation de la faire connaître pour permettre aux électeurs de faire un choix éclairé. Il reproche d'ailleurs ouvertement à Harper de ne pas se « mouiller »,

voire même de ne pas se « fâcher ». En fait, Derome signifie à Harper que le registre impersonnel derrière lequel il se réfugie le discrédite à la fois dans les médias et dans la population. À l'image du différend classique dans un couple, il lui reproche de ne pas assez se livrer, de ne pas partager ses sentiments et convictions. De son côté, Harper n'accepte pas la perméabilité des frontières entre espaces public et privé véhiculée par Derome. Implicitement puisqu'il n'endosse jamais le rôle d'individu-Harper et explicitement puisqu'il soulève le fait qu'une frontière étanche doit être maintenue (« [...] c'est nécessaire de concentrer sur les intérêts soup...supérieurs de la population et pas mes sentiments personnels »), Harper témoigne d'une définition sévère, peut-être même révolue si l'on considère qu'il est le seul à se montrer aussi réfractaire, des espaces public et privé en politique. En fait, et tel que résumé dans son affirmation tout juste citée, Harper fait savoir qu'il distingue sans nuance intérêt de la population (responsabilité publique) et sentiments personnels (domaine privé). Évidemment, cette binarité n'est pas sans constituer une stratégie de déviation, mais il reste que ce faisant, Harper se montre compartimenté dans les rôles qui sont les siens. Bref, il apparaît que les divorcés co-construisent par opposition. Chacun se positionne par rapport à l'autre; chacun signifie ses limites et libertés quant aux rôles endossables ou non; chacun trace le trait entre l'acceptable et l'inacceptable. Et le tout, en lien avec ce qu'ils considèrent l'un et l'autre comme faisant ou non partie du public et du privé. Par exemple, Derome signifie à Harper qu'il doit faire connaître son opinion sur l'avortement parce que ce dernier s'y désiste, et celui-ci discerne

ouvertement le public et le privé parce que Derome le confronte à l'hardiesse qui devrait être la sienne en situation de débat.

## 5.2 Le vieux couple

Le vieux couple, constitué ici par Bernard Derome et Jack Layton, tient son appellation sarcastique de l'obstination de Layton à refuser, dans les limites de la justification de bonne foi, les prises de parole spécifiques instiguées par Derome. En fait, à l'image d'un vieux couple où chacun nie systématiquement les demandes de l'autre sans pousser la provocation en se faisant le porte-étendard d'une position diamétralement opposée, Layton se montre récalcitrant mais prudent. Certes, les deux derniers échanges diffèrent, car vu l'urgence de la situation, voire les conséquences imminentes d'un simple refus de s'excuser, Layton refuse *et* se pose comme critique du premier ministre en place. Mais outre ces considérations, il apparaît que Derome signifie à son interlocuteur (et par le fait même aux téléspectateurs à l'écoute) qu'il est acceptable de demander à un politicien de répondre des opinions ou sentiments qui lui sont propres et surtout, qui vont selon Derome à l'encontre du sens commun à tous (par exemple les accusations face aux sans-abri). Par contre, l'intervieweur signifie aussi, un peu comme il le fera plus tard avec Martin, que les questions économiques se doivent d'être explicitées par une prise de parole attribuable à un futur premier ministre. En effet, autant Derome se permet de faire appel à un individu-Layton confronté à lui-même, au pardon, aux membres du NPD, autant il montre clairement que certains enjeux, de par leurs incidences surtout économiques, ne peuvent être répondus

par ce registre impliquant des impressions personnelles, mais pas nécessairement des causalités pratiques, bureaucratiques, étatiques. Ainsi, Derome divise implicitement les rôles imposables selon qu'ils impliquent des conséquences pour Layton lui-même ou pour les contribuables canadiens. Face à cette catégorisation tacite, Layton se positionne en retrait, refuse d'endosser quel que rôle que ce soit. Ce faisant, il indique jusqu'à un certain point qu'il ne partage pas la frontière entre les espaces sous-entendue par Derome, du moins qu'il ne sent pas l'obligation de s'y conformer. Évidemment, de cette façon, Layton nous renseigne peu, sinon par dépit, sur sa propre définition des espaces. Cela dit, cette absence de positionnement clair n'est pas sans nous indiquer que justement, Layton semble ne pas accorder une grande importance à ce qui se dit, se fait, s'incarne ou non, par rapport à un espace ou à un autre. De plus, il est pertinent de noter que ce dernier semble signifier par ses réactions que les enjeux soulevés seraient prioritaires aux rôles ou espaces interpellés. En effet, il ne cherche pas à se délester d'un rôle particulier (il refuse l'un et l'autre) et encore moins à en incarner un principalement; Layton semble en fait nier les rôles proposés par Derome à cause de l'obligation de consentement de la question qu'il sous-tendent, et non pas à cause du positionnement sur les espaces qu'ils représentent. Bref, le vieux couple co-construit les espaces public et privé par une communication interrompue; malgré le fait que Derome soumette une frontière implicite, Layton ne manifeste aucune collaboration et informe, de cette manière, de l'inintérêt que représente pour lui cette dynamique.



### 5.3 Les nouveaux mariés

Encore une fois avec une pointe d'humour, nous comparons le couple Derome-Duceppe à de nouveaux mariés qui, bien que prompts à rectifier le tir quand l'un se montre insatisfait des contraintes ou échappatoires soumis par l'autre, demeurent relativement conciliants. En fait, Duceppe est le seul des quatre chefs à agréer sans réelle réorientation aux demandes de prise de parole individuelle de Derome. À la décharge de Harper, Layton et Martin, il est aussi vrai que seul Duceppe aura droit à une requête de Derome accompagnée d'une flatterie motivant l'acceptation (« Vous avez acquis une expérience assez formidable, j'en dois l'dire, ça paraît, ça se sent »). Par ailleurs, Derome teste son interlocuteur en lui demandant d'adopter un rôle apolitique de démocrate, ce à quoi Duceppe se refuse. Ainsi, dans cette négociation, Derome fait connaître sa position selon laquelle il serait à la fois convenable de questionner l'individu derrière le chef, mais aussi approprié pour un intervieweur de témoigner de ses impressions personnelles. Aussi, Derome, bien qu'il s'agisse ici d'une stratégie de provocation, signifie en parallèle qu'un chef devrait être en mesure de poser un regard apolitique sur la composition du Parlement. Donc, l'intervieweur indique que, selon lui, ses sentiments autant que ceux du politicien interviewé sont bienvenus dans le cadre d'une entrevue sérieuse, mais aussi, qu'un espace neutre, plus noble que les nuances ou polarités qui se retrouvent sur le spectre entre espace privé et espace public, peut être investi sans justification sinon l'intérêt de la population. De ce fait, Derome se montre à la fois ouvert à une interpénétration des espaces et prêt à sortir de ceux-ci pour arriver à ses fins; la frontière devient ainsi, paradoxalement, fissure et tremplin. Duceppe, de son côté,

fait preuve d'un bon vouloir dans l'acceptation d'un rôle *individualisant* et signifie en ce sens que l'espace public est perméable à des prises de parole personnelles. Pour lui, l'évocation, par exemple, de sa sexualité ou de sa fierté face à ses performances passées constitue un acte discursif acceptable dans le cadre d'une entrevue télévisée. De plus, par la résistance manifestée lorsque vient le temps de se détacher, notamment de son parti, Duceppe signifie que, selon lui, il est parfois politiquement avantageux de refuser le rôle prescrit et de mettre de l'avant un autre rôle moins compromettant. Ainsi, du moins au cours de cette entrevue, aucune question n'est indiscrete pour Duceppe si ce n'est celles le positionnant en dehors du spectre commun entre porteur de sa propre parole et porteur de celle des autres, membres du parti ou citoyens. Par ce malaise, Duceppe nous renseigne sur le fait que les espaces public et privé sont ouverts, mais aussi exclusifs en ce sens où toute prise de parole doit pouvoir se situer sur ce spectre qui ratisse large tout en autorisant une continuité de forme. En effet, en parlant à titre d'individu, le politicien ne nie pas d'emblée son statut de chef ou autre fonction professionnelle (le chef-Duceppe n'est pas remis en question par une prise de parole personnelle), ce qui n'est pas le cas quand on lui demande de se situer en dehors de ces rôles classiques. Bref, Duceppe semble définir les espaces comme des entités pénétrables, poreuses, mais plus formellement, comme des domaines dont l'acte discursif politique ne peut se dissocier sans heurt. Et ensemble, forts des intentions de chacun, les nouveaux mariés co-construisent l'espace public comme une aire ouverte aux sentiments (chacun y consent), mais aussi, comme un lieu où une requête de prise de parole non cadrée (par le spectre entre public et privé) suscite un échange de vues.

## 5.4 Le couple faussement heureux

Nous avons tous un jour ou l'autre connu un couple qui, bien qu'il fasse mine de filer le parfait bonheur, témoigne subrepticement d'une tension non négligeable. C'est donc cette idée d'une apparence trompeuse qui nous permet humoristiquement de faire un parallèle avec le couple Derome-Martin, car il apparaît que Martin agrée pour la forme mais ne suit aucune des instructions de Derome quant aux rôles à endosser. En effet, peu importe le rôle prescrit, Martin trouve le moyen d'incarner un rôle autre, exception faite d'un refus. Par les rôles qu'il impose à Martin, Derome suggère encore une fois que les sentiments et l'introspection sont compatibles au contexte de l'entrevue, que leur questionnement s'intègre à sa définition de l'espace public. De plus, ici encore, il émet des opinions qui lui sont personnelles, ce qui laisse croire qu'il considère la subjectivité journalistique comme étant acceptable et comme se révélant un procédé provocateur approprié. Aussi, il apparaît que l'intervieweur, pour une seconde fois (cas Layton), mobilise avec Martin le pardon, et signifie en ce sens que l'entreprise des excuses peut, voire doit, être vécue publiquement par ce dernier. Même qu'un lien peut être ici fait avec l'idée d'une « confession permanente » mise de l'avant par Courtine (1994)<sup>41</sup>; l'idée d'une confession cathodique, et non pas catholique, qui justement sort de l'intimité du confessionnal pour entrer dans celle, biaisée, du téléviseur. De son côté, Martin, par ses esquives, quoique polies, insinue qu'il n'a pas (ou si peu, si l'on considère ses brèves acceptations) à impliquer son individualité

---

<sup>41</sup> Ce concept a déjà été abordé dans la revue de littérature.

dans son discours. Cela dit, peut-être que ses incarnations de rôles différents de ceux imposés par Derome ne sont pas la démonstration d'un positionnement sur la frontière entre les espaces public et privé (comme ce que nous avons vu, explicitement, avec Harper), mais une simple manœuvre de détournement des enjeux soulevés. Dans ce cas, toutefois, Martin nous indiquerait qu'il conçoit le clivage entre les espaces comme une zone de stratégie discursive, ce qui n'est pas peu dire puisque cela implique que les espaces seraient, outre des entités ressources et indicatrices des mœurs d'une société, des procédés discursifs en soi. Ainsi, on ne négocierait pas pour mettre l'un ou l'autre des espaces de l'avant, pour établir une frontière ou au contraire se montrer ouvert à amalgamer les deux espaces, mais bien pour pouvoir consolider sa rhétorique, par cette tension. Bref, le couple faussement heureux co-construit peut-être, justement, de manière erronée les espaces, mais il demeure que la négociation qui est la leur nous renseigne à la fois sur la volonté de Derome à incorporer notamment le sentiment au sein de l'espace public et sur celle de Martin à considérer comme inapplicable tout rôle en lien avec des questions autant compromettantes personnellement qu'embarrassantes professionnellement.

En troisième et dernier lieu, contrairement à ce qui est véhiculé par les observateurs, académiques ou non, de l'espace public et de la sphère politique en particulier, il advient qu'au sein des dynamiques analysées, aucune « méchante » invasion du privé dans le public qui réponde à des critères de séduction de l'électorat ne se constate. En effet, le recours à l'argument que l'on dira « sensible » ne vise pas tant, dans plusieurs cas, l'identification, la

« proximation » ou la transparence que la simple déviation. Chaque chef use d'un argument que, d'entrée de jeu, on inscrirait au sein de l'espace privé, mais qui apparaît finalement davantage comme un procédé discursif défensif que comme une offensive visant un rapprochement avec le citoyen. Harper mobilise les impressions de son épouse pour éviter d'avoir à livrer les siennes; Layton soutient son plan financier par une illustration familiale pour éviter d'avoir à parler de chiffres concrets; Duceppe implique sa belle-mère et les familles qui ont fait faillite à cause d'un accouchement pour éviter d'avoir à répondre de la contradiction entre sa position et celles des Québécois concernant la privatisation des soins de santé; et finalement, Martin utilise son enfance pour éviter d'avoir lui aussi à parler de chiffres. Bref, il advient que ce que les auteurs rapportés dans la revue de littérature ont nommé le dévoilement de l'intimité en politique, voire l'invasion de la vie privée au sein de la vie publique, prendrait, dans le cas qui nous concerne, la forme d'une stratégie permettant au politicien de s'extraire des questions ou situations compromettantes.

Naturellement, des conclusions complémentaires auraient pu être dégagées, autant au niveau des procédés discursifs que des types de négociation, en passant par les effets liés à l'utilisation d'arguments sensibles, si nous avions analysé un contexte différent. Par exemple, il serait intéressant de connaître les conclusions qui émergeraient dans le cas d'une entrevue accordée dans un cadre ludique, tel que celui d'une émission de variétés. Aussi, et c'est là une avenue qui gagnerait réellement à être explorée, la rhétorique qui entoure une controverse ayant justement comme objet la frontière entre les espaces public

et privé pourrait donner lieu à des résultats fort pertinents, complémentaires à ceux révélés dans ce présent mémoire. Ces derniers mois, plusieurs controverses remettant en question cette frontière mouvante ont défrayé la manchette au Québec et au Canada. Pensons en ce sens au conflit opposant le premier ministre du Québec Jean Charest et la députée Elsie Lefebvre, le premier ayant malmené à l'assemblée nationale la seconde, arguant que cette dernière impliquait malicieusement son épouse (celle-ci a prétendu pendant la période de questions que le premier ministre privilégiait la Croix-Rouge et lésait Centraide, car Madame Charest collaborait au programme de bienfaisance de la Croix-Rouge). Nous pouvons aussi penser à la controverse impliquant la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, et les probables affiliations au FLQ de son mari, Jean-Daniel Lafond. Finalement, on ne peut passer sous silence la polémique alimentée par les aveux de consommation de cocaïne de l'aspirant chef péquiste, André Boisclair. D'ailleurs, il n'est pas à négliger que ce dernier cas ait, en plus de clairement témoigner d'un questionnement intrinsèque sur la frontière entre les espaces, suscité un débat médiatique sur la question du scandale dit privé dans l'espace public. « Dans cette nouvelle liturgie, la confession se fait appeler transparence. La transparence, c'est l'absence de frontière entre le privé et le public. Certaines fonctions vous enlèvent le droit à la vie privée », réfléchit justement à ce propos Dany Laferrière, dans le quotidien *La Presse* du dimanche 25 septembre 2005. Reste donc à voir si dans ces cas de controverses, et dans tous ceux qui suivront, peut-être plus fréquemment d'ailleurs dans les mois et années à venir, la co-construction des espaces public et privé se déroule de la même manière que ce que nous avons pu constater au sein

des entrevues analysées. Bref, il s'agit d'une humble invitation, à saisir afin de mieux comprendre ce discours politique qui, par la négociation, la justification, bref les choix dont témoignent ceux qui le constituent, nous informe sur cette tension contraignante, créatrice, mais aussi peut-être manipulée qu'est la frontière entre les espaces public et privé.

## Références bibliographiques

BENOIT, Stéphanie. Biographie de Bernard Derome sur site Internet de l'Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/416.html>

BITZER, Lloyd (1987). « *Rhetorical Public Communication* », *Critical Studies in Mass Communication*, 4, pp. 425-428.

BRETON, Philippe (1997). *La parole manipulée*, Boréal, Montréal, 220 p.

BRETON, Philippe et PROULX, Serge (1994). *L'explosion de la communication. Naissance d'une nouvelle idéologie*, Boréal, Montréal, 341 p.

BROUWER, Daniel C. (2004). « *Privacy, Publicity, and Propriety in Congressional Eulogies for Representative Stewart B. McKinney (R-Conn.)* », *Rhetoric & Public Affairs*, vol. 7, no. 2, pp. 191-214.

CAYROL, Roland (2002) (propos de Jacques Séguéla recueillis par). « *Créer de l'émotion* » in *Télévision, politique et élections, Dossiers de l'audiovisuel*, mars-avril, pp. 22-24.

CHAUVREAU, Agnès (2001). « *Les hommes politiques sont devenus des stars des médias* », *L'Histoire*, no 252, mars, pp. 16-17.

COLE, Stephen (1995). *Making Science. Between Nature and Society*, Havard University Press, Cambridge, Mass., 290 p.

COTTERET, Jean-Marie (1997). *Gouverner, c'est paraître*, Presses universitaires de France, coll. Politique d'aujourd'hui, Paris, 136 p.

COULOMB-GULLY, Marlène (2002). « *Communication, politique et télévision : histoire de la poule et de l'œuf...* » in *Télévision, politique et élections, Dossiers de l'audiovisuel*, mars-avril, pp. 10-12.

COURTINE, Jean-Jacques (1990). « *Les glissements du spectacle politique* », *Esprit*, 164, septembre, pp. 152-164.

COURTINE, Jean-Jacques (1994). « *Les dérives de la vie publique. Sexe et politique aux Etats-Unis* », *Esprit*, no 10, octobre, pp. 51-67.



DEWEY, John (1927) (traduction française en 2003). *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau, Paris, 207 p.

DUCHESNE, André. « Remontée libérale ailleurs au Canada », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 juin 2004, p. A3.

EPSTEIN, Marc (1994). « Au royaume des excès », *L'Express*, no 2262, 17 novembre, pp. 32-33.

ESCARPIT, Robert (1981). *Théorie de l'information et pratique politique*, Éditions du Seuil, Paris, 219 p.

FISHER, David D. V. (1991). *An Introduction to Constructivism for Social Workers*, Praeger, New York, 259 p.

FUSS, Diana (1989). *Essentially Speaking. Feminism, Nature & Difference*, Routledge, New York, 144 p.

GHIGLIONE, Rodolphe (1989). *Je vous ai compris. Ou l'analyse des discours politiques*, Armand Colin Éditeur, Paris, 172 p.

GHIGLIONE, Rodolphe et BROMBERG, Marcel (1998). *Discours politique et télévision : la vérité de l'heure*, Presses universitaires de France, Paris, 216 p.

GIRARD, Mario. « Attentat à la pudeur », *La Presse*, Montréal, jeudi 5 mai 2005, section *Actuel*, p. 2.

GRATIOT, Dominique (2002) (propos de Andréa Néry-Routa recueillis par). « *Le media training en 10 leçons* » in *Télévision, politique et élections, Dossiers de l'audiovisuel*, mars-avril, pp. 25-27.

GRIFFIN, Cindy L (1996). « *The Essentialist Roots of the Public Sphere : A Feminist Critique* », *Wester Journal of Communication*, 60(1), pp. 21-39.

HABERMAS, Jürgen (1990). « *L'actualité de Walter Benjamin. La critique: prise de conscience ou préservation* », *Revue d'Esthétique, Walter Benjamin*, Jean Michel place, Paris, cité dans MARTÍN-BARBERO, Jesús (1993). *Communication, culture and hegemony : from the media to mediations*, Sage Publications, Newbury Park, London, 272 p.

HART, Roderick (1994). *Seducing America : How Television Charms The Modern Voter*, Oxford University Press, New York, 230 p.

JACQUES, F. (1986). « *La réciprocité interpersonnelle* », *Connexions*, 47, p. 109-136.

JEANNENEY, Jean-Noël (1994). « *Un siècle d'exception française* », *L'Express*, no 2262, 17 novembre, pp. 27-28.

LAFERRIÈRE, Dany. « *L'autre grand tabou* », *La Presse*, Montréal, dimanche 25 septembre 2005, section *Lectures*, p. 17.

LE GRIGNOU, Brigitte & NEVEU, Erik (1993). « *Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision* », *Revue française de science politique*, 43, no6, décembre, pp. 940-969.

LE MOIGNE, Jean-Louis (2001). *Le constructivisme. Tome I. Les enracinements*, L'Harmattan, coll. Ingénium, Paris, 298 p.

LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 1995, Paris, 1777 p.

LESIEUR, Jean (1994). « *Le vrai tabou* », *L'Express*, no 2262, 17 novembre, p. 21.

LESSARD, Denis. « *Le scandale fait mal* », *La Presse*, Montréal, samedi 22 mai 2004, p. A1.

LESSARD, Denis. « *Les commandites : Martin s'est trompé de clou* », *La Presse*, Montréal, samedi 29 mai 2004, p. A21.

LESSARD, Denis. « *Les tories font peur* », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 juin 2004, p. A2.

LESSARD, Denis. « *Vers un raz-de-marée bloquiste le 28 juin* », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 juin 2004, p. A1.

LETTIERI, Carmela (2002). « *Dispositifs scéniques à la mode italienne* » in *Télévision, politique et élections, Dossiers de l'audiovisuel*, mars-avril, pp. 67-69.

LITS, Marc (2003). « *Le déplacement médiatique du débat politique* », @rchive SIC (Science de l'Information et de la Communication), CCSD (Centre pour la Communication Scientifique Directe), [http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic\\_00000629.html](http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000629.html)

MacPHERSON, Myra (1975). *The Power Lovers. An Intimate Look at Politics and Marriage*, Putnam, New York, 446 p.

- MADELIN, Henri (1987). « *La politique au miroir de la télévision* », *Études*, 366, février, pp. 191-203.
- MEHL, Dominique (1996). *La télévision de l'intimité*, Éditions du Seuil, collection Essai politique, Paris, 254 p.
- MELANÇON, Benoît (1995). *L'invention de l'intimité au Siècle des lumières*, Centre des sciences de la littérature, Université Paris X-Nanterre, Nanterre, 129 p.
- MERCIER, ARNAUD (2002). « *Télévision et politique : études sur les effets* » in *Télévision, politique et élections, Dossiers de l'audiovisuel*, mars-avril, pp. 82-84.
- MEYROWITZ, Joshua (1994). « *Medium Theory* » in CROWLEY, David & MITCHELL, David. *Communication Theory Today*, Stanford University Press, Stanford, pp. 50-77.
- MOSCOVICI, Serge (1981). *L'âge des foules : un traité historique de psychologie des masses*, Fayard, Paris, 503 p.
- NADEAU, Richard et BASTIEN, Frédérick C. (2003). « *La communication électorale* » in GINGRAS, Anne-Marie. *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 295 p.
- NEVEU, Érik (2001). *Une société de communication ?*, Montchrestien, Paris, 160 p.
- OCKRENT, Christine (1988). *Duel : comment la télévision façonne un président ?*, Éditions Hachette, coll. Le Libelle, Paris, 171 p.
- OCKRENT, Christine (1994) (propos de Philippe Alexandre et de Serge July recueillis par). « "Oui, mais", "non, mais" », *L'Express*, no 2262, 17 novembre, pp. 29-30.
- PATEMAN, Carole (1987). « *Feminist Critiques of The Public/Private Dichotomy* » in PHILLIPS, Anne (Ed.). *Feminism and Equality*, New York University Press, 202 p.
- PIAGET, Jean (1967). *Logique et connaissance scientifique*, Gallimard, Paris, 1345 p.
- PIERRE-BROSSOLETTE, Sylvie (1994). « *Vie privée : doit-on savoir* », *L'Express*, no 2262, 17 novembre, pp. 18-21.
- RADIO-CANADA, historique. <http://www.cbc.radio-canada.ca/historique/1950s.shtml>
- RADIO-CANADA. « *Élections fédérales 2004* », [http://www.radio-canada.ca/url.asp?nouvelles/elections/federales\\_2004/index.shtml](http://www.radio-canada.ca/url.asp?nouvelles/elections/federales_2004/index.shtml)

SATINEAU, Maurice (sous la direction de) (1989). *Plus près de toi, citoyen : télévision et politique en Suisse romande*, Université de Lausanne, Institut de science politique, 118 p.

SENNETT, Richard (1979). *Les tyrannies de l'intimité*, Éditions du Seuil, Paris, 282 p.

SHOTTER, John (1993a). *Conversational Realities: Constructing Life Through Language*, Sage, Londres, 201 p.

SHOTTER, John (1993b). *Cultural Politics of Everyday Life. Social Constructionism, Rhetoric and Knowing of the Third Kind*, University of Toronto Press, Toronto, 240 p.

VITALIS, André (2002). « *L'exposition de la vie privée dans les médias* », Premier colloque franco-mexicain – Mexico du 8 au 10 avril 2002, [www.cerimes.fr/colloquefrancomexicain/actes/pdf/vie\\_privee.htm](http://www.cerimes.fr/colloquefrancomexicain/actes/pdf/vie_privee.htm)

WATZLAWICK, Paul (1981, 1988 en français). *L'Invention de la réalité : comment savons-nous ce que nous croyons savoir ? Contributions au constructivisme*, Éditions du Seuil, Paris, 373 p.

WOLTON, Dominique (1990). « *La télévision fabrique-t-elle les hommes politiques ?* », *L'Histoire*, no 136, septembre, p. 97.

## **Annexe 1. Entrevue avec Jack Layton – 3 juin 2004**

- 1- Derome : Bonsoir monsieur Layton.
- 2- Layton : Bonsoir.
- 3- Derome : Euh écoutez, est-ce qu'on peut s'entendre sur une chose au cours des prochaines quinze minutes, s'entendre sur le fait que votre parti euh ne peut pas fonder le prochain gouvernement ? D'accord là-dessus ?
- 4- Layton : On ne va pas dire ça, encore, parce que les gens y sont en train de changer leurs opinions, je trouve. Alors pour moi, je n'peux pas, je n'peux pas le dire.
- 5- Derome : Mais vous comprenez qu'on parle beaucoup plus de gouvernement de possibilité d'élire un gouvernement minoritaire...
- 6- Layton : ...Oui c'est vrai...
- 7- Derome : ...Dans en quel cas vous pourriez être associé p't'être au pouvoir en c'moment-là. Y reste que vous avez un programme très important : 335 propositions. C'est pas toutes des priorités ça ?
- 8- Layton : Non, nous avons euh nous avons euh proposé huit...
- 9- Derome : ...Oui...
- 10- Layton : ...Engagements principaux...
- 11- Derome : ...Dont la santé, entre autres choses, qui est la préoccupation première des Canadiens, n'est-ce pas ? Vous, vous proposez d'injecter de rétablir le financement dans l'sens du rapport Romanow, donc 25 % des coûts. Vous injectez 29 milliards; c'est vingt milliards de plus ça que les libéraux...
- 12- Layton : ...C'est ça.
- 13- Derome : C'est beaucoup d'argent.
- 14- Layton : Alors et c'est parce que pour nous, le déséquilibre fiscal, créé par monsieur Martin, est un grand problème, et on doit corriger cette situation...
- 15- Derome : ...Vingt milliards de plus !
- 16- Layton : Alors, on peut le faire parce que avec Martin y veut payer le dette. Mais nous avons décidé que, pour les prochaines quelques années, on ne va pas payer le dette. On

doit euh régler corriger le déficit qui existe dans l'financement de soins de santé. Et nous sommes aussi opposés à la privatisation.

- 17- Derome : Mais ça on va y r'venir à ça. Mais alors le 29 le le 29 milliards en question là, vous l'donnez aux provinces comme ça ? Vous dites : faites c'que vous voulez ou quoi ? Ou y a des normes, ou y a des objectifs, y a des conditions précises ? Comment vous procédez ?
- 18- Layton : Alors, il y aura des normes, des grandes objectifs comme a dit Romanow. Mais, pour moi, le flexis...le fédéralisme doit être quelque chose très très flexible. Pour nous autres dans l'NPD, un condition principal principal : pas la privatisation.
- 19- Derome : C'est un dogme ça chez vous ?
- 20- Layton : Pour nous, c'est euh c'est absolument c'est primordial.
- 21- Derome : Vous savez qu'y a un problème très sérieux dans l'domaine d'la santé, ce sont les listes d'attente, actuellement, partout à travers le Canada. Vous n'accepteriez pas, vous par exemple, comme mesure temporaire, que le privé vienne essayer de débloquent justement ? Vous avez comme toutes ces listes d'attente qui tombent dans l'entonnoir là pis c'est bouché. P't'être l'aide du privé pour déboucher, mais comme mesure temporaire. Vous accepteriez pas ça ?
- 22- Layton : Non, parce que ça va ce n'est p... ce n'est pas possible de de terminer un tel arrangement. Pis euh on a trouvé euh, en Alberta par exemple, que les listes d'attente pour les gens qui n'peut pas payer, ça augmente. Alors on a trouvé le même chose avec des études très importants euh en Grande-Bretagne, Australie, les autres endroits. Alors même aux États-Unis, on trouve que la liste d'attente pour les gens qui n'peut pas payer de leur port'feuille pour les services sont plus longues. Alors à Manitoba on voit la réduction de des listes d'attente quand on a acheté une clinique privée et la retourner dans l'domaine public.
- 23- Derome : Non mais vous avez vu que y a un sondage qui est paru hier, je pense, et notamment au Québec, y a 68 % des gens qui aimeraient que le privé fasse quelque chose et qu'on garde le système actuel en parallèle. Y a 37 % des gens au Québec 39 % des gens au Québec qui veulent voter NPD qui sont prêts à accepter le privé. 72 % des gens qui veulent voter Bloc Québécois qui sont prêts à accepter le privé. Ça doit être pas si si dramatique que ça, quand même ?
- 24- Layton : Pour nous l'égalité, c'est un principe, et on doit appliquer ce principe-là à la question d'soins d'santé pour tout l'monde. Alors euh et les les dons indiquent que si on a un système entièrement public, ça réduit les listes d'attente si on finance cette système comme il faut.
- 25- Derome : Est-ce qu'on peut parler de votre cadre financier ? Vous parlez de de de dépenses de 61 milliards de dollars auxquelles vous ajoutez euh ça ça s'situe entre c'est moins

que le Parti conservateur, c'est plus que les libéraux qui ont annoncé ce matin à peu près 40 milliards. Mais vous ajoutez 18 milliards, dont 8 milliards et demie en impôts non payés en invasion fiscale. Est-ce que c'est réaliste ça, d'aller chercher 8 milliards et demie ? Ça marche jamais ces choses-là.

- 26- Layton : Non on doit on doit fermer ces ces *loopholes* parce que y a des gens qui ne paient pas de taxes comme il faut. Et euh ceux qui travaillent, monsieur madame tout le monde, chaque jour, y doivent payer leurs taxes. Pourquoi pas...
- 27- Derome : ...Mais l'invasion fiscale, ça ça ça ça n'fonctionne jamais. J'veux dire est-ce qu'on est-ce qu'on c't'un peu comme le gouvernement fédéral qui a décidé d'envoyer un avocat pour récupérer l'argent là qui a été versé aux commandites. Pensez-vous qu'y vont le récupérer ?
- 28- Layton : J'espère que oui. Mais euh pour moi, j'ai il y a le le vérificatrice a dit qu'il y a beaucoup de choses qu'on peut faire pour améliorer la situation, pour pour assurer que plus des gens payent les taxes qu'ils doivent payer. Alors ce sont les grandes entreprises, la plupart du temps, et ceux qui peut déposer leurs argents à la Barbade dans les paradis fiscaux. Ils suivent les le direction de notre chef. Évidem...Effectivement.
- 29- Derome : Ouais, y fait ça, mais j'veux dire, c'est pas illégal nécessairement.
- 30- Layton : Non mais on peut corriger la situation avec un nouveau loi qui peut fermer la porte à des telles activités, et on doit le faire.
- 31- Derome : La taxe sur les héritages, c'est une taxe qui a été retirée y a 35 ans. Est-ce que c'est pas rétrograde ça, revenir là-dessus ? Sur les gains de sur les les legs de plus d'un million. Un million, c'est beaucoup d'argent, mais maintenant, quand on r'garde le prix des maisons à Toronto, ne serait-ce que chez vous, ou à Vancouver, c'est peu finalement.
- 32- Layton : Alors y a une seulement un taxe sur euh sur la quantité plus qu'un million, pas sur le million. Et c'est une taxe qui existe dans presque tous les autres pays.
- 33- Derome : Ouais mais qu'y a été abolie au Canada y a 35 ans. Vous allez à contre-courant.
- 34- Layton : C'est parce que nous voulons éliminer le taxe d'impôt sur les gens qui reçoit euh moins de 15 000 dollars par année.
- 35- Derome : Oui.
- 36- Layton : Alors on doit payer pour ça d'une certaine manière. Alors c'est une question d'égalité et pour la grand nombre de gens qui travaillent à plein temps au salaire minimum, ils doit payer le taxe encore au fédéral, mais ils leur famille n'a pas assez à manger chaque semaine.

- 37- Derome : Oué mais vous voulez vous voulez enlever les impôts des des revenus de de 15 000 dollars et moins. Ça ça r'présente 12 % des contribuables qui versent 1 million 800 000 dollars, euh 85 % de l'impôt. Par ailleurs, vous voulez augmenter ceux qui gagnent l'impôt de ceux qui gagnent plus de 250 000 dollars. Ce sont 0 virgule 6 %, six dixième % des contribuables qui, eux, paient 15 % de l'impôt, han ? Vous allez aller chercher 1 milliard 200 millions chez les riches; vous allez ça va vous coûter 700 000 dollars euh 700 millions avec les moins de 15 000 dollars. Vous faites une économie de 500 millions de dollars. C'pas une grosse économie ça.
- 38- Layton : Bon alors mais c'est important c'est pour les gens qui euh qui ont des salaires minimum ou les pauvres. Ça fait beaucoup de différence dans leur vie quotidien...
- 39- Derome : ...Oué...
- 40- Layton : ...Et on a vu une augmentation de pauvreté, de inégalité dans notre société, et on doit faire quelque chose pour la corriger...
- 41- Derome : ...Mais pourquoi les riches, alors, à c'moment-là ? Pourquoi, qu'y en paient déjà quand même pas mal ?...
- 42- Layton : ...Mais qui d'autre ? La classe moyenne ne peut pas payer plus. On doit on doit on doit faire quelque chose alors...
- 43- Derome : ...J'ai vous avez vu la Chambre de commerce, le milieu des affaires par exemple, la Chambre de commerce, hier, qui disait : bon réduisons l'augmentation des dépenses de moitié. Plutôt que d'aller à 7 %, allons à 3 %, pis avec les les économies, on à la fois on baisse les impôts et on diminue une partie d'la dette...
- 44- Layton : ...C'est le c'est le paradis, ce n'est pas la réalité. On a vu des grands coupeurs de la part de monsieur Martin, de la part de monsieur Harris, de la part de monsieur Klein et toutes les autres. Et ça réduit la qualité de vie des gens. L'éducation, l'environnement...
- 45- Derome : ...L'Alberta, ça va assez bien ?
- 46- Layton : Non ça ne va pas assez bien. Euh parce que j'ai on a une grande quantité de sans-abri par exemple. En Alberta, c't'incroyable. Pourquoi ? C'est parce que l'égalité des services et euh un attention aux besoins des gens n'est pas un priorité pour ces gouvernements-là. Alors, pour nous, c't'un question de bâtir une alternative vraiment progressiste, vraiment sociale-démocrate. Et je trouve qu'il y a beaucoup de social-démocrates au Québec, et nous voulons faire des liens avec eux.
- 47- Derome : Mais le fait d'augmenter euh l'impôt des sociétés, des riches, un moment donné, y a p't'être une limite à ça ? Mais dites est-ce que ça n'risque pas de freiner l'expansion économique ? On est pas très compétitifs chez les Américains. Quand le dollar



canadien est bas, ça va bien, mais quand y monte, on a des problèmes, on est pas compétitifs chez les Américains.

- 48- Layton : Mais notre niveau de d'impôt pour les entreprises, au niveau fédéral, c'est moins qu'on trouve aux États-Unis. Pourquoi ? On a on a pas besoin d'une niveau d'impôts moins que les États-Unis pour avoir une croissance économique. C'est pas nécessaire. Mais ce qui est important, c'est d'avoir les investissements dans l'infrastructure parce que une entreprise ne veut pas établir une nouvelle usine s'il n'y a pas le système de transportation, de logement abordable pour leurs travailleurs, de soins de santé qui va comme il faut.
- 49- Derome : La dette, pourquoi vous voulez pas la rembourser ? Pourquoi ?
- 50- Layton : Parce que nous avons créé un grand déficit dans quelques secteurs sociaux maintenant. Et on doit corriger cette situation pour quelques années et après ça...
- 51- Derome : ...C'est le premier poste de dépenses du gouvernement fédéral. C'est l'année, ça va y coûter 35 milliards de dollars juste pour le service de la dette. C'est des sous ça, c'est 20 % des revenus du gouvernement. Cette année, c'est deux milliards de moins parce que monsieur Martin a payé une partie de la dette. Vous, vous payez pas. Au bout de dix ans, ça fait 10 milliards de plus. On est rendu à 90 milliards de votre de votre cadre financier, presque autant que les conservateurs. Ça a aucun bon sens, ça.
- 52- Layton : Non non euh nous allons maintenir la dette au même niveau dans notre programme parce que...
- 53- Derome : ...35 milliards par année. Vous, vous êtes prêts à payer ça ?
- 54- Layton : Nous allons payer euh l'intérêt là-dessus chaque année, et on doit le faire. Mais c'est comme une hypothèque. Quand on a dans la famille la situation euh est-ce qu'on va payer pour l'hypothèque sur la maison plus rapidement qu'il faut quand on a quelqu'un dans la famille qui est malade ? Le le le t... le le le les problèmes euh...
- 55- Derome : ...Vous parlez de votre quand la grand-mère est malade etcetera, qui a un enfant qui veut aller à l'université, qu'il tombe. Mais est-ce que vous laissez la dette aux petits-enfants de la grand-maman, finalement, c'est ça ?...
- 56- Layton : ...Pas du tout. Pas du tout. On doit le payer d'une manière euh avec la sagesse. C'est pas une... On doit pas avoir un focus seulement sur la dette comme monsieur Martin...
- 57- Derome : ...Mais y faut qu'il y ait la croissance. Dans l'hypothèse là où la croissance ne vient pas, qu'est-ce que vous faites ? Est-ce que vous retombez en déficit ou vous coupez dans les programmes sociaux ?

- 58- Layton : On n'va pas couper euh...
- 59- Derome : ...Vous tombez en déficit ?
- 60- Layton : Non. J'ai dit que on peut pas agir aussi rapidement que qu'on veut s'il y a une problème avec l'économie...
- 61- Derome : ...Mais mais vous promettez cinq budgets équilibrés...
- 62- Layton : ...C'est ça...
- 63- Derome : ... Mais comment pouvez-vous prévoir ça ?
- 64- Layton : Nous avons consulté avec les économistes et toutes les autres, et la position que nous avons prise...
- 65- Derome : ...Mais si la croissance ne vient pas, vous acceptez de r'tomber en déficit ?
- 66- Layton : Non, euh on doit on doit agir moins activement sur le dossier social...
- 67- Derome : ...Ah bon...
- 68- Layton : ...S'il y a une... Parce que j'ai travaillé dans un grand gouvernement, gouvernement de Toronto, 7 milliards de dollars chaque année, dans une manière équilibrée...
- 69- Derome : ...Ouais mais vous étiez pas seul à faire ça pis y avait une loi qui qui qui oblige à n'pas faire de déficit. Donc c'tait ben difficile de passer à côté.
- 70- Layton : Pas exactement parce que on décide de temps en temps d'emprunter les argents euh de l'argent pour les grands projets. Mais euh et bien c'est le travail d'un équipe. Mais on doit travailler dans un équipe.
- 71- Derome : J'veux qu'on parle un peu du Québec, monsieur Layton. Est-ce que le NPD – y a changé votre parti – est-ce que le NPD serait un parti souverainiste au Québec et puis un parti fédéraliste dans l'reste du Canada ?
- 72- Layton : Non pas du tout. Euh nous sommes un parti fédéraliste, c'est bien connu. Euh nous respectons euh les droits des Québécois et Québécoises...
- 73- Derome : ...Quel est ce flirt avec les souverainistes ? Vous dites : moi j'veux abolir la Loi sur la clarté, euh Québec est une est une nation, alors que votre parti une partie de votre parti a a a de vos membres ont voté contre ces choses-là, pour contre la Loi sur la clarté. Vous dites : moi je laisserais tomber tout ça.

- 74- Layton : Alors non, moi ce que j'ai dit, en réponse à une question, et d'après moi, le loi de clarté n'était pas une bonne loi. Alors mais pour nous autres et nous avons des membres...
- 75- Derome : ...Pourquoi c'tait pas une bonne loi ?
- 76- Layton : Alors parce que c'est c'était...
- 77- Derome : ...Y a pas de référendum en vue, là, j'veux dire, à c'qu'on sache...
- 78- Layton : ...Non non c'est...
- 79- Derome : ...Ben oui, mais c't'à c't'à c'moment-là. On peut pas en juger encore, y a pas de référendum en vue là...
- 80- Layton : ...Parce c'était le stratégie des Libéraux depuis longtemps de de de d'augmenter la confrontation avec le Québec. Et avec le Bloc, c'est le confrontation avec Ottawa. Pour nous autres, c'est le temps. Je tends la main à ceux qui veut travailler ensemble pour un futur progressiste social-démocrate.
- 81- Derome : Vous parlez d'un Québec asymétrique euh d'un d'un fédéralisme asymétrique. Uniquement pour le Québec ou ou ou pour toutes les provinces ?
- 82- Layton : Alors s'il y a des autres provinces qui veulent faire les choses dans un manière différente qui respecte quelle chose local, dans leur histoire, dans leur culture, c'est un possibilité aussi. Les Québécois et les Québécoises ne demandent pas que les autres n'aient pas une flexibilité...
- 83- Derome : ...Donc, c'est un statut particulier pour toutes les provinces, pas seulement pour le Québec ?
- 84- Layton : Non mais il y a des conditions et une situation différente au Québec. Je trouve euh que les gens au Québec, c'est une nation dans un pays. Alors on a un projet social très important et y a des man.. des choses à faire dans une manière assez différente. Les CLSC, Hydro-Québec, on peut souligner le logement social qu'on a construit, le projet des garderies. C'est les meilleures qu'on trouve au Canada. Alors...
- 85- Derome : ...Monsieur Martin aussi se propose d'en créer pas mal aussi. Un système de garderies là, les 250 000...
- 86- Layton : ...Ouais mais il l'a il l'a proposé il y a 11 ans. Il n'y a rien fait. Quel type de province est-ce que c'est...
- 87- Derome : ...Vous avez parlé de logement social là. J'veux r'venir quand même rapidement là à vos propos. Vous êtes un homme entier, vous, hein, des fois ? Est-ce que est-ce

que le propos dépasse votre pensée ? Vous n'avez pas encore vous n'vous êtes pas excusé auprès de monsieur Martin encore. C't'inacceptable.

88- Layton : Alors non euh...

89- Derome : ...Pourquoi ? Pourquoi vous entêter ?

90- Layton : Alors moi je dois souligner qu'il y a des conséquences des gestes de ceux qui dirigent notre pays. C'est un question de prendre la responsabilité pour les décisions. Il a décidé de terminer le projet de construction de logements abordables. Alors, ça produisait un crise de logements...

91- Derome : ...Votre père, en 93, était avec monsieur Mulroney. Y a voté contre y a voté pour la diminution de de de frais dans l'logement social. Est-ce que votre père est aussi responsable que monsieur Martin ?

92- Layton : Alors euh tout le monde a une certaine responsabilité pour les consé...conséquences de leurs act...

93- Derome : ...Même votre père ?

94- Layton : Oui. Et moi aussi. Comme con comme échevin à Toronto, quand quelqu'un a été mort à un bloc de ma maison, et j'ai décidé de faire quelque chose. La différence...

95- Derome : ...Donc, pas d'excuses ?...

96- Layton : ...Avec monsieur Martin...

97- Derome : ...Pas d'excuses ?...

98- Layton : ...Il n'a pas corrigé la situation.

99- Derome : Pas d'excuses ?

100- Layton : Non.

101- Derome : Êtes-vous orgueilleux ?

102- Layton : Non.

103- Derome : Des Principes ?

104- Layton : C'est un c'est un principe. Tout le monde doit prendre les conséquences de leurs décisions, n'est-ce pas ?

105- Derome : Vous avez perdu quatre points...

- 106- Layton : ...C'est c'que je trouve...
- 107- Derome : ...Depuis l'début d'la campagne, vous l'savez ? Quatre points dans les intentions de vote.
- 108- Layton : Alors pour moi je vais prendre les positions claires et les positions que je tiens au à cœur pis les gens vont faire leur jugement.
- 109- Derome : Merci beaucoup monsieur Layton.
- 110- Layton : Merci.
- 111- Derome : Bonne chance.
- 112- Layton : Merci beaucoup.

## Annexe 2. Entrevue avec Stephen Harper – 10 juin 2004

- 1- Derome : Bonjour monsieur Harper.
- 2- Harper : Bonjour monsieur Derome.
- 3- Derome : Euh écoutez, on a l'impression de mieux vous connaître comme ancien chef de l'Alliance que comme chef du Nouveau Parti conservateur. Est-ce que j'me trompe ? Est-ce que j'parlais à un de vos conseillers qui m'disait : au fond c'est qu'on l'connaissait pas et que Stephen Harper n'a jamais changé mais on l'connaissait pas. Avez-vous changé ?
- 4- Harper : Euh j'pense que non. Peut-être c'est une occasion pour des Canadiens, des Québécois de de me connaître euh d'une façon meilleure qu'avant. Euh j'étais chef alliantiste évidemment plus long que chef du nouveau parti, mais j'pense que pendant des années des années récents, les deux anciens hum sont devenus de plus en plus proches sur les politiques. Et j'pense que ce n'est pas nécessaire de faire des grands changements pour attirer les Canadiens.
- 5- Derome : Mais alors étiez-vous un réformiste ou un alliantiste euh progressiste qui allait à la recherche des progressistes conservateurs ? Une exception ?
- 6- Harper : Non, je pense que je pense que notre parti et mon campagne est une combinaison des deux anciennes tendances. Et pour moi je mon objectif c'est de former un gouvernement et de former un mouvement conservateur qui a des des gens dans chaque région et dans chaque aile de mouvement conservateur. Et et euh comme je dis, ça inclut les deux les deux ailements des anciens partis.
- 7- Derome : Y a des membres qui sont plus conservateurs que d'autres. Ça vous l'admettez dans votre parti ?...
- 8- Harper : ...Et ça dépend de la question. Certains sont très conservateurs pour certaines questions mais pour d'autres, ils sont moins conserv... et ça dépend. On a besoin dans notre parti des gens des gens qui qui sont engagés sur des questions économiques, sur des questions sociales, sur la réforme démocratique et sur des questions comme l'environnement, des choses comme ça...
- 9- Derome : ...J'veus entendais c'matin dans votre point de presse dire : euh en français, lors du premier débat, les gens, pour plusieurs, auront l'occasion de me connaître un peu plus, de savoir un peu plus qui je suis. Euh moi j'aimerais p't'être qu'on commence un peu. Euh notamment les questions sociales évidemment; c'est là-dessus que les gens ont encore peur de vous. J'vais vous poser la question très directement : est-ce que vous donnez l'assurance aux femmes vous euh qu'elles n'ont rien à craindre euh quant à l'avortement d'un gouvernement progressiste euh conservateur ?

- 10- Harper : Oui, c'est clair. Je pense que les Libéraux espèrent que les gens auront peur de moi, mais c'n'est pas le cas jusqu'à maintenant. J'dis clairement, pendant deux campagnes pour la chefferie des partis et dans cette campagne électorale, un gouvernement dirigé par Stephen Harper ne présente pas au Parlement des lois sur l'avortement. C'est clair.
- 11- Derome : Vous, personnellement, vous êtes pro-choix, toujours ?
- 12- Harper : Moi je ne me décris pas comme pro-choix, pro-vie. Comme la grande majorité, je suis dans le mi-chemin là et je je...
- 13- Derome : ...Vous n'voulez pas vous mouiller, c'est ça qu'vous voulez dire ?
- 14- Harper : ...
- 15- Derome : J'comprends très mal que quelqu'un qui veuille devenir premier ministre ne puisse pas se prononcer là-dessus. Les gens veulent savoir, les gens veulent vous connaître. À qui on a affaire si on l'élit comme premier ministre ?
- 16- Harper : Je n'ai pas l'intention d'avoir des lois sur l'avortement. C'est clair, c'est pas nécessaire d'avoir une grande discussion de l'avortement. Si ma position est que nous n'aurons pas des lois sur l'avortement, je veux discuter des vrais des vrais enjeux de ce cette campagne...
- 17- Derome : ...Dans l'cas d'un bill privé par exemple. Y aurait pas l'choix, vous l'soumettriez au au vote du Parlement ?
- 18- Harper : C'est le cas maintenant. Euh je propose seulement le méthode libéral. Et ça veut dire que des gens dans un parti diverse peuvent avoir leurs opinions sur ce sujet et peuvent proposer des lois privées. Il y a des centaines à la chambre des communes; c'est très difficile d'adopter des lois par cette façon, mais c'est le droit des députés. Je n'ai pas l'intention de changer des choses que Paul Martin a déjà fait...
- 19- Derome : ...Mais s'il y avait un bill sur l'avortement par exemple, privé là, un vote là-dessus qui restreindrait l'avortement, vous voteriez quoi ?
- 20- Harper : Ça dépend de la loi, mais pour moi je pense que l'avortement est une réalité. Et euh moi je doute des possibilités de limiter cette ce droit-là.
- 21- Derome : Donc vous êtes finalement pro-choix. C't'un peu ça ?
- 22- Harper : Moi je n'me je n'me je n'me décris pas comme comme... je n'aime pas l'avortement comme la grande majorité je pense, mais l'avortement est une réalité.
- 23- Derome : Bon, très bien. Dans l'cas de d'la peine de mort, est-ce que vous pouvez assurer les Canadiens de ne pas rétablir la peine de mort ?

- 24- Harper : C'est la même chose, c'n'est pas un politique de notre parti. Je n'ai pas l'intention de de proposer des lois sur la peine de mort; c'n'est pas une c'n'est pas une engagement de sous-gouvernement. En fait, j'ai engagé de ne pas présenter un tel projet de loi dans ce Parlement.
- 25- Derome : Les prisonniers maintenant. Bon, les jeunes contrevenants, par exemple han ? Plus 16 ans, mais 14 ans devant des tribunaux d'adultes. C't'assez répressif, n'est-ce pas ?
- 26- Harper : Euh ça dépend. Nous, on propose de changer cette position pour des euh pour des euh des criminels qui repètent des actes et des actes violentes. Et je pense qu'on a qu'on a besoin des provisions pour des cas comme ça. En général on parle de 16 ans pour des situations normales. Mais pour des actes violentes et répétés, on doit avoir, je pense, une système plus sévère si c'est nécessaire...
- 27- Derome : ...Et vous voulez que les peines soient soient purgées non pas de façon concurrentielle, mais consécutive ?
- 28- Harper : Oué, surtout pour des pour des actes criminels majeurs.
- 29- Derome : Pas de pardon ?
- 30- Harper : Je pense qu'on doit on doit quand on quand on commet une un acte criminel très sévère, on devrait servir les pénalités aux prisons. Et c'est à mon avis c'est un système d'justice justice plus efficace.
- 31- Derome : Mais pour les enfants, des gens de 14 ans, est-ce que vous croyez à la réhabilitation ?
- 32- Harper : Oh je pense que je pense que la réhabilitation est toujours toujours faire partie de notre système de la justice mais...
- 33- Derome : ...Mais vous n'agissez pas en c'sens-là là ?
- 34- Harper : Non, on peut avoir la réhabilitation mais il y a d'autres objectifs aussi, d'assurer la vraie punition pour les vrais actes criminels.
- 35- Derome : Euh parce les chiffres, j'pense, vous d'ront l'contraire. Depuis 1993, depuis qu'les libéraux ont été élus, la criminalité a a baissé au Canada. Ça, vous l'savez, han ? Sauf une année.
- 36- Harper : ...Oué on peut on p...
- 37- Derome : ...Et ça vous vous donnez l'impression qu'on est pas en sécurité et vous entretenez cette impression-là. Et les chiffres ne vous donnent pas raison...



- 38- Harper : ...Ça dépend des régions. Ça dépend dans certaines de nos notre de nos villes, la situation de criminalité euh devient beaucoup plus pire. Et on doit ce n'est pas un cas si la criminalité est pire ou mieux, c'est une nécessité d'avoir un système de justice qui s'adresse aux actes criminels.
- 39- Derome : Pouvez-vous assurer les prisonniers qu'ils ne perdront pas leur droit de vote ?
- 40- Harper : (Rires) non. (Rires) moi je ne je ne je ne favorise pas le vote des prisonniers. Mais honnêtement, c'est très difficile maintenant, c'est une...
- 41- Derome : ...La cour là leur a donné il y a quelques années...
- 42- Harper : ...C'est une décision des cours. Moi je préférerais que le vote est pour des hommes, des femmes qui obéissent à la loi.
- 43- Derome : J'aimerais qu'on parle des langues des langues, du français en particulier. Le lendemain du déclenchement des élections, le 24 mai, vous parliez du français comme d'une protection nationale au Québec et ailleurs au Canada. Le Québec, ça va, j pense, une Loi 101 au Québec, etc. Mais ailleurs, ça va jusqu'où dans votre cas ?
- 44- Harper : Euh je pense que nous respectons euh la Loi des langues officielles. Moi je me préoccupe beaucoup de la déclin des communautés francophones pendant trois décennies sur la langues officielles du Canada. Euh J pense qu'on doit discuter des mesures pour améliorer ça. Moi je n'ai pas toutes les réponses, mais c'est important que nous reconnaissons cette réalité ailleurs au Canada...
- 45- Derome : ...Est-ce que vous dites : c'que votre votre porte-parole Scott Reid avait raconté, les ajustements, ça n'au aucun bon sens ? Vous reniez ça, vous r'jetez ça complètement ?
- 46- Harper : Scott Reid Scott Reid connaît beaucoup de ce sujet, mais Scott Reid a proposé des choses personnelles. C'n'est pas des politiques du parti. On peut avoir des discussions sur les améliorations mais pour cette campagne, je suis clair que nous appuyons...
- 47- Derome : ...Amélioration dans l'sens de quoi, de de de restreindre un peu de de... ?
- 48- Harper : C'est de pour toutes les tous les programmes du gouvernement, c'est essentiel d'assurer que nos notre argent est dépensé d'une façon efficace et que nous nous recevons le valeur pour notre argent. C'n'est pas toujours le cas et nous avons le commissaire des langues officielles, le comité des des deux chambres de Parlement pour discuter ces choses tout l'temps.
- 49- Derome : Monsieur Harper, est-ce que je dois conclure qu'un gouvernement prog...euh conservateur ne permettra jamais aux conjoints de même sexe de se marier ?

- 50- Harper : Non c'n'est pas le cas. Moi mon engagement c'est seulement que le Parlement va déterminer ça par un vote libre. Il y a plusieurs dans mon parti qui favorisent le mariage de même sexe. C'est c'est...
- 51- Derome : ...Quelle est votre définition du mariage, vous ?...
- 52- Harper : ...C'est leur droit. Pour moi c'est la définition traditionnelle que je voudrais préserver. Mais comme j'ai dit, pour notre vote libre, même pour notre cabinet, j'ai l'intention de de laisser faire les votes par tous les membres du cabinet de notre caucus.
- 53- Derome : Bon et dans l'hypothèse où ce alors pourquoi...
- 54- Harper : ...Je pense que le Parlement et pas les cours doivent décider de cette question.
- 55- Derome : Donc le Parlement a préséance sur la charte, sur la cour suprême ? Dernier mot au Parlement ?
- 56- Harper : Euh oui, je pense que oui. Je pense que c'est une approche différent que celle des libéraux. Paul Martin a déjà engagé de donner la décision aux cours, mais il a dit que si les cours font certaines décisions, prennent certaines décisions, y a l'intention d'employer le clause nonobstant. Pour moi, c'est essentiel que le Parlement prend la décision et...
- 57- Derome : ...Lui n'veut pas l'employer...
- 58- Harper : ...Que nous que nous...
- 59- Derome : ...Uniquement s'y forçaient des églises...
- 60- Harper : ...Oué mais c'est une situation où je vould...que je voudrais éviter. Et si le Parlement agit, on peut pas avoir cette situation. C'est pour le Parlement de décider. Maintenant, le gouvernement a créé un vide juridique; c'n'est pas nécessaire, nous pouvons prendre notre décision, et je suis confiant que les cours vont respecter la compétence du Parlement dans cette question...
- 61- Derome : ...Y reste qu'en dernier essor, le Parlement a le dernier mot par rapport à la cour suprême et à la chambre des droits. C'est c'que vous concluez ?
- 62- Harper : Je dis pour cette question...
- 63- Derome : ...Oué...
- 64- Harper : ...Je pense que la la compétence est claire. C'est pour le Parlement fédéral dans la constitution. Pour d'autres questions et pour toujours les cours peuvent examiner les lois pour la charte, mais j'pense que la loi ici est claire.

- 65- Derome : Est-ce qu'on peut parler un peu de situation internationale ? Vous v'nez de dire là, j'ai lu ça, à Barry ou en Ontario en tout cas, hier, que si le Canada avait envoyé des troupes en Irak, y aurait pas eu de guerre. J'trouve ça assez fort, moi, après après c'qu'on a vu, c'qu'on a connu.
- 66- Harper : Moi je...
- 67- Derome : ...Certains vous diront c'est facile, une fois qu'on connaît ce qui est arrivé...
- 68- Harper : ...Je regrette que le Canada et d'autres a a manqué de de donner suffis...suffisamment de pression sur Saddam Hussein pour pour éviter la guerre. Mais à la fin, nous avons la situation actuelle. Et je pense que c'est dans nos intérêts comme pays que les Etats-Unis et leurs alliés ont le succès en Irak. Et je ne veux pas c'est pas dans les intérêts supérieurs des Canad...des Québécois d'avoir une guerre des mots avec les Etats-Unis...
- 69- Derome : ...Non mais quelles troupes vous auriez envoyées ? Vous voulez mettre 5 ou 7 milliards de dollars pour augmenter l'nombre, là j'veux dire, on a même pas d'quoi quoi se défendre. Ça c'est facile probablement, après coup, d'dire ça. Qu'est-ce qui vous a fait changé finalement ? Y a 82% des Canadiens qui sont contre la guerre en Irak.
- 70- Harper : Pour moi, c'est seulement une question de notre position. Moi je n'étais pas pour Saddam Hussein, je n'étais pas neutre. J'étais pour le succès de de nos alliés. Et j'appuie, et je continue à appuyer, nos troupes en Irak. Le gouvernement a nos troupes en Irak dans les forces armées des autres pays. Et je pense que si nous envoyons des troupes en Irak, on doit les supporter dans leur mission.
- 71- Derome : Bon. Avant la guerre, c'est oublié. De toute façon y en a pas été question. Mais maintenant, est-ce que vous l'feriez pour donner un coup d'main à la...?
- 72- Harper : Non j'ai dit j'ai dit à plusieurs reprises ce n'est pas une question d'envoyer beaucoup de troupes. Nous n'avons pas de troupes à envoyer. C'est une des bilans de ce gouvernement libéral : il n'y a pas beaucoup de troupes dans c'pays. Mais euh nous pouvons nous avons assisté et nous voulons aider l'Effort et nous pouvons donner l'appui moral pour nos troupes qui sont avec les alliés.
- 73- Derome : J'aimerais qu'on parle un p'tit peu du Québec parce que le temps file. Encore le 24 mai, le lendemain du déclenchement des élections, vous avez parlé de la situation particulière du Québec. Qu'est-ce que ça veut dire ça, une situation particulière du Québec ?
- 74- Harper : Oh c'est je pen...je parle de la réalité euh nous avons ici au Québec...
- 75- Derome : ...Un statut particulier ?...

- 76- Harper : ...Ah j'pense pas. Je ne pense pas de la question constitutionnelle encore. J'pense que la population est tannée de ça. Mais la réalité : on a une société francophone, la province où le Canada éta... établit il y a 400 400 ans et on a maintenant une société majorité majoritairement francophone dans un continent anglophone. Et c'est une réalité, on doit l'avouer, c'est important, et on doit reconnaître ça dans nos actions.
- 77- Derome : Ah bon, mais quelles actions dites-moi ? Enfin si y a pas de statut particulier, si y a pas rien de particulier, en quoi est-ce une situation particulière ? Est-ce que, au fond, vous y tenez tellement à cette société francophone, que si jamais une majorité de Québécois votaient en faveur de la souveraineté, vous seriez d'accord avec la partition ? C'est ça qu'vous avez dit.
- 78- Harper : C'est on on on avait ces discussions dans la la vide juridique après le référendum de 95. Maintenant, j'ai encouragé le gouvernement d'avoir la référence à la cour suprême, l'acte de clareté. Je pense que maintenant il n'y a pas de vide juridique. Les Québécois les cours ont dit que s'il y a une une question claire et un résultat clair, y a une nécessité des deux côtés de d'avoir des négociations en bonne foi. Mais, pour moi, je dis, monsieur Derome, je suis convaincu, je regarde les chiffres depuis longtemps, les Québécois ne vont ne vont pas jamais voter pour la séparation dans une question claire. C'est la réalité. Je pense que surtout avec un gouvernement conservateur, un nouveau gouvernement qui va arriver certainement en Ontario et dans l'Ouest qui respecte les pouvoirs des provinces.
- 79- Derome : Vous sentez cette volonté de changement à travers le pays ?
- 80- Harper : Oué.
- 81- Derome : Est-ce que c'est est-ce que j'me trompe, est-ce vous sentez une *Harpermania* mania ?
- 82- Harper : Non, non. Je pense que non et j'espère que non. Moi je euh veux pas je veux je veux que créer un mouvement politique, pas un mouvement religieux ou quelque chose comme ça. Mais je pense qu'il y a une nécessité d'avoir beaucoup plus de confiance, de l'honnêteté, de l'imputabilité, de l'intégrité dans notre gouvernement...
- 83- Derome : ...Mais mais mais...
- 84- Harper : ...Et c'est pour le Parti conservateur de de de donner ça aux Canadiens, aux Québécois, parce qu'il n'y a pas d'autre option option...
- 85- Derome : ...Au fond, comme bien souvent, vous espérez que les gens, que l'Canada, qu'les Canadiens votent négativement contre les libéraux.

- 86- Harper : Les deux. Je pense que c'est important important de tenir responsables les libéraux pour leur bilan. Et ça inclut euh le gaspillage, l'incompétence et les scandales de de de d'une proportion historique. Au même temps, c'est nécessaire de donner aux Canadiens aux Québécois un bilan et un programme pour l'avenir, et c'est que nous avons fait avec notre programme.
- 87- Derome : Vous êtes très calme. Lundi, au débat, allez-vous vous fâcher ? Vous fâchez-vous des fois ?
- 88- Harper : Euh oui euh. Ma femme peut peut vous dire que je deviens fâché tout l'temps, mais c'n'est pas nécessaire pour ma femme de donner des entrevues. Mais moi je je suis une je suis une homme de devoirs, de responsabilités, et au public c'est nécessaire de concentrer sur les intérêts soup...supérieurs de la population et pas mes sentiments personnels.
- 89- Derome : Merci beaucoup.
- 90- Harper : Merci monsieur.
- 91- Derome : Bonne chance.
- 92- Harper : Merci.

### Annexe 3. Entrevue avec Gilles Duceppe – 17 juin 2004

- 1- Derome : Bonjour monsieur Duceppe.
- 2- Duceppe : Bonjour.
- 3- Derome : Écoutez, vous êtes le doyen des chefs de partis. Troisième campagne, six débats que vous avez...
- 4- Duceppe : Sept dans les faits parce qu'en 97 on en avait eu trois...
- 5- Derome : Ah oui c'est vrai.
- 6- Duceppe : ...Quand Madame Lamarche avait eu cet accident.
- 7- Derome : Vous devez être content de ce que vous avez fait, les deux derniers, fier de vous, content de vous ?
- 8- Duceppe : Ouais chu content. C'est beaucoup de travail préalable han. Ça s'prépare pas la veille ça là. Non, chu fier. Faut être objectif, j'pense que j'ai bien fait.
- 9- Derome : Vous avez acquis une expérience assez formidable, j'dois l'dire, ça paraît, ça se sent. Même qu'on a l'impression que vous avez moins de pression sur les épaules que les trois autres chefs.
- 10- Duceppe : J'vous dirai qu'j'ai autant de pression. Ben, chu pas dans leur peau mais... J'me suis habitué à vivre avec ça. Être passé à travers 97, ça j'en suis fier. Là, ça va bien. C'est pas terminé par exemple, y reste 12 jours. Mais quand ça va comme ça va là, bien sûr on a du mérite à avoir préparé ça, mais c'est plus agréable à vivre.
- 11- Derome : Vous remerciez madame la vérificatrice générale, entre autres. On a l'impression, depuis le scandale des commandites, que vous avez peut-être moins besoin de faire campagne.
- 12- Duceppe : J'vous...non je n'crois pas. Elle a fait un bon rapport
- 13- Derome : Parlons-en des commandites. Vous dites à monsieur Martin : j'veux des noms, au fond, donnez-moi des noms, n'est-ce pas ? Y'a déjà une commission qui est en cours, qui est indépendante et qui est publique, n'est-ce pas ? On peut quand même pas lui demander d'aller plus vite que qu'le violon...
- 14- Duceppe : Écoutez, y a été plus vite que l'violon en prenant certaines décisions, au sujet de monsieur Gagliano, au sujet de monsieur Pelletier par exemple, Monsieur Ouellette à moitié, mais y'a pris un certain nombre de décisions. Et c'est lui qui a dit, au tout

début, le 12 février : y avait certainement une direction politique. Or force est d'admettre que c'était pas les conservateurs, c'était pas le NPD, c'était pas le Bloc; c'était une direction politique libérale.

- 15- Derome : Mais est-ce que vous l'accusez de, ché pas moi, de mentir, de cacher délibérément des choses ?
- 16- Duceppe : Mais il a dit qu'il s... ouais absolument. Quand il dit : il y a très peu de ministres qui savaient, c'est donc qu'y en avait.
- 17- Derome : Vous l'accusez de mentir.
- 18- Duceppe : Ben y nous a dit qu'y savait qu'y avait très peu de ministres qui eux savaient. Alors monsieur Martin nous dit je sais qu'il y a très peu de ministres qui savaient et là qu'y nous dise est-ce que ces ministres sont-ils encore membres de son cabinet...
- 19- Derome : Diriez-vous qu'il est indigne du poste auquel il aspire ?
- 20- Duceppe : Je vous dirai, sur cette question : il ne mérite pas la confiance des gens. Dans la mesure où il affirme de lui-même, on l'a pas forcé nous, quand il est sorti le 12 février là disant : je suis furieux, y'avait une direction politique, y'a des ministres, très peu dit-il, qui savaient. Et il nous dit également : ceux qui savent et qui ne disent rien doivent démissionner. Et ils arrivent par la suite en disant : y'avait de l'argent sale. C'est pas nous qui avons ...
- 21- Derome : Oué mais...
- 22- Duceppe : ... Utilisé l'expression. Y nous disent qu'ils ont un rapport entre les mains et qu'y veulent pas le rendre public avant le 28.
- 23- Derome : Mais vous dites qui qu'y qu'y qu'y cache délibérément des choses. Si vous en étiez tellement convaincus, pourquoi, au moment où vous siégiez encore, vous avez pas exigé sa démission ?
- 24- Duceppe : Ben non, on a exigé plutôt qu'il révèle les noms, c'est cqu'on a exigé. Moi là l'important c'est pas qu'y soit là ou qu'y soit pas là, qu'y démissionne ou qu'il démissionne pas, c'est, je pense qu'il... Lui qui nous parle de transparence et qu'y sait des choses, puisqu'il a dit qu'il savait que des ministres étaient au courant et qu'y refuse de le dire maintenant. Écoutez, et ça n'empêche pas ça Gomery de procéder. Je ne demande pas à monsieur Martin de condamner, mais puisqu'il nous dit qu'y avait des ministres qui étaient au courant, il est de son devoir de le dire. Il était vice-président du Conseil du Trésor...
- 25- Derome : ...Mais c'est grave de dire qu'il ment, de l'accuser d'être menteur.

- 26- Duceppe : Ben, écoutez, s'il nous dit qu'il ne sait pas alors qu'y nous dit qu'il savait, qu'y s'fasse une idée. Y a menti une des deux fois.
- 27- Derome : Bon
- 28- Duceppe : Oubedon il l'savait pas quand y nous a dit qu'y savait, oubedon il l'sait pis y veut pas l'dire. C'est un des deux mais qu'il fasse la lumière, c'est ça qu'je dis.
- 29- Derome : Est-ce qu'on peut est-ce qu'on peut parler d'un vote au Bloc Québécois, un vote au Bloc Québécois ? Vous citez ça souvent. Vous dites, les libéraux disent que voter pour le Bloc, c'est un vote conservateur. Les conservateurs disent, c't'un vote libéral. Vous, vous dites c't'un vote, voter Bloc, c'est un vote pour le Québec. Quelle sorte...
- 30- Duceppe : ...Ben oui c't'un vote pour le Québec
- 31- Derome : Quelle quelle sorte de Québec, un Québec fédéraliste ou souverainiste ?
- 32- Duceppe : C'est sur chacun des enjeux. On décide pas de la souveraineté le 28 là...
- 33- Derome : ...Mais quelle sorte de Québec ?...
- 34- Duceppe : ...C'est pas ça qui s'décide. Un Québec qui veut faire en sorte que nos intérêts qui sont à Ottawa dans plusieurs domaines - on paie de l'impôt han, qu'elle soit bien défendue. En environnement, que veulent les Québécois ? Nous, sur chacun des enjeux, on a des positions et moi, j'me fie à l'intelligence des Québécois et des Québécoises. Ceux qui m'disent qu'y vont voter libéral, je sais qu'c'est parce qu'ils appuient les idées des libéraux. Pis pour les conservateurs aussi. Pis le NPD. Alors pourquoi ce s'rait différent pour le Bloc ? Moi je dirai le soir du 28, parce que j'aurai une majorité de députés souverainistes j'en suis convaincu, que les Québécois et les Québécoises ont fait confiance aux souverainistes, mais on n'aura pas réglé la souveraineté. Ça, ça se fait par un référendum au Québec et d'aucune autre façon.
- 35- Derome : Donc, vous êtes d'accord avec ce que Gérald Larose disait - le président du Conseil de la souveraineté : « Avec l'élection massive de députés du Bloc, le Québec va confirmer qu'il est plus que jamais en route pour acquérir le statut naturel et normal d'une nation libre, celui d'un pays ». Vous endossez ça ?...
- 36- Duceppe : ...Moi c'est ça que je crois. Maintenant les Québécois devront le prouver.
- 37- Derome : Dans votre esprit c't'un début d'enclenchement ?
- 38- Duceppe : Non c'est pas automatique comme ça parce que, entre autres, y'a un gouvernement qui est un gouvernement libéral à Québec. J'peux pas dire, moi, que suite à une victoire du Bloc le 28, les libéraux vont dire : « tiens, tiens, on fait un référendum ».



Ben non, y'a d'autres décisions à prendre et y a pas d'élection dans les mois qui viennent à Québec. Mais si vous me demandez si c'est une bonne chose, ben oui c'est une bonne chose.

- 39- Derome : Mais c'est évident qu'y a des fédéralistes qui vont qui vont voter en faveur du Bloc Québécois. Bon alors, comment est-ce que le fédéraliste doit interpréter ça, son vote...
- 40- Duceppe : ...Ben qu'il a fait confiance à des souverainistes et que les souverainistes, moi en tous cas et le Bloc, ne diront jamais : vous venez de décider de la souveraineté. Non non, il faut respecter le cheminement des gens. Les gens ont décidé de faire confiance à des souverainistes...
- 41- Derome : ...Mais ça fait partie du cheminement que d'avoir, ché pas moi, 50, 60, hypothétiquement...
- 42- Duceppe : ...On verra combien...
- 43- Derome : ...Non non...
- 44- Duceppe : ...Je vise la majorité...
- 45- Derome : ...Non non d'accord. Mais ça fait partie du cheminement.
- 46- Duceppe : Il n'y a pas d'automatisme dans ça. Il faudra que le PQ reprenne le pouvoir. Alors les gens devront se prononcer une autre fois à Québec et...
- 47- Derome : ...Ça fait partie des préliminaires mettons.
- 48- Duceppe : Ben j'espère moi que le PQ reprendra le pouvoir. Mais y devront, mes amis du PQ, convaincre la population qu'ils sont le parti le plus en mesure de faire avancer le Québec.
- 49- Derome : Au fond serait-ce une façon de dire que les Québécois, qu'une majorité de Québécois, aurait dit : nous sommes une société distincte et on l'a prouvé en votant en faveur natio... du Bloc Québécois ? Un point c'est tout à la ligne, pas plus ni moins.
- 50- Duceppe : C'est pas si simple que ça. Je pense que les gens, pour différentes raisons han... Comment calculer... Y'a pas qu'une raison pour appuyer un parti. Force est de constater que le Québec est différent. J pense que...
- 51- Derome : ...Oué.

- 52- Duceppe : Mais les autres partis la reconnaissent pas cette différence du Québec. Y peuvent l'affirmer mais, quand vient le temps, en pratique là j'veux dire, de de de de l'concrétiser, y ne se rendent pas jusque là.
- 53- Derome : Vous dites : nous sommes là pour défendre les intérêts du Québec. Qui dit défendre dit protéger, vous êtes d'accord ? Qui dit protéger dit se mettre à l'abri d'un d'un danger qui pourrait survenir, han ? Est-ce que vous avez pu, vous, empêcher en dénonçant la caisse de l'assurance-emploi ou le déséquilibre fiscal ?
- 54- Duceppe : Ben on a certainement posé des questions et on a mis le problème en évidence, en relief. S'il y avait eu 74 députés libéraux représentant le Québec à Ottawa, y'aurait personne qui aurait critiqué la caisse de l'assurance-emploi...
- 55- Derome : Mais votre pouvoir est limité, vous avez pas pu l'empêcher.
- 56- Duceppe : Ben je pense, moi, c'est une façon de voir les choses c'que vous dites là, mais la lutte en démocratie - puisqu'y a des luttes de façon civilisée - ça se décide pas du jour au lendemain. Prenez par exemple la Loi anti-gang. Pendant des années on l'a réclamée, ça. Le fédéral nous disait que c'était pas nécessaire. Finalement ils ont dû admettre durant en cours de campagne la dernière fois, en 2000, parce que là y voyaient bien que le monde...
- 57- Derome : ...le voulait...
- 58- Duceppe : ...Tsé là. Et là y ont été obligés d'agir, y ont été obligés d'agir. Là, j'pense...
- 59- Derome : ...Et vous dites : c'est à cause de l'opposition, c'est à cause de vous ?
- 60- Duceppe : Écoutez, certainement pas à cause des autres, y le réclamaient pas.
- 61- Derome : Ouais bon...
- 62- Duceppe : ...Si personne n'avait lancé, relancé, ces débats, insisté. Même chose sur les commandites...
- 63- Derome : ...Oué...
- 64- Duceppe : ...Et sur l'assurance-emploi. Y'a pas beaucoup de libéraux qui peuvent se vanter d'être populaires au Québec sur cette question. Parce qu'on était là. Le NPD a fait son travail aussi...
- 65- Derome : ...Oué mais quand quand vous réclamez des choses au gouvernement fédéral pis à la rigueur y vont dire oui...
- 66- Duceppe : ...Oué...

- 67- Derome : ...Vous allez dire ben oui, tant mieux, ben c'ta cause de nous également. Donc, sur les deux tableaux, vous gagnez toujours au fond. Y'a bien des gens, vous savez, qui disent, beaucoup l'entendent d'ailleurs, qui disent : le Bloc, c'est ben facile, y'a juste à critiquer pis y'é pas imputable de quoi que ce soit.
- 68- Duceppe : Quand les gens disent c'est bien facile, ben qu'y qu'y qu'y viennent nous affronter sur le terrain pour voir si c'est si facile et qu'y viennent faire notre travail à Ottawa pour voir si c'est si facile. Moi j'pense qu'on l'fait rigoureusement. Et j'vous dis qu'on gagne toujours quand on défait quand on défend les intérêts des gens. Des fois ça va plus vite, des fois ça prend plus de temps, mais c'est ça, fondamentalement, la démocratie. Quand j'entends des gens me dire : l'important, c'est d'être au pouvoir. Y'a seulement qu'ça d'important. Mais fermons les parlements, bon Dieu ! J'ai hâte d'entendre, moi, un des deux partis, soit les conservateurs ou les libéraux, qui nous disent : l'opposition ça sert pas à grand-chose. Y'en a un des deux qui va être dans l'opposition. Le 29, y vont dire : on est inutiles. J'ai hâte des entendre moi sur ça.
- 69- Derome : Après le 28, dans l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire, Monsieur Harper aujourd'hui qui a dit tantôt, il dit : « avec le Bloc Québécois, no crazy combination ». Bon alors, y reste que y'a une responsabilité là-dedans, vous le savez très bien. Vous avez certains...avec le le le parti conservateur, vous vous entendez sur la caisse de l'assurance-emploi, sur...
- 70- Duceppe : ...L'existence du déséquilibre fiscal.
- 71- Derome : Déséquilibre fiscal, etc., han ? Sur un sénat élu, peut-être, même, souverainistes, non ?
- 72- Duceppe : Non on va pas r'prendre la question constitutionnelle là. J'pense que c'est enterré pour nous.
- 73- Derome : Bon très bien. Alors, mais quand même, y'a quand même ça. Sur les questions morales, par exemple, est-ce que vous êtes plus près des conservateurs que des libéraux ?
- 74- Duceppe : On verra sur chacun des enjeux. Si vous me posez la question...
- 75- Derome : ...Non mais l'avortement ou...
- 76- Duceppe : ...L'avortement, c'est très clair que c'est le droit des femmes. On peut pas remettre ça en question. On verra les positions des autres partis. Sur le mariage des gais et lesbiennes, monsieur Martin nous parle de la clause nonobstant. Y'a jamais dit, lui, qu'il était en faveur du mariage des gais et lesbiennes...
- 77- Derome : ...Quelle est votre définition...

- 78- Duceppe : ...Personne en parle là...
- 79- Derome : Quelle est votre définition, vous, du mariage ?
- 80- Duceppe : Ma définition du mariage c'est c'est deux personnes d'âge qui sont majeures qui décident de s'unir pour la vie ou jusqu'à temps qu'y veulent rester ensemble, parce que le divorce existe...
- 81- Derome : ...Le même sexe, le même sexe ?
- 82- Duceppe : Même sexe oui oui...
- 83- Derome : ...C'est votre conviction ?
- 84- Duceppe : Tout à fait.
- 85- Derome : Et vous avez toujours pensé ça ?
- 86- Duceppe : Moi j'suis hétérosexuel, mais ça m'enlève rien que deux hommes ou deux femmes. S'ils s'aiment, c'est leur droit. J'ai toujours eu...
- 87- Derome : ...On ne parle pas d'union civile, mais bien de mariage ?
- 88- Duceppe : Y'ont les mêmes droits. Pourquoi y aurait une différence ?
- 89- Derome : O.k., mais vous parlez bien de mariage ?
- 90- Duceppe : Mariage, mariage civil...
- 91- Derome : ...Ah bon...
- 92- Duceppe : ...Pas de mariage religieux. Confondons pas les choses. Moi je pense que l'État n'a pas à dicter aux religions les règles de ces religions. Mais les religions n'ont pas à imposer leurs règles à l'État. La religion des uns ne doit pas être la loi des autres. Ça c'est très clair pour ça.
- 93- Derome : Faudra-t-il faire appel à la clause nonobstant dans une hypothèse où la cour suprême rendrait une décision qui forcerait les les églises à reconnaître ces mariages là ?
- 94- Duceppe : C'est clair que c'est pas ça, c'est clair que c'est pas ça. Ça, c'est une...
- 95- Derome : ...Mais dans l'hypothèse où ?
- 96- Duceppe : Ça s'retient même pas cette hypothèse là. Regardez les jugements qui ont été passés dans les cours supérieures et ce qui et ce qui est d'ailleurs...

- 97- Derome : ...Vous voulez pas vous mouiller là-dessus...
- 98- Duceppe : Non, non, absolument pas, je r'garde la charte. La charte reconnaît la liberté de religion et ça implique que les religions peuvent avoir leurs propres règles. Y reconnaissent pas le divorce, tiens, un bon exemple. La religion catholique reconnaît pas le divorce; l'état reconnaît le divorce. Ça s'ra la même chose. Ça, c'est une tactique des libéraux pour tenter de tout faire pour pas que la cour se prononce avant l'élection. Voilà c'qu'ils ont fait. C'est vraiment de la p'tite politique...
- 99- Derome : ...Je voudrais vous entendre brièvement sur la santé. Vous souhaiteriez qu'il y ait des transferts et que les provinces fassent ce qu'elles veulent avec ça. Seriez-vous prêts, compte tenu de de de des problèmes de listes d'attente et tout, que le privé joue un certain rôle là dedans, en autant en autant que le gouvernement, enfin la poche du gouvernement ?
- 100- Duceppe : Si cela veut dire que...
- 101- Derome : Êtes-vous d'accord avec ça ?
- 102- Duceppe : Moi je... Y'a cinq grands principes...
- 103- Derome : ...Oui...
- 104- Duceppe : ...Si cela veut dire que votre carte d'assurance-maladie ne passe pas partout, qu'ça prend la carte de crédit, chu pas d'accord, absolument pas d'accord. D'autre part, la Loi sur l'assurance-maladie dès l'origine...
- 105- Derome : Non mais on est les champions, nous, des des des des des cliniques de résonance magnétique. Y'en a 16, on est champions au Canada.
- 106- Duceppe : Sur ça moi j'pense qu'y faut ravoir l'argent pis faire en sorte que ça ça soit de domaine public, et pas privé. Parce que là là, y'a une discordance. Et là c'est la carte de crédit plutôt que la carte...
- 107- Derome : ...Mais qu'est-ce que vous pensez de l'hôpital de Québec qui a acheté, par exemple, une centaine d'heures auprès d'une clinique, et puis c'est le gouvernement qui paie...
- 108- Duceppe : ...Monsieur Couillard est en train de revoir ça. Et s'ils avaient l'argent, on n'en serait pas là. Le problème c'est qu'Ottawa impose des normes et coupe l'argent...
- 109- Derome : Mais êtes-vous d'accord pour défendre les intérêts du Québec là-dessus, alors qu'y a 73 % des gens qui veulent voter pour le Bloc Québécois qui sont d'accord avec une médecine complètement privée. Vous le savez ?

- 110- Duceppe : Faut voir. On le sait jusqu'à temps qu'on paie et quand on paie, ben là les gens peuvent drôlement changer d'idée. Moi, ma belle-mère qui a eu huit enfants là, quand elle arrivait pour accoucher à l'hôpital, on ne lui demandait pas combien elle était dilatée; on lui demandait le carnet de chèques avant. Y'a des familles qui ont fait faillite en donnant la vie. J'veux pas revenir à ça, on peut pas revenir à ça. D'autre part, y a dans la Loi à l'origine, des cab... des bureaux de médecins, des cabinets privés qui peuvent toujours exister. Le médecin peut faire son travail. Ils sont mis en cliniques dans certains cas, mais vous allez avec votre carte. Y'a des cliniques qui sont associées aux hôpitaux et ça, c'est pas remettre en question la carte d'assurance-maladie. Y faut pas se servir de la carte de crédit pour payer les soins qui doivent nous être accordés dans la mesure...
- 111- Derome : ...Ça peut être celle du gouvernement ?
- 112- Duceppe : Ça c'est la carte qu'on... C'est ça que l'on paie tous ensemble. Et quand vous regardez, ça nous coûte à peu près - sous toute réserve, j'ai peut-être pas les chiffres de cette année - quek chose comme 7 % du produit national brut que notre système d'assurance-maladie qui couvre à peu près tout le monde. Aux États-Unis, c'est autour de 15 % du produit national brut et ça couvre seulement que 70 % de la population. Moi j'veux pas arriver à la situation américaine mais pas du tout.
- 113- Derome : Très très rapidement en terminant. Est-ce que l'élection d'un gouvernement minoritaire est souhaitable ?
- 114- Duceppe : On verra ce qui se passera...
- 115- Derome : ...Est souhaitable ?
- 116- Duceppe : Non, moi j'vous dis, c'qui est souhaitable, c'est qu'une majorité de députés du Bloc à Ottawa et de cette façon là, on ait...
- 117- Derome : ...J'parle pas pour vous, de façon générale...
- 118- Duceppe : ...De façon générale, c'est que la l'opinion des Québécois et des Québécoises soit bien représentée à Ottawa et que ce soit la même chose au Canada. Et quand on représente ce que les gens veulent que l'on dise, que l'on fasse, la démocratie s'en porte mieux. On f'ra face à cette situation quel que soit le scénario...
- 119- Derome : ...Vous demandez à monsieur Martin de répondre à des questions. J'vous demande de répondre à la question « souhaitable ou pas ? »...
- 120- Duceppe : ...Ben, je ne le sais pas si c'est souhaitable, je l'sais pas. Moi je me dis que je suis prêt à faire face avec une majorité de Québécois et Québécoises là, une majorité de députés du Bloc à Ottawa, à quelque scénario qu'ce soit. Et c'qui est souhaitable, c'est cela, que le Québec puisse parler d'une voix forte à Ottawa et représenter les intérêts des Québécois et Québécoises. Mais je n'ai strictement aucune prise sur ce

que les Ontariens f'ront. J'vous donne comme exemple, les trois dernières élections là, si l'Ontario avait voté comme le reste du Canada, y'aurait eu des gouvernements minoritaires. Bon, on verra ce que les Ontariens f'ront c'coup-ci. Mais la démocratie c'est d'regarder, une fois que les citoyens se sont prononcés, et j'espère qu'y aura un fort taux de participation partout à travers le Québec et à travers le Canada. Quand une volonté est nettement affirmée de partout, la démocratie s'en sort renforcée.

121- Derome : Y reste 11 jours. Il s'agit pour vous d'éviter, de continuer d'éviter les pelures de banane, c'est ça ?

122- Duceppe : C'est pas c'que j'tente de faire. C'que j'tente de faire, c'est de démontrer comment on est rigoureux au Bloc, comment on est déterminés, comment on est convaincus, comment on a écouté les gens. Moi j'ai parcouru le Québec, j'peux vous dire, pas uniquement durant cette campagne - tellement souvent depuis les dernières années - à écouter les gens, voir c'qu'ils voulaient. On a préparé une plateforme avec le patronat, les syndicats, les groupes communautaires, d'artistes, de femmes, de jeunes, et ça représente la volonté des Québécois et Québécoises. Quand j'entends les autres partis dire : « vous nous empêcher d'être là ». Moi ch'pas responsable de l'impuissance de ces autres partis. S'ils n'ont pas d'idées qui collent à ce que les Québécois veulent, c'est leur reponsabilité, c'pas la mienne.

123- Derome : Merci monsieur Duceppe

124- Duceppe : J'vous remercie

125- Derome : Bonne chance

126- Duceppe : Merci

## Annexe 4. Entrevue avec Paul Martin – 23 juin 2004

- 1- Derome : Bonsoir monsieur Martin.
- 2- Martin : Bonsoir monsieur Derome.
- 3- Derome : Écoutez, je me demande si vous n'auriez pas crié au loup un peu trop rapidement face à ce qui s'est passé en Alberta avec les projets euh au sur le plan d'la santé de monsieur de monsieur Klein. Son ministre aujourd'hui, y m'semble, a donné des assurances assez claires disant que y a rien qui va à l'encontre de la Loi nationale de la santé.
- 4- Martin : Ben, c'est vraiment les paroles mêmes de monsieur Klein. C'est lui qui a dit que lorsqu'il va sortir ses plans après l'élection, que probablement qu'y va avoir une contravention à la Loi canadienne sur la santé. Alors non, je pense que c'qu'on a dit c'est un... Notre réaction, c'est la réaction que ça prenait.
- 5- Derome : Oui mais depuis que monsieur Mar a a a répliqué aujourd'hui, y a dit : pas d'projet de privatisation, pas question de faire comme monsieur McGuinty (parce qu'y nous nuit d'ailleurs en Ontario; il a augmenté les taxes sur la santé), pas question de faire des choses comme celles-là, même qu'on va consulter la population. Y a tu quelque chose de plus démocratique que ça ? Y dit : à l'automne, on verra après c'qu'on fera. Y m'semble que c'est ouvrir le débat de façon assez démocratique et ouverte.
- 6- Martin : D'ailleurs, je suis très content de constater qu'y va avoir une consultation. Je suis très content que peut-être ça pourrait se dérouler, mais comme vous le savez, la vérité se trouve dans les détails. Et malheureusement, encore, les détails, on les saura seulement après l'élection.
- 7- Derome : Ben oui, mais enfin, oui oui, mais y aura quand même consulté les gens. Vous, vous voulez consulter les provinces, mais lui veut consulter les gens, aller au monde ordinaire. Y m'semble que c'est quelque chose de très ouvert ça...
- 8- Martin : ...Absolument...
- 9- Derome : ...Une façon honnête de faire les choses
- 10- Martin : Et je suis entièrement d'accord avec vous monsieur Derome. Et je suis très content de voir que c'est ça qu'y qu'y qu'y vont faire. Mais le problème c'est qu'il y a... au tout au début d'la semaine, le premier ministre Klein avait dit qu'y va sortir son plan après l'élection et que y aurait une contravention à la Loi canadienne. Alors je l'ai pris par ses paroles...



- 11- Derome : ...Oui mais ça a changé. Donc vous vous excusez un peu de c'que vous avez fait, d'avoir crié un p'tit peu trop fort auprès de monsieur Klein en disant...parce que vous vous portez évidemment comme étant le le le sauveur du système de santé au Canada. Ça vous rassure pas un peu là c'qui a été dit aujourd'hui ?
- 12- Martin : Ça m'rassure beaucoup et d'ailleurs, chuis très content que j'ai faite la sortie que j'ai fait. Parce que c'est suite à la déclaration de monsieur Klein. C'est pas moi qui a dit qu'y va y avoir une contravention, c'est lui. Et moi j'ai assumé mes responsabilités comme premier ministre pour dire non, on acceptera jamais une contravention...
- 13- Derome : ...Mais monsieur Klein vous avait parlé quand même à deux reprises, han ? Vous avait parlé de ses projets et jamais vous n'aviez levé le p'tit doigt à c'propos-là.
- 14- Martin : Euh vous savez que monsieur Klein s'est contredit un p'tit peu. Il a dit publiquement lui-même qu'y m'en avait jamais parlé. Pis ça c'est la vérité. Bon, on a parlé aux rencontres des premiers ministres mais jamais monsieur Klein m'avait dit ce qu'il avait l'intention de faire. Ce qui m'intéresse maintenant, c'est les détails de son plan.
- 15- Derome : Bon très bien. Mais alors, j'veux dire, si on parle de de réforme de la santé. Vous avez vu le sondage encore aujourd'hui, l'*Empire Links*, qui parle de où on parle de on dit que deux canadiens sur trois sont favorables à c'que des soins de santé soient prodigués par le privé en autant que ça soit payé par le public. Y a même un canadien sur deux qui voudrait une médecine à deux vitesses, carrément. Vous êtes à l'écoute de ces gens-là vous, un peu ?
- 16- Martin : Moi je suis entièrement contre une médecine à deux vitesses d'abord...
- 17- Derome : ...Bon O.K., mais l'autre ?
- 18- Martin : Euh mais là c'qu'on va mettre en place c'est vraiment, selon la Loi canadienne sur la santé, une façon de déterminer si quelque chose est en contravention à la Loi ou non. Mais moi monsieur Derome, ce qui m'intéresse le plus, c'est la santé publique. Et notre argent, et pis chu content de voir que monsieur Klein maintenant le préconise pis lui aussi va mettre son argent dans la santé dans le système public. Parce que c'est ça qui a besoin euh d'être renforcé.
- 19- Derome : J'ai l'impression qu'y a deux poids deux mesures dans votre parti parce que Pierre Petitgrew, vous l'avez humilié un moment donné, vous l'avez mis en pénitence dans l'coin. Y a dit, bon y a dit : peut-être qu'on pourrait explorer des façons de voir comment on peut améliorer les choses. Vous lui avez dit : tu vas aller dire publiquement que c'est pas qu'on est pas pour le privé. Y a Keith Martin, d'l'autre côté, en Colombie-Britannique de l'Alliance qui est devenu libéral et qui dit : moi je suis pour le privé. Là vous dites pas un mot.

- 20- Martin : Alors j'l'ai dit pub... en c'qui concerne Keith Martin, je l'ai dit publiquement que que nous on préconise le système public. Euh et vraiment, c'est notre situation. Écoutez bien, les médecins, les bureaux de médecins, c'est le privé. On sait fort bien que le privé existe à l'intérieur du système, mais c'qu'on veut nous, on veut la croissance du système public.
- 21- Derome : Mais est-ce que oué mais pour qui est croissance du système public, est-ce que le privé peut pas aider en autant que le public euh paye ? C'est ça l'but...
- 22- Martin : ...Pourvu que c'est pas le système public qui souffre de tout cela. L'argent du gouvernement devrait être dans le public. Et laisse-moi vous donner un exemple : quand vous visitez les grands hôpitaux, les grands centres de recherche, toute la médecine moderne, vous allez voir que ça prend énormément d'argent et que c'est le système public qui domine et qui doit dominer. Nous c'qu'on veut, c'est une évolution de ce système. Je pense que le débat devrait être beaucoup plus sophistiqué que le débat que nous avons entr' nous deux. C'est vraiment comment est-ce que le système public, avec toutes les nouvelles technologies, peut vraiment faire avoir de la croissance pour aider une population qui est vieillissante. Et c'est ça qui est crucial. C'est pour c'la qui faut baisser les délais d'entente euh d'attente. C'est parce que nous avons une population vieillissante d'une part et deuxièmement, les nouvelles technologies qui rentrent en cours.
- 23- Derome : Donc c'est pour ça qu'vous imposez des normes aux provinces en disant : c'est ça d'façon précise et si vous voulez avoir des sous, vous allez vous plier à nos normes.
- 24- Martin : Non pas du tout...
- 25- Derome : ...Ben si...
- 26- Martin : ...Non non...
- 27- Derome : ...Vous donnez pas l'argent comme ça pis dire aux enfin à monsieur McGuinty ou à monsieur Charest : faites c'que vous voulez avec l'argent qu'on vous offre...
- 28- Martin : ...Regardez, regardez c'qu'on a fait monsieur Derome. D'abord on a dit : y avait un écart. C'qu'on appelle l'écart Romanow, ça prend d'autre argent.
- 29- Derome : Oué
- 30- Martin : Nous, on transfère directement aux provinces. Pas de conditions, absolument rien. Dans l'reste, y a pas de normes nationales, pis là j'insiste là-dessus. Mais nous avons des objectifs en commun, soins à domicile euh par exemple. Alors ça c'est très important de constater que y a pas de conditions, pas d'empiètement. Mais nous avons des objectifs en commun. Les provinces veulent avoir des soins à domicile, les provinces veulent avoir plus de médecins euh, plus de professionnels, et nous aussi.

- 31- Derome : Mais le 9 milliards que vous avez sorti de votre manche là, trois jours après le déclenchement des élections. Pourquoi vous l'avez pas sorti au moment de votre budget, alors qu'y avait deux milliards (d'ailleurs qu'y était le milliard de monsieur Chrétien) ? Pourquoi vous l'avez pas sorti à c'moment-là ?
- 32- Martin : Parce que les budgets, ça s'fait sur une période de deux ans.
- 33- Derome : Ben voyons vous l'saviez, on est pas à trois...
- 34- Martin : ...Non non...
- 35- Derome : ...Mois près monsieur...
- 36- Martin : ...Non non, non non non. Nos projections se font sur une période de deux ans, chaque budget. R'gardez les budgets. Alors, dans les prochains deux ans, et d'ailleurs on l'a dit publiquement, on est très serrés. Mais dans trois ans, quatre ans, cinq ans, on commence à avoir des surplus. Alors notre plateforme de 9 milliards, ça ça va venir de nos surplus. Alors on va les avoir dans la troisième année, la quatrième année...
- 37- Derome : ...Mais vous l'saviez ça dès l'mois de de de février lorsque vous avez publié votre budget. Vous auriez pu l'dire : bon pour l'instant c'est ça, mais éventuellement on l'f'ra. C'tait d'la mise en scène électorale que vous avez faite.
- 38- Martin : Non, pas du tout. D'ailleurs, c'est exactement ce qu'on a dit : on fait des projections basées sur des chiffres sur une période de deux ans. Mais on l'a dit dans notre budget : plus tard, on va faire plus. Bon, alors c'est exact...ce que vous demandez que v'nez de d'mander d'faire, c'est exactement c'qu'on a fait. Pis lorsqu'on a sorti notre programme, c'est là où on a sorti le 9 milliards.
- 39- Derome : Vous êtes conscient que les provinces ont besoin d'argent, n'est-ce pas ?
- 40- Martin : Absolument.
- 41- Derome : Bon, alors, qu'est-ce qui vous fatigue vous dans l'expression « déséquilibre fiscal ». Vous parlez de pressions fiscales....
- 42- Martin : ...Oué...
- 43- Derome : ...Quelle est la différence ?
- 44- Martin : Ben éc..., vous savez monsieur Derome, vraiment là, parler de terminologie, parler de jargon, ça m'intéresse pas beaucoup. Ce qui m'intéresse moi, c'est que les provinces aient cet argent-là. Alors j'ai dit : on va s'asseoir avec les provinces, vous subissez des pressions, mettez le jargon de côté-là; l'argent, vous allez l'avoir.

- 45- Derome : Laissons faire le jargon. Vous r'connaissez qu'y a un déséquilibre à kek part quand même, appelez ça comme vous voudrez...
- 46- Martin : ...Ben...
- 47- Derome : ...Vous r'connaissez ça ?
- 48- Martin : Sss, le le le problème c'est que on rentre dans les termes d'économistes et honnêtement, avoir des débats de jargon quand les provinces ont besoin d'l'argent, je pense qu'on devrait dire : voici, vous avez besoin d'l'argent en éducation, vous allez l'avoir, vous avez besoin d'argent pour les infrastructures, on va vous l'donner, vous avez besoin d'l'argent pour la santé, on va s'asseoir pis vous allez l'avoir...
- 49- Derome : ...Alors vous reconnaissez qu'ils en ont besoin ?
- 50- Martin : Absolument.
- 51- Derome : Alors si on parle pas jargon économiste, on peut parler chiffres. Alors ché pas moi, dix moins deux ça fait huit ou 2 plus 2, ça fait 4. D'accord ou enfin ? Ché pas...
- 52- Martin : ...Ben, j'ai été à l'école primaire. C'était certainement ça...
- 53- Derome : ...Non non mais enfin. Donc, y a un problème à kek part là, j'veux dire, c'est pas tout à fait équilibré à kek part.
- 54- Martin : J'pense que tous les gouvernements ont des problèmes. C'est pour ça qu'y va falloir qu'on s'assoit...
- 55- Derome : ...Sauf vous. Vous êtes riche vous autres là.
- 56- Martin : Ben, j'aimerais bien ça, mais lorsque vous regardez par exemple les demandes qui sont sur nous, nous aussi on a des des problèmes d'argent. C'est pour ça qu'c'est tellement important qu'on s'assoit autour d'une table pis on décide : voici nos objectifs, voici comment est-ce qu'on va y arriver. Et absolument je reconnais les besoins des provinces.
- 57- Derome : Juste un p'tit mot là. On va parler des victimes du sang contaminé. Vous êtes enfin vous êtes au courant de cette situation-là. Est-ce que vous seriez prêt, vous, comme chef de gouvernement, à indemniser toutes les victimes, y compris celles que le Parti libéral avait exclu du programme pour des raisons disons de date de contamination, comme le propose le Parti conservateur ? Êtes-vous prêt à toutes les indemniser ?
- 58- Martin : Y a eu des raisons légales qui ont été mis en place pour laquelle le gouvernement a pris cette décision. Ça fait quoi, 5-6 ans, qu'ils ont pris la décision. Est-ce qu'on

doit le revoir ? On pourrait toujours le faire, mais je pense que les raisons qui ont été mis en place, c'est certainement les raisons qu'il faudrait regarder.

59- Derome : Donc vous êtes pas prêt à les indemniser comme le propose monsieur Harper ?

60- Martin : Euh Monsieur Harper dépense énormément d'argent...

61- Derome : ...J vous pose la question : est-ce que vous êtes prêt à l faire ?

62- Martin : J suis prêt... j suis toujours prêt à regarder une décision du gouvernement. J peux vous dire que lorsque le gouvernement a pris cette décision-là, y l ont pris en connaissance de cause.

63- Derome : Par compassion, par humanité ?

64- Martin : Ça aussi, c'est très important. Et comme comme on l a faite avec les vétérans, on a certainement revu des décisions. Je suis toujours prêt à revoir une décision pris par le gouvernement, mais si vous m pose la question maintenant, monsieur Derome : est-ce que vous êtes prêt êtes-vous prêt à prendre une décision immédiatement ?, ce serait irresponsable pour moi de dire oui.

65- Derome : C'est non, c'est non ?

66- Martin : Non, j'ai dit : chu prêt à le revoir...

67- Derome : ...D'accord, en att... très bien. On va parler du Québec un p'tit peu. Vous êtes pas sans savoir que les Québécois s'apprêtent quand même à euh donner un appui assez important au Bloc Québécois. On est d'accord là-dessus hum, oué ?

68- Martin : On verra...

69- Derome : ...Bon, écoutez, on verra. Comment y se fait que votre message n'arrive pas à rejoindre les Québécois ?

70- Martin : Ben, je pense que jusqu'à la déclaration de Gilles Duceppe, y a une coup'e de jours, où que vraiment, selon lui, maintenant l'élection se porte sur la souveraineté. Il a dit : nous allons avoir une référendum...

71- Derome : ...Y a pas dit que ça portait sur la souveraineté...

72- Martin : ...Il a dit, il a dit très clairement...

73- Derome : ...C'est monsieur Landry qui a dit en 2009.

- 74- Martin : Alors vous avez les deux han, les deux copains. Et d'ailleurs on voit que monsieur Duceppe consulte euh avec mons...av-c...av-c... avec monsieur Parizeau. Le fait...monsieur Duceppe est allé...
- 75- Derome : ...Vous savez ça ?...
- 76- Martin : ...Non non. Monsieur monsieur Duceppe, au tout début de la du débat en anglais, a dit : ça portait pas sur la souveraineté. Deux jours plus tard, il a dit : oui, nous allons avoir une référendum et les députés bloquistes vont être là pour nous aider. Là Monsieur Landry a sorti hier...
- 77- Derome : ...Non, c'est pas comme ça qu'y l'a dit je pense. Monsieur Landry a dit : oui, ça va être bon pour la pour la souveraineté. Monsieur Duceppe a dit : ben oui, c'est pas mauvais pour les forces souverainistes mais c'est pas demain la veille. C'est c'qu'y a dit monsieur Duceppe, y l'a dit la semaine dernière à cette émission...
- 78- Martin : ...Monsieur Duceppe a dit que d'ici cinq ans y préconisait avoir un référendum et que les députés du Bloc vont l'aider. Le fait est, monsieur Derome, que maintenant monsieur Duceppe et monsieur Landry ont dit clairement que vraiment, si vous augmentez le nombre de députés bloquistes, ça va aider dans le référendum. Alors moi, tout c'que je dis, c'est que ceux qui vont voter Bloc doit savoir qu'ils votent pour endosser monsieur Duceppe et la souveraineté...
- 79- Derome : ...Mais c'est pas seulement des souverainistes qui vont voter Bloc...
- 80- Martin : ...Mais c'est ça l'point que j'fais...
- 81- Derome : ...Ah oué ?...
- 82- Martin : ...Si vous n'êtes pas souverainiste...
- 83- Derome : ...Oué...
- 84- Martin : ...Et qu'vous votez pour le Bloc, vous devrez le faire en sachant que que monsieur Duceppe va vous dire : c'est un endossement pour la souveraineté. C'est ça le point.
- 85- Derome : Vous, vous voulez aller chercher les votes progressistes, c'est ça ? C'est c'que vous souhaitez ?
- 86- Martin : Les votes progressistes et certainement, les votes fédéralistes...
- 87- Derome : ...Le Bl...Le Bloc est-il un parti progressiste ?
- 88- Martin : Euh c'est un vot...c'est un parti souverainiste. On peut être...
- 89- Derome : ...Sur le plan social ?

- 90- Martin : Euh comme nous, comme nous...
- 91- Derome : ...Progressiste ?...
- 92- Martin : ...Mais c'est pas ça le point, c'est pas ça le point monsieur Derome. C'est que si vous votez pour le Bloc mais vous n'êtes pas souverainiste, vous devrez savoir que monsieur Duceppe et monsieur Landry vont l'utiliser pour mousser un référendum. Et moi je pense que c'est très important lorsque vous allez voter.
- 93- Derome : Vous allez me dire : on verra, on verra, on verra. Dans l'hypothèse où il y a un gouvernement minoritaire qui est élu là, vous auriez moins de sièges que les conservateurs. Vous avez...j'ai cru comprendre moi, ce matin, en lisant le *Globe and Mail* là, qu'y vous serait possible de rester là. Évidemment, c'est une question de chiffres. Le gouverneur général va vous voir, d'abord, et dit : est-ce que vous êtes capables ? Est-ce que vous seriez y vous serait possible de rester et de continuer à gouverner avec moins de sièges que...
- 94- Martin : ...Je pense que c'est le bon sens, c'est qu'le parti qui gagne le plus de sièges, c'est lui qui va former le gouvernement. Mais j'espère que nous allons avoir un gouvernement majoritaire.
- 95- Derome : Dans l'hypothèse où vous auriez plus de de voies et moins de sièges, est-ce que ça pourrait changer les choses ?
- 96- Martin : Ah ben, je pense que vraiment le bon sens, c'est la démocratie dicte : c'est celui qui gagne le plus de sièges, c'est lui qui forme le gouvernement. Mais encore une fois, j'espère que nous allons avoir un gouvernement majoritaire.
- 97- Derome : Vous tenteriez pas de de faire pas une alliance formelle, mais enfin d'essayer de de ché pas, si les calculs vous permettaient...
- 98- Martin : ...Bien...
- 99- Derome : ...D'avoir plus de sièges avec, ché pas, le NPD par exemple...
- 100- Martin : ...Bien, on on verra qu'est-ce qui va arriver. Mais, je n'suis pas dans une position de spéculer. Vous m'avez posé une question. J'ai dit : d'habitude c'est celui qui a plus de sièges qui forme le gouvernement...
- 101- Derome : ...Oué, bon. Mais alors, mais l'autre possibilité n'est pas exclue nécessairement...
- 102- Martin : ...Non, ça, y a tellement de combinaisons qu'on pourrait regarder. Alors, j'ai répondu assez directement, je pense, à votre question.

- 103- Derome : Bon alors, écoutez, un p'tit mot à propos de euh avec les avec les Américains, les États-Unis. Votre politique en matière de défense. C'est pas tout à fait clair. Le bouclier antimissile là, vous êtes favorable à ça ?
- 104- Martin : On euh je veux qu'on s'assoit, ça c'est sûr, avec les Américains, mais je suis totalement contre l'armement de l'espace...
- 105- Derome : ...Oui mais...
- 106- Martin : ...Totalement contre...
- 107- Derome : ...Ben oui mais monsieur Martin, j'veux dire, un bouclier antimissile, c'est pas pour des missions de paix, ça. C't'évident qu'ça sous-entend la militarisation de l'espace...
- 108- Martin : ...Pas du tout. D'ailleurs, le président Bush, j'lui ai posé la question privément, et lui-même l'a dit publiquement. C'est que ce qui sont en train de préconiser, ça rien à voir avec l'armement de l'espace. Et ma position, j'accepterai jamais, jamais, l'armement de l'espace. Mais vous voulez parler de militaire. Je pense que moi, ma conception d'un soutien militaire, c'est un soutien pour la capacité de bâtir des institutions d'un pays comme l'Haïti. Je pense moi j'ai une vision des affaires étrangers - vous connaissez très bien le domaine qui est très très actif pour le Canada - et ça prend un militaire qui va être là pour nous appuyer.
- 109- Derome : J'ai pas entendu beaucoup le Canada euh s'objecter au sort réservé par l'administration Bush concernant les prisonniers de Guantanamo. Vous savez qu'la convention d'Genève n'est pas appliquée. Vous trouvez ça normal, vous ?
- 110- Martin : On s'est objectés. Moi-même j'me suis objecté. J'ai dit écoutez... et d'ailleurs je pense que la grande majorité euh des démocraties se sont objectées.
- 111- Derome : J'vais vous poser la question qu'monsieur Duceppe vous a posée à la fin du débat en anglais. Peut-être que les Québécois pensent comme vous, au fond, et y pensent que y a une direction politique dans l'affaire des commandites.
- 112- Martin : Bien...
- 113- Derome : ...Y pensent comme vous et vous l'pensez.
- 114- Martin : Ça ça, c'est le but de l'enquête judiciaire du juge Gomery. C'est à lui à déterminer. Moi, j'ai mis en place une enquête avec le mandat le plus large possible et j'lui ai demandé d'aller au fond de c't'affaire-là et que ceux qui ont fait des choses inacceptables subissent les conséquences.
- 115- Derome : Monsieur Martin, y a pas de fumée sans feu. À l'époque où ça s'est produit là, bon, vous étiez président du Conseil du Trésor. J'pense, sans dire que les ministres se



sont enrichis ou quoi qu'ce soit, j'pense que ça devait se parler un peu. Est-ce que vous seriez prêt à reconnaître que, collectivement, les ministres à l'époque sont tous plus ou moins responsables d'avoir manqué de vigilance là-dessus ?

116- Martin : Euh moi-même j'ai dit : maintenant, je suis le premier ministre, j'accepte ma responsabilité. C'est pour cela que j'ai mis la commission Gomery en place...

117- Derome : ...Mais c'est collectivement, tous les ministres, qui ont manqué de vigilance, qui dormaient un petit peu sur le...

118- Martin : ...Je pense que tout le gouvernement. C'est une affaire inacceptable c'qu'y s'est passé. Et je pense que tout le monde dans l'gouvernement doit accepter la responsabilité. Et je comprends pourquoi les Québécois sont choqués...

119- Derome : ...Y y compris l'ancien premier ministre ?

120- Martin : Y compris tout le monde, je pense, et moi-même...

121- Derome : ...Y compris monsieur Chrétien ?...

122- Martin : ...Moi-même je pense qu'y a personne que... Qu'on le sachait, qu'on le savait pas. Écoute là, on a nos responsabilités comme gouvernement, on doit l'accepter. J'comprends très bien pourquoi les Québécois sont choqués pis j'le regrette énormément. Mais là, c'est pour cela qu'c'est tellement important, monsieur Derome, de trouver les réponses, et on va les trouver, j'vous assure...

123- Derome : ...Monsieur Martin, êtes-vous certain de gagner ou confiant de gagner ?

124- Martin : Bien, je suis confiant. Mais y faut travailler très fort et je peux vous dire que d'ici le 28, on va travailler jour et nuit.

125- Derome : Bonne chance. Bonne Saint-Jean-Baptiste.

126- Martin : Vous aussi.

127- Derome : Merci.

## Annexe 5 : Tableau récapitulatif des procédés discursifs

Derome		Harper		
Individu	Vous contextualisé Opinion présentée co fait Sentiments propres à... Auto-évaluation	Politicien	Frontière entre espaces Acteur extérieur sensible co soupape	
Individu	Vous contextualisé Sentiments propres à...	Chef	Rôle porte-parole	
Individu	Vous contextualisé Appellation directe Sentiments propres à...	Politicien	Remise en cause question Voix de la population	
Individu	Auto-évaluation Opinion présentée co fait Vous contextualisé	Nil	Silence	
Individu	Opinion Voix de la population	P.M.	Remise en cause question Optimisation ambiguïté question	
Individu	Opinion présentée co fait Sentiments propres à...	Politicien	Voix de la population Remise en cause question	
Derome		Layton		
Individu	Invalidation rôle contraire Opinion propre à...	Refus	Négation de l'interprétation de	Brève acceptation
P.M.	Jargon économique	Refus	Illustration sensible co soupape	Brève acceptation
P.M.	Invalidation réponse précédente	Refus	Sentiment plutôt que calcul Acteur extérieur co contre-modèle	
P.M.	Jargon économique	Refus	Expérience antérieure	
P.M.	Invalidation réponse précédente	Refus	Expérience antérieure	
Individu	Sentiments propres à... Opinion présentée co fait Auto-évaluation	Chef	Responsabilité de dénonciation Acteur extérieur co contre-modèle	
Individu	Sentiments propres à... Pardon co modèle	Chef	Acteur extérieur co contre-modèle Principes propres chef	
Derome		Duceppe		
Individu	Vous contextualisé Sentiments propres à... Opinion présentée co fait Auto-évaluation	Individu	Sentiments propres à lui-même	Appel objectivité, travail
Individu	Opinion présentée co fait Sentiments propres à...	Individu	Sentiments propres à lui-même	Appel organisation, travail
Individu	Sentiments propres à... Vous contextualisé	Individu	Illustration sensible	
Individu	Sentiments propres à...	Individu	Sentiments propres à lui-même Orientation sexuelle Illustration sensible	
Chef	Rôle porte-parole Voix de la population	Refus	Invalidation argument de la question Illustration sensible co soupape	
Démocrate	Intérêt de la population	Refus	Remise en cause question	
Démocrate	Intérêt de la population	Chef	Réinterprétation partisane des termes de la question	

Derome		Martin		
Individu	Opinion présentée co fait Auto-évaluation Sentiments propres à... Acteur extérieur co modèle	P.M.	Rôle de porte-parole Acteur extérieur co contre-modèle	
Individu	Auto-évaluation Sentiments propres à... Opinion présentée co fait Pardon co modèle	P.M.	Acteur extérieur co contre-modèle Appellation directe	
P.M.	Appellation directe Acteur extérieur co modèle	Observateur	Distanciation Dépersonnalisation	
P.M.	Jargon économique	Observateur	Distanciation Acteur extérieur co contre-modèle Déplacement de la personnalisation	
P.M.	Retour sur question précédente	Observateur	Distanciation Dépersonnalisation Omniscience	
Individu	Sentiments propres à...	P.M.	Acteurs extérieurs co modèles Distanciation Remise en cause question	
P.M.	"Chiffres" Retour sur question précédente	Refus	Expérience antérieure co soupape Remise en cause question	
Individu	Opinion propre à... Acteur extérieur co modèle Voix de la population Vous contextualisé	P.M.	Acteur extérieur co modèle Procédures légales Remise en cause question	Brève acceptation
Individu	Auto-évaluation Sentiments propres à...	Chef	Appel organisation, travail	

